L'unité

N° 218 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 24 au 30 septembre 1976

François Mitterrand et les élections suédoises

LE NABAB DE L'OISE

Régions: Un Massif à décentraliser

LES «TRUCS» DU PLAN BARRE



Sommaire

3
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

6
GUADELOUPE : UBU ET LE VOLCAN, PAR ALAIN VIVIEN

8
SYNDICATS : LE FRONT S'ELARGIT, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN

10
AFFAIRE DASSAULT : UN HOMME QUI COUTE CHER, PAR GUY PERRIMOND
LE NABAB DE L'OISE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

12
REGIONS : UN MASSIF A DECENTRALISER, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

15
TCHAD : UNE FEMME, DES NOMADES ET LA RAISON D'ETAT, PAR FRANCIS PISANI

16
AFRIQUE AUSTRALE : « TUER L'ALLIGATOR »
Entretien avec Samora Machel, président du Mozambique, par Wilfred Burchett

18
SUEDE : POUR 1,3 %, PAR SERGE RICHARD
ELECTIONS : LES « BONS ELEVES », PAR JEAN MATOUK

20
ENSEIGNEMENT : L'APPRENTISSAGE DE LA MISERE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

26
MAREK HALTER : UN « FOU » DE LA PAIX

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 6, 9, 17, 23) Barrigue (page 3) Coureuil (pages 11, 13, 20, 22) Marie-Laure de Decker (page 15) Keystone (page 8) Pascal Lebrun (pages 11, 26, 27) Norma (pages 12, 16, 17) Pym (page 1) Solo (pages 4, 10, 17, 19) Viva (pages 13, 21).

Editorial

AUTRE MÉTHODE, MÊME INSPIRATION

Nous aurons l'occasion de revenir largement sur le plan Barre, dont Guy Perrimond présente dans les pages suivantes une première analyse. Ce plan ne pourra, en effet, être complètement apprécié que lorsqu'on en connaîtra en détail les retombées financières, économiques et sociales et aussi politiques, lesquelles n'apparaîtront que lors du débat parlementaire qui doit s'ouvrir le 5 octobre.

Dès maintenant, cependant, un certain nombre de remarques s'imposent :

1. Le fait qu'il ait fallu attendre vingt-huit mois après l'élection présidentielle pour que le gouvernement présente aux Français un ensemble de mesures destinées, selon lui, à réduire le taux d'inflation souligne, s'il en était besoin, l'échec de la politique menée dans ce domaine depuis que Valéry Giscard d'Estaing dirige les affaires de la France.

2. Si la façon dont le plan Barre a été préparé depuis un mois et présenté aux Français mercredi traduit un changement de méthode, son contenu ne révèle aucune inspiration nouvelle. Mis à part quelques mesures qui se veulent spectaculaires mais dont le rapport demeure dérisoire, aucun effort véritable n'est entrepris contre l'inégalité fiscale et pour mettre fin aux privilèges si souvent dénoncés. On a, une fois de plus, écarté l'idée d'un impôt sur la fortune, et c'est encore à l'impôt sur le revenu, dont l'assiette n'est guère modifiée, que l'on demande l'essentiel de l'effort. C'est ainsi au moins trois millions de foyers qui seront directement touchés, sans parler des conséquences immédiates de la brutale augmentation de l'essence et de la vignette automobile. La justice fiscale reste un beau sujet de discours mais n'est pas près de devenir une réalité dans notre pays.

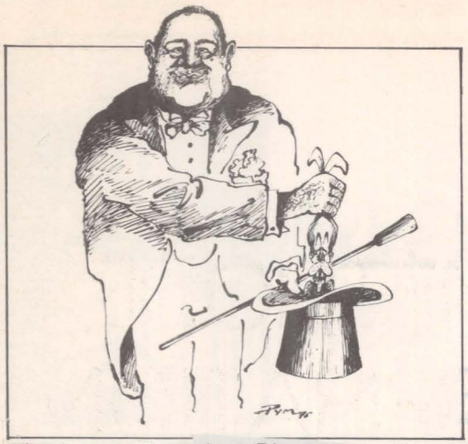
3. Ce que l'on sait aujourd'hui du projet de budget 1977 montre que le gouvernement continue à recourir à des artifices pour faire croire à un équilibre qui n'existe pas dans la réalité. Le déficit, d'au moins 20 milliards, semble-t-il, du budget de 1976 est éloquent à ce sujet. Comment alors prendre au sérieux un gouvernement qui présente en même temps un plan qu'il prétend « rigoureux » et un budget qui, de toute évidence, ne l'est pas ?

4. A partir de là, on discerne mieux l'opération politique que représente le plan Barre, qui s'inscrit naturellement dans la perspective des prochaines échéances électorales. Inquiet de la montée de la gauche et de la désaffection d'une partie de son électorat, Giscard d'Estaing voudrait reprendre un avantage psychologique grâce à quelques astuces qui lui permettraient d'obtenir — sur l'indice des prix notamment, alors qu'en revanche il semble abandonner l'idée de réduire le niveau du chômage — des résultats passagers dont la propagande gouvernementale ne manquerait pas de tirer parti. C'est son pari, et c'est dans cet esprit qu'il a fait appel mercredi à l'adhésion et à la confiance des Français.

Cette adhésion et cette confiance seront, en effet, indispensables au succès de la lutte contre l'inflation ; mais, pour l'obtenir, la condition première est de répartir équitablement les charges entre les différentes catégories de citoyens. Ce n'est pas le cas du plan Barre, qui, en dépit de l'habileté de sa présentation, aboutit — on s'en apercevra bien vite — à faire payer toujours les mêmes.

Encore une fois, la méthode a changé, mais non l'inspiration. Il n'était pas nécessaire d'être sorcier pour le prévoir dès le jour où Raymond Barre a remplacé Jacques Chirac. Il s'agit, pour le Pouvoir, de la même politique et, pour la gauche, du même combat.

CLAUDE ESTIER



LES « TRUCS » DU PLAN BARRE

plus loin que le gadget. D'autant que l'impot supplémentaire sur les entreprises (4 %) n'est pas plus lourd que celui qui va peser sur les salariés.

L'exemple de la Sécurité sociale est révélateur. Pour redresser le régime général, qu'a trouvé Barre ? Tout d'abord, des économies : des médicaments ne seront plus renouvelables, d'autres le seront moins. Puis on majore les cotisations, enfin on augmente la vignette auto. Sur les superbénéfices des laboratoires pharmaceutiques, pas un mot. N'est-ce pas révélateur ?

Côté fiscal, des mini-mesures de moralisation sont annoncées. Elles étaient souhaitables, mais ne recouvrent que le vernis des choses. Sur le fond, rien n'est changé : le gouvernement n'a ni voulu ni pu prendre des décisions déjà appliquées dans la majeure partie des pays capitalistes développés.

Quant à la sécheresse, motif officiel de l'impôt supplémentaire, Pierre Joxe, en sor[illegible] blique ont choisi — certains fonctionnaires disent : pêché. Mais avec un objectif clair : les caisses publiques étant vides et comme on est obligé d'engager des dépenses, le faire en « frappant » l'opinion publique et, surtout, en conservant la possibilité de recommencer — élections obligent — l'opération.

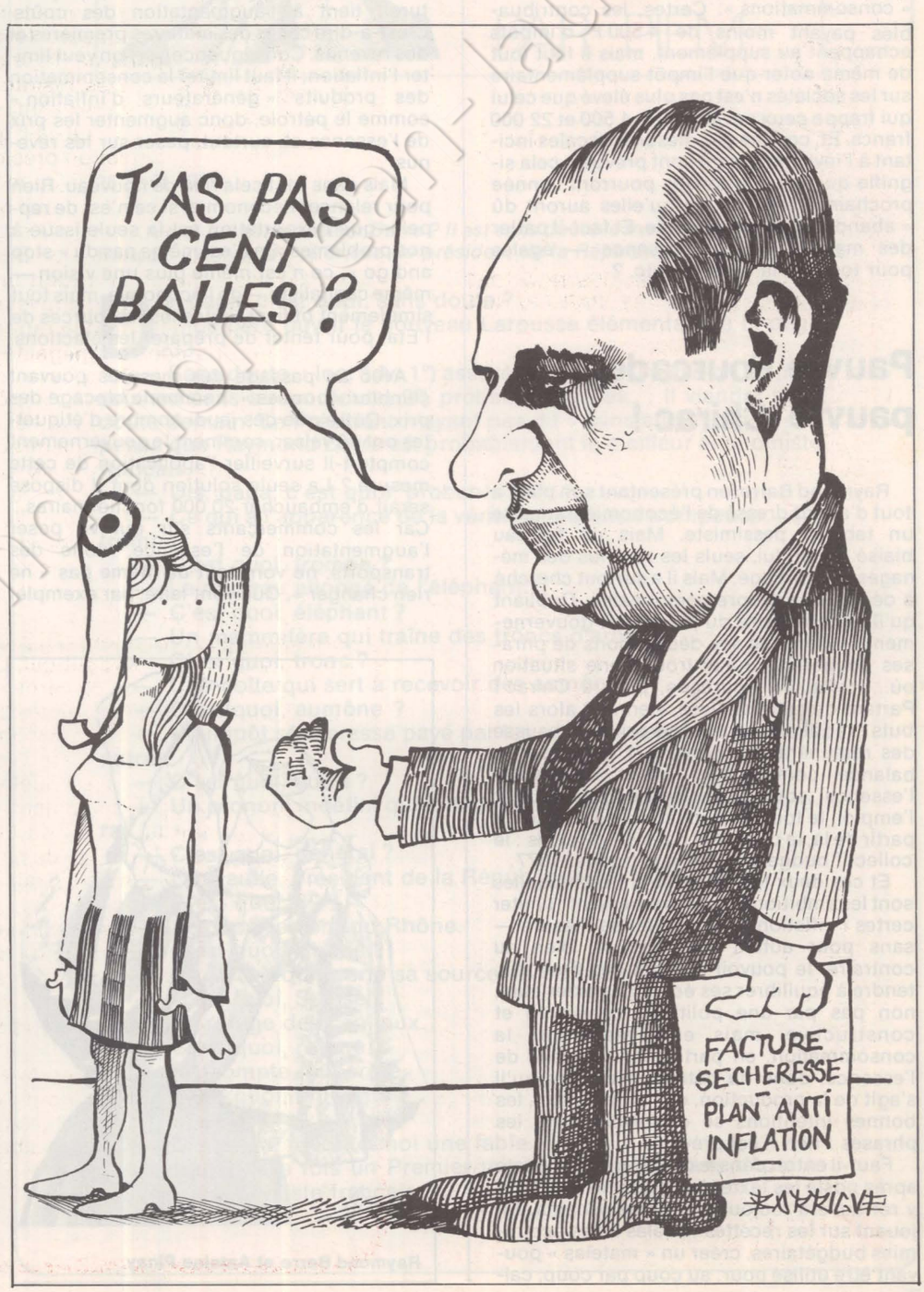
Car, à bien regarder les mesures, que peut-on lire ?

▶ Tout d'abord, un coup de frein à la consommation, celle des ménages tout comme celle de l'administration. Pour les ménages, la chose est simple : on accroît la pression fiscale, on augmente l'essence, la vignette, l'alcool. Pour l'administration, le décodage du projet de budget 1977 montrera non seulement que les dépenses sont pour l'instant les mêmes que celles définies par Jacques Chirac — alors, où est la différence entre le technicien (« enfin ») et celui qui, en deux ans, n'a pas su mobiliser les énergies ? — mais surtout que la compression des dépenses de l'Etat atteint un point où l'austérité n'est pas tenable. A l'exception du budget militaire qui croît « normalement » — l'armée n'est-elle pas « le dernier rempart de la société libérale » ? — les budgets de fonctionnement mis en place ne tiennent parfois même pas compte des loyers que paie l'administration, ou sont carrément en baisse, en francs courants, sur ceux de 1975. Ce qui signifie que la règle giscardienne du budget présenté en équilibre mais atteignant, par la grâce des collectifs budgétaires, des déficits importants, a été respectée : pour cette année, il peut être estimé à 20 milliards ; l'année prochaine, à 30 milliards. Autre fait significatif : rien ne sera entrepris. Les Programmes d'actions prioritaires définis dans le VIIe Plan ne sont pas — ou peu — financés. Ce qui veut dire que l'Etat se refuse à « inciter » le développement, à permettre une réduction du chômage.

▶ Faire payer — aujourd'hui pour les agriculteurs, demain pour d'autres... — aux salariés les différentes « notes ». Mais le faire en tentant de faire croire qu'ainsi on réduit les inégalités, on diminue l'injustice fiscale. Et pour éviter une trop forte « grogne », utiliser « l'emprunt obligatoire » remettant ainsi au gouvernement qui sera en place dans cinq ans la facture qu'il faudra bien régler.

▶ Mais surtout, à travers les différentes mesures, « briser le miroir ». La baisse de la T.v.a. — perte annuelle pour l'Etat : 8 milliards de francs — et le blocage des prix permettront en effet d'obtenir, dès les prochains mois, un « bon » indice des prix. C'est-à-dire de prouver, par un chiffre pour le moins discutable, que « tout va mieux ».

→





LES « TRUCS » DU PLAN BARRE

Ce résultat, venant après une dramatisation théâtrale, ayant aux yeux du Pouvoir une seule vertu : améliorer son image de marque ; c'est-à-dire, pense-t-il, le poids électoral de ses candidats.

▶ Le choix des catégories sociales sur qui le plan Barre va peser est révélateur. Ce sont les salariés qui font les frais de l'opération. A la fois sur le plan fiscal et sur celui des « consommations ». Certes, les contribuables payant moins de 4 500 F d'impôts échappent au supplément, mais il faut tout de même noter que l'impôt supplémentaire sur les sociétés n'est pas plus élevé que celui qui frappe ceux payant entre 4 500 et 22 000 francs. Et, comme des mesures fiscales incitant à l'investissement sont prévues, cela signifie que les entreprises pourront l'année prochaine retrouver ce qu'elles auront dû « abandonner » cette année. Et faut-il parler des majorations sur l'essence — égales pour tous —, la vignette, etc. ?

Pauvre Fourcade, pauvre Chirac !

Raymond Barre, en présentant son plan, a tout d'abord dressé de l'économie française un tableau pessimiste. Mais un tableau biaisé. Selon lui, seuls les revenus des ménages ont surnagé. Mais il a surtout cherché à dégager sa propre personnalité. Oubliant qu'il était ministre du précédent gouvernement, il a émaillé ses déclarations de phrases couperets : « J'ai trouvé une situation où... ». Pauvre Fourcade, pauvre Chirac ! Partant de cette analyse, viennent alors les buts : réduire la hausse des prix et la hausse des rémunérations (voyons !), équilibrer la balance commerciale (donc augmenter l'essence), soutenir l'activité économique et l'emploi, le tout dans un souci de justice ! A partir de là, le plan se lit dans deux textes : le collectif budgétaire 1976, le budget 1977.

Et ces deux textes montrent bien quelles sont les ambitions du gouvernement : limiter certes l'inflation — ou limiter sa mesure — sans pour autant faire croître, bien au contraire, le pouvoir d'achat des Français, tendre à équilibrer ses échanges extérieurs, non pas par une politique cohérente et constructive, mais en pesant sur la consommation, en particulier sur celle de l'essence, donc du pétrole. Mais dès qu'il s'agit de la production, de l'emploi, etc., les bonnes intentions se dissolvent dans les phrases : rien n'est prévu.

Faut-il entrer dans le détail, analyser poste après poste les textes bâtis en une nuit ? On y retrouvera toujours le même schéma. En jouant sur les recettes fiscales et les économies budgétaires, créer un « matelas » pouvant être utilisé pour, au coup par coup, calmer une catégorie sociale déterminée. Ou, toujours au coup par coup, se réserver la possibilité de mini-opérations de relance à caractère pré-électoral.

Pour le reste, rien de sérieux ni de précis. Face à une analyse de l'inflation des plus orthodoxes, les mesures prises ne peuvent avoir qu'un caractère temporaire, partiel. Car, pour le Premier ministre, l'inflation a deux causes. La première, d'ordre conjoncturel, tient à l'augmentation des coûts. C'est-à-dire celles des matières premières et des revenus. Conséquence : si l'on veut limiter l'inflation, il faut limiter la consommation des produits « générateurs d'inflation » comme le pétrole, donc augmenter les prix de l'essence et, surtout, peser sur les revenus.

Mais dans tout cela rien de nouveau. Rien pour relancer l'économie, si ce n'est de rappeler que l'exportation est la seule issue à nos problèmes. Ce n'est même pas du « stop and go », ce n'est même plus une vision — même capitaliste — de l'économie, mais tout simplement utiliser toutes les ressources de l'Etat pour tenter de préparer les élections.

Avec au passage des mesures pouvant sembler « bonnes », comme le blocage des prix. Outre que dès jeudi nombre d'étiquettes ont dû valser, comment le gouvernement compte-t-il surveiller l'application de cette mesure ? La seule solution dont il dispose serait d'embaucher 20 000 fonctionnaires... Car les commerçants sur qui va peser l'augmentation de l'essence, donc des transports, ne vont tout de même pas « ne rien changer ». Que vont faire, par exemple, les marchands de pommes de terre ? Cette mesure risque donc d'aboutir, au mieux, à une inflation non mesurée : officiellement, les prix seront bloqués ; pratiquement... Car l'autre solution, s'appuyer sur les organisations de consommateurs, sur un consensus national n'est ni dans les vues ni dans les possibilités du gouvernement.



Raymond Barre et Antoine Pinay.

La valse des étiquettes

Quant à la baisse de la T.v.a. qui, intervenant au même moment que le blocage, aurait pu permettre l'amorce d'une politique, pourquoi n'a-t-elle pas porté sur les produits de première nécessité ? Les 900 000 chômeurs auraient apprécié.

Pris dans ses contradictions, le gouvernement a plus simplement tenté d'imposer un blocage des revenus — plus facile à contrôler, les patrons n'y voyant aucun inconvénient. Résultats prévisibles : les tensions sociales vont s'accroître. Faut-il penser que le Pouvoir, sûr que les salariés sont pour lui une « masse perdue », a choisi délibérément l'affrontement ?

L'« enfin » de Giscard d'Estaing est bien limité. On ne lit dans les mesures Barre aucun changement d'orientation : le professeur d'économie n'a pas fait mieux, même si son style est différent, qu'un technocrate comme Fourcade. Mais que pouvait-il faire d'autre ?

Certes, il y a des mesures de « moralisation fiscale ». Elles ne vont pas très loin : pas d'impôt sur le capital, pas de prélèvement sur les grosses fortunes. Rien sur les bénéfices exceptionnels réalisés par certains grâce à la sécheresse. Bien sûr, on peut toujours parler d'un impôt exceptionnel sur les possesseurs de chevaux de courses ou d'avions de tourisme, mais cela ne va pas

plus loin que le gadget. D'autant que l'impôt supplémentaire sur les entreprises (4 %) n'est pas plus lourd que celui qui va peser sur les salariés.

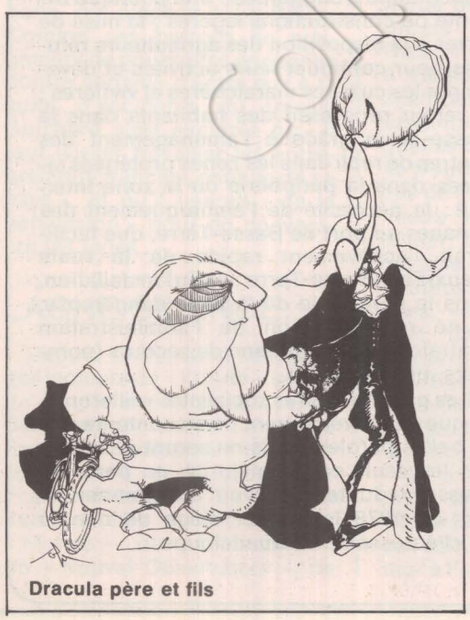
L'exemple de la Sécurité sociale est révélateur. Pour redresser le régime général, qu'a trouvé Barre ? Tout d'abord, des économies : des médicaments ne seront plus renouvelables, d'autres le seront moins. Puis on majore les cotisations, enfin on augmente la vignette auto. Sur les superbénéfices des laboratoires pharmaceutiques, pas un mot. N'est-ce pas révélateur ?

Côté fiscal, des mini-mesures de moralisation sont annoncées. Elles étaient souhaitables, mais ne recouvrent que le vernis des choses. Sur le fond, rien n'est changé : le gouvernement n'a ni voulu ni pu prendre des décisions déjà appliquées dans la majeure partie des pays capitalistes développés.

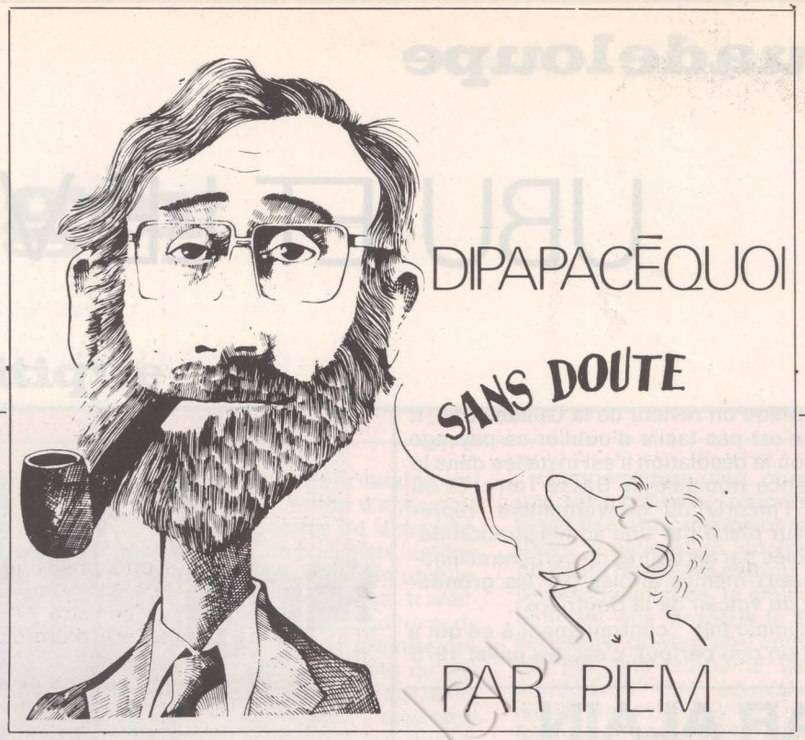
Quant à la sécheresse, motif officiel de l'impôt supplémentaire, Pierre Joxe, en sortant de la commission des Finances, déclarait : « C'est à présent démontré, le gouvernement utilise les conséquences de la sécheresse pour accélérer la concentration capitaliste et l'élimination, prévue par le Plan, de dizaines de milliers d'exploitants agricoles ».

Il faudra revenir sur le détail des mesures, en chiffrer les conséquences. Mais, au-delà du détail une évidence s'impose. Le premier souci du gouvernement n'est pas de sortir le pays de la crise, mais tout simplement de l'utiliser. Car, incapable de remettre en cause le système social actuel, tout ce qu'il peut faire c'est de naviguer à vue pour durer.

GUY PERRIMOND



Dracula père et fils



25 août 1976

« Alors, qui est monsieur Barre ? Il est sans doute le meilleur économiste français » (interview télévisée du président de la République).

Dis, papa, c'est quoi, sans doute ?

Le père ouvrit le nouveau Larousse élémentaire à la page 233.

— Sans doute : loc. adv. 1°) assurément (dans ce cas on dit plus souvent sans aucun doute) 2°) probablement, ex. : il viendra sans doute demain. Le Président n'ayant pas dit « sans aucun doute », il pense que Raymond Barre est probablement le meilleur économiste français.

— Dis, papa, c'est quoi, probablement ?

— Ce qui a l'apparence de la vérité. Apparence trompeuse ; qui trompe.

— C'est quoi, trompe ?

— Le museau allongé de l'éléphant.

— C'est quoi, éléphant ?

— Un mammifère qui traîne des troncs d'arbre.

— C'est quoi, tronc ?

— Une boîte qui sert à recevoir des aumônes.

— C'est quoi, aumône ?

— Un impôt sécheresse payé par les uns soi-disant au profit des autres.

— C'est quoi, autre ?

— Un pronom indéfini qui indique une autre personne en général.

— C'est quoi, général ?

— De Gaulle, président de la République de 1959 à 69.

— C'est quoi, 69 ?

— Le département du Rhône.

— C'est quoi, Rhône ?

— Un fleuve qui prend sa source en Suisse.

— C'est quoi, Suisse ?

— Le refuge des capitaux.

— C'est quoi, refuge ?

— Un compte numéroté.

— C'est quoi, un conte ?

— Une fable.

— Dis, papa, raconte-moi une fable.

— Il était une fois un Premier ministre qui était sans doute le meilleur économiste français.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Guadeloupe

UBU ET LE VOLCAN

Lorsqu'on revient de la Guadeloupe, il n'est pas facile d'oublier ce paysage où la désolation s'est installée dans la luxuriance tropicale de Basse-Terre. Et où éclate l'incurie du gouvernement, représenté sur place par une administration déboussolée par les délires de certains scientifiques eux-mêmes affolés par les grondements du volcan de la Soufrière.

Un simple fait : contrairement à ce qui a été dit un peu partout, c'est dès juillet 1975

PAR ALAIN VIVIEN

Délégué national aux Dom-Tom



que le volcan était entré dans une phase d'activité renouvelée. Aucun renfort sérieux n'a été apporté au laboratoire guadeloupéen, malgré l'intervention répétée des conseillers généraux de gauche du département. Les principaux dispositifs de surveillance n'ont été mis en place qu'après l'alerte générale du mois d'août. Dans son quartier général du fort Saint-Charles, au pied de la Soufrière, l'équipe des volcanologues s'est aujourd'hui augmentée. Mais jusqu'alors il y avait sur place un seul spécialiste, Michel Feuillard. Et son épouse, enseignante de son métier, attendait encore le 14 septembre l'autorisation de continuer à faire ce qu'elle fait bénévolement depuis juillet : seconder nuit et jour un technicien de haute valeur qui, au bout de semaines et de semaines de travail ininterrompu, ne sait plus ce que c'est que dormir.

Le drame essentiel, pourtant, ce sont ces 72.000 Guadeloupéens exilés de leur région vers la Grande-Terre, sur ordre d'un préfet paniqué par « l'imminence d'une catastrophe » annoncée par le Pr Brousse. Le rapporteur socialiste du Conseil général, Michaux-Chevry, demande depuis un mois communication du rapport secret de Brousse au préfet. Vainement. Est-ce un dossier qu'on préfère enterrer ?

Il reste que rien n'avait été sérieusement préparé par la préfecture pour l'accueil des 72.000 évacués. Et, comme d'habitude, ce sont les collectivités locales, les municipalités épargnées par le risque d'éruption qui ont été mises à contribution.

Rumeurs alarmantes

En juillet, le secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, Olivier Stirn, avait annoncé le déblocage imminent de 1,78 million pour l'ouverture de chantiers de chômage. En septembre, rien n'a été fait. Les 72.000 réfugiés, entassés à vingt par salle de classe dans les écoles municipales, n'ont toujours aucune possibilité de relogement. Et sur les 3.000 « structures d'accueil » — euphémisme préfectoral pour décrire des préfabriqués légers — aucune n'avait été réalisée au 15 septembre, jour fixé pour la rentrée scolaire par une administration ubuesque qui ne fait que suggérer la « solution » habituelle : faire appel à l'armée, qui a déjà fourni lits, cuisines roulantes, camions... Pourquoi ne pas continuer et installer les élèves sous des tentes militaires ? Il faudra l'opposition des élus socialistes pour que soient écartées ces solutions de facilité et d'insécurité.

Au-delà de ces difficultés, les maires de gauche ont lancé un cri d'alarme : « Si des mesures ne sont pas rapidement prises, des troubles sont inévitables. On ne peut pas laisser autant de personnes sans leur donner de réels moyens de vivre ». Mais personne, en haut lieu n'en tient compte. Si bien que les bruits les plus divers commencent à se répandre : « Le gouvernement voudrait en profiter pour déplacer la préfecture dans l'agglomération de Pointe-à-Pitre »... « Certains planteurs de bananes de la plaine veulent profiter de l'évacuation pour anéantir les producteurs de montagne qui pour la plupart se trouvent, comme par hasard, dans la région évacuée » ... « Les spéculateurs fonciers organisent des campagnes d'affolement pour s'emparer à bon compte des domaines abandonnés »... « L'administration laisse volontairement les maisons abandonnées sans protection pour inciter les gens à abandonner définitivement la zone interdite ».

De fait, le secteur isolé commence à ressembler au Far West. Bien qu'elle ait multiplié les interdictions, l'administration préfectorale ne peut empêcher qu'une partie des habitants se soient réinstallés clandestinement dans les villages interdits. Mais aucune antenne administrative n'était rétablie à la mi-septembre. A ce point que le maire communiste de Basse-Terre, un médecin, proposait d'organiser personnellement un service médical permanent !

Initiatives socialistes

Des initiatives, pourtant, sont possibles. Celles que la Fédération socialiste de la Guadeloupe a suggérées : une politique urgente de constructions légères ; la mise de terres à la disposition des agriculteurs réfugiés pour continuer leurs activités et développer les cultures maraîchères et vivrières ; le retour progressif des habitants dans la Basse-Terre grâce à l'aménagement des centres de repli dans les zones protégées situées dans la périphérie de la zone interdite ; la nécessité de l'embarquement des bananes au port de Basse-Terre, que faciliterait l'achèvement rapide de la route Vieux-Fort-Basse-Terre ; enfin l'installation, dans la périphérie de la zone dangereuse, d'une représentation de l'administration centrale et d'une antenne de secours (pompiers, police, santé).

Les parlementaires socialistes veilleront à ce que le gouvernement ne se contente pas de belles paroles. Et ils ne seront peut-être pas les seuls car la majorité, en perte de vitesse, redoute de devoir abandonner au P.s. en 1978 le dernier siège de député qu'elle possède en Guadeloupe.

changer la vie politique

LETELIER ASSASSINÉ

Mardi, à Washington, un exilé chilien a été assassiné. Orlando Letelier venait d'être déchu de la nationalité chilienne et, depuis 15 jours, les journaux de la junte en donnaient les motifs : traître, membre du P.s. chilien, Letelier avait été en 1970 ambassadeur à Washington. Puis il fut ministre des Affaires étrangères et, juste avant le putsch, ministre de la Défense. Arrêté, torturé, emprisonné durant deux ans à l'île Dawson, il avait pu retrouver la liberté grâce à l'intervention du Venezuela.

A Washington, Letelier avait continué à lutter contre la junte : en utilisant son prestige, ses connaissances parmi les fonctionnaires internationaux ou les responsables gouvernementaux de différents pays. La junte a reconnu son efficacité : elle l'accusait d'avoir fait échouer la négociation d'un crédit demandé aux Pays-Bas.

EN BONNE JUSTICE

Plus que jamais, le Pouvoir s'interdit toute pression sur la magistrature. Vendredi dernier, le Garde des Sceaux, Olivier Guichard, était accueilli par l'Union nationale de la maçonnerie, qui siégeait à La Baule. Comme ces patrons se plaignaient de poursuites engagées contre certains d'entre eux à la suite d'accidents du travail, Guichard s'est exclamé qu'« il faut laisser travailler les entrepreneurs français, chance de ce pays », et qu'il userait « de la persuasion » pour en convaincre les juges...

LACHE SILENCE...

Depuis la semaine dernière, des lecteurs de « l'Unité » savent de quelle manière Jacqueline Baudrier a banni Jacques Erwan de l'émission « La chanson » qu'il avait créée sur France-Musique. Le savent aussi : les lecteurs du « Monde », de « l'Humanité », du « Nouvel Observateur », de « Libération », du « Canard enchaîné » et de « Vie catholique ». Pour à peu près tous les autres organes de la presse écrite, le silence est d'or.

Ce qui nous surprend le plus, c'est le silence, le lâche silence des confrères d'Erwan à la radio et à la télévision. Pas un mot sur l'affaire à la télé... sauf dans la bouche d'un invité : Claude Manceron au cours de l'émission Apostrophes. Les journalistes de T.f.1, Antenne 2 et F.r.3 ne liraient-ils pas les dépêches de l'Agence France Presse ? Car l'A.f.p. a bien diffusé le communiqué de protestation des syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de Radio-France ! Calme plat aussi à Radio-France : Seul Louis-Jean Calvet, appelé à remplacer Erwan, a expliqué en direct dans quelles circonstances exactes il se trouvait propulsé sur les ondes de France-Musique ; il a fait mieux : il a invité Maxime Le Forestier, qui a aussitôt dénoncé cet acte de censure à propos de la diffusion d'une de ses chansons, « Le parachutiste ». Depuis, Calvet a également été écarté de la chaîne ! Le chanteur Bernard Lavilliers a, de son côté, dit tout le bien qu'il pensait de Baudrier au cours de Studio de nuit, sur France-Inter.

Mais c'est tout, absolument tout. Claude Villers s'est tu. Pierre Bouteiller aussi. Pourtant ce dernier, lui-même producteur à France-Musique, avait été l'un des premiers prévenus. Pourtant, c'est lui qui a effectivement diffusé une chanson d'un antimilitarisme particulièrement violent le 14 juillet... Villers, Bouteiller et autres se croient-ils à l'abri de ce qui est arrivé à Erwan ? L'atteinte à la liberté des autres ne les concerne-t-elle pas ? Leur silence, tout au moins à l'heure où nous mettions sous presse, rejoint celui de Michel Péricard, directeur de l'information à France-Inter, qui a bien veillé au grain : pas un mot sur l'affaire Erwan.

LES MALHEURS DE CONSTANTIN (suite)

Paul Constantin n'a décidément pas de chance. Contrairement à ce que nous avions écrit — en reprenant une coupure du journal « la Montagne » — il n'a pas été décoré de la Légion d'honneur. Un Constantin a bien reçu ce ruban, mais il s'agissait d'un homonyme, et non de Paul Constantin, maire de La Bourboule, plus connu des lecteurs de « l'Unité » pour ses châteaux payés par la Sécurité sociale au détriment d'une centaine d'enfants inadaptés. Pour Paul Constantin, « le vrai », le temps des honneurs est terminé. Il vient, en effet, de démissionner de tous ses postes de direction. Sa remplaçante semble être une de ses connaissances. Mais le ballet risque de tourner court. Car ça sent de plus en plus le brûlé : la Police judiciaire a saisi tous les documents comptables de Constantin ; sa secrétaire particulière, la mystérieuse Louise, a été arrêtée, interrogée, gardée à vue, relâchée, mais mise en liberté conditionnelle.

Une autre victime dans cette affaire : le préfet de l'Allier, Jean Hély ; il avait soutenu devant le Conseil général de l'Allier que tout cela n'était pas très grave. Ami de Chirac, qu'il avait connu en Algérie, il vient d'être nommé préfet hors cadre par le ministre de l'Intérieur. Au moment où Chirac quitte Matignon, Hély quitte Moulins : simple coïncidence ? Aux dernières nouvelles, Hély serait nommé trésorier-payeur général : va-t-il s'occuper personnellement des dossiers fiscaux de Constantin ?

LE P.S. ET LA FAMILLE

En présentant à la presse la proposition de loi socialiste sur la famille, Jacques-Antoine Gau, député de l'Isère, a souligné qu'elle vise à la fois à l'épanouissement des parents par la garantie qui leur est donnée, lorsqu'ils ont la responsabilité matérielle et morale d'enfants, de mener conjointement, s'ils le veulent, une activité professionnelle et l'éducation des enfants ; et des enfants, en leur assurant une place dans la cité par la création et l'amélioration de structures d'accueil adaptées.

Sans ramener à de simples incitations financières une politique de soutien de la natalité, qui relève d'une action d'ensemble sur les structures de la société, la proposition socialiste institue une allocation familiale unique, versée, que les parents travaillent ou non, sans conditions de ressources, dès le premier enfant. Il paraît équitable qu'elle soit soumise à l'impôt sur le revenu. Cependant, l'avantage familial accordé aux familles les plus modestes ne leur sera pas repris par le canal fiscal, puisqu'en effet l'élargissement de l'assiette de l'impôt sera mené de pair avec le relèvement de ses tranches les plus basses, en application des dispositions du programme commun de gouvernement.

Compensation des charges par une politique rénovée et simplifiée des prestations familiales, amélioration qualitative du cadre de vie des enfants, ces deux objectifs de la politique familiale que propose le Parti socialiste, doivent être complétés par une troisième visée : promouvoir une équivalence réelle de l'homme et de la femme, dans l'éducation des enfants en particulier. Parmi les mesures prévues dans ce dernier domaine, le père ou la mère obtiendraient, sur simple demande, un congé post-natal de deux ans à l'issue duquel ils réintégreraient leur entreprise sans perte d'avantages et après un stage de recyclage d'un mois.

Les 25 et 26 septembre Organisée par la Fédération de Haute-Saône

FETE
DU P.S.
aux Halles de Vesoul

- Avec pour la partie spectacles : Catherine Ribeiro et groupe Alpes
- Animation politique et débat avec André Boulloche, Raymond Forni, Charles Hernu et Robert Schwint.

LE FRONT S'ÉLARGIT

Après la pluie, le beau temps. Envolés les nuages causés par la sécheresse. Malgré les dissensions et les heurts qui ont marqué, ces dernières semaines, les relations entre C.g.t. et C.f.d.t., c'est ensemble que les deux confédérations viennent de réagir aux mesures annoncées mercredi par le Premier ministre. C'est ensemble également qu'elles ont défini les actions qui vont être déclenchées dans les jours prochains en riposte au plan Barre.

Dire que l'entente permettant d'aboutir à des initiatives communes allait de soi serait pourtant aventureux. Entre cégétistes et cédétistes, les points de désaccord ne manquaient pas en cette rentrée. La dernière décision unitaire avait été prise à la veille des vacances, où les deux syndicats avaient appelé leurs militants à manifester dans toute la France, le 23 octobre, pour le droit à l'emploi des jeunes.

Après la trêve du mois d'août, la rentrée s'effectue dans un contexte plus délicat qu'à l'ordinaire.

Premier motif de discorde : l'impôt sécheresse annoncé par le nouveau gouvernement. La C.g.t. réagit alors immédiatement et part en guerre contre le super-impôt en appelant tous les syndicats à le combattre à ses côtés. La C.f.d.t., qui n'apprécie pas davantage cette mesure, et le fait savoir, n'en désapprouve pas moins l'initiative de Georges Séguy. Non qu'elle refuse une certaine solidarité nationale. Mais pas question, dit-elle, de s'allier à la C.g.c. ou la F.n.s.e.a. Impossible de faire défiler des smicards pour défendre des cadres supérieurs cinq fois mieux payés. La C.g.t., accuse la C.f.d.t., veut organiser un front des mécontents. « Nous refusons, affirme un dirigeant national, toute action multiforme confuse ».

Arguments de mauvaise foi, répond la C.g.t. On nous prête l'intention de centrer toute notre action contre l'impôt sécheresse. Il est, à nos yeux, la première expression de la politique antisociale que va mener le gouvernement. A ce titre, nous l'avons dénoncé, et nous réitérerons à chaque mesure de ce style. « Mais, précise Michel Warcholack, secrétaire confédéral de la C.g.t., notre souci premier est de formuler des revendications concrètes rassemblant les travailleurs pour lutter contre l'austérité. » Quant à organiser un front des mécontents, ce n'est pas le but poursuivi, dit-on rue Lafayette : la conduite dans l'unité des affaires syndicales ne doit pas empêcher de prendre des contacts avec les paysans par exemple, « pour parer à la manœuvre gouvernementale consistant à dresser les catégories sociales les unes contre les autres. »

Autre pomme de discorde : l'accent mis par la C.f.d.t. sur les inégalités. Un thème auquel, square Montholon, on a toujours accordé beaucoup d'importance. Le rapport de l'O.c.d.e. démontrant que la France bat dans ce domaine tous les records confirme les cédétistes dans leurs positions : il faut donner une large place dans les revendications à la lutte contre les inégalités. La C.g.t., au contraire, craint que le gouvernement ne s'empare de ce thème pour faire diversion.



Edmond Maire et François Mitterrand au siège du P.s., lundi dernier.

Les dissensions confédérales ont alors des répercussions immédiates. C'est dans les fédérations de la métallurgie que la tension est la plus forte. La signature d'un accord, définissant l'action dans ce secteur pour les mois à venir, est brusquement différée. « Cet ajournement, reconnaît Jean Poyart, membre du Bureau de la Métallurgie C.g.t., découle des divergences confédérales. Mais dès que les problèmes seront résolus à ce niveau... »

Ils semblent l'être aujourd'hui. Depuis plus d'une semaine, de nombreux contacts ont permis de cerner les malentendus, d'éclaircir les zones d'imprécision. Chacun y a mis du sien. Les divergences fondamentales ne sont certes pas résolues. Mais la plate-forme commune est claire : lutter contre la politique d'austérité. « Une base très générale peut-être, disent les négociateurs, mais sur laquelle on peut travailler. »

Enfin, et cela a son importance, le front syndical s'élargit. La Fen a discuté la semaine passée avec la C.f.d.t. Elle a également reçu la C.g.t. — la dernière rencontre remontait à un an... Tous les partenaires jugent ces entrevues positives, et la Fen se déclare, pour sa part, « prête à l'action commune. »

Dans cette période de contacts, la C.f.d.t. et le Parti socialiste ont également procédé lundi à un examen approfondi de la situation, qui leur a permis de constater « une large convergence de leurs analyses ». Les deux organisations vont travailler davantage ensemble. Mais il n'est pas question, pour le moment, d'une négociation générale partis-syndicats.

Une crainte, en effet, à la C.f.d.t. : les problèmes politiques, qui occupent le devant de la scène depuis la rentrée, ne risquent-ils pas de trop détourner les syndicats de leur « travail » propre ? Il faut aujourd'hui, disent les cédétistes, renforcer l'action des travailleurs, en leur proposant des « objectifs concrets et crédibles ». Certes, les syndicats doivent rester vigilants sur toutes les mesures gouvernementales. Et ils en ont l'intention. Mais mettre en cause le Pouvoir ne doit pas faire oublier que le patronat, lui aussi, agit.

C'est pourquoi, une fois surmonté les difficultés de la rentrée, l'heure est de nouveau à la lutte sur le terrain. La relance de l'action aura lieu dans les entreprises et contre les fédérations patronales. « Car il n'est jamais bon pour un syndicat, ironise Jacques Chérèque, dirigeant des métallurgistes C.f.d.t., d'oublier les patrons dans ses prières. »

MICHELE KESPI-BACKMANN

changer la vie sociale et économique

ALERTE A LA HAGUE

Vers une paralysie du secteur nucléaire en France ? Sans une intervention immédiate de la direction du Commissariat à l'énergie atomique, le risque semble imminent. Depuis le 16 septembre, tour à tour, les différents centres de la direction des productions du C.e.a. se mettent en grève ou menacent de le faire. Le centre de La Hague (près de Cherbourg) s'est lancé le premier dans l'action, suivi par ceux de Miramas et Marcoule, où une grève de 48 heures reconductible était décidée le 20 septembre. A Pierrelatte (Drôme), les travailleurs étaient alors réunis en assemblée générale pour décider de leur participation au mouvement.

Pour ces 8 000 salariés, deux revendications fondamentales. D'abord, ils ne veulent pas être livrés au secteur privé. En effet, la direction des productions, qui s'occupe de tout le traitement de l'uranium, est le seul des trois secteurs du C.e.a. qui soit rentable. Scénario classique, des entreprises privées s'y intéressent et le gouvernement laisse faire. Voilà comment la Compagnie générale des matières nucléaires, société privée, arriverait, par le biais d'une filiale, à exploiter pour son plus grand profit les contrats du C.e.a. « Ce projet représente une grave menace pour la sécurité des travailleurs et du public, explique Louis Darinot, député P.s. de Cherbourg, qui a rendu visite, vendredi, aux grévistes de La Hague. En effet, une société privée fonctionnera avec des normes de rentabilité maximum dans un secteur où il ne faut lésiner à aucun prix sur les conditions de travail, à cause des risques d'irradiation. »

De plus, l'intersyndicale de La Hague (C.f.d.t., F.o. et syndicat autonome des agents de l'énergie nucléaire) souligne que cette privatisation entraînerait pour les salariés la détérioration de leur statut et la perte des avantages acquis. Le 20 septembre encore, le centre de La Hague comptait 90 % de grévistes.

LE CUIR VEUT VIVRE

5 773 travailleurs du cuir ont perdu leur emploi pendant l'année 1975. Dans ce secteur détenant déjà la lanterne rouge en matière de salaires (23 % d'écart avec les autres professions), le chômage, plus encore qu'ailleurs, devient une obsession. Licenciements et fermetures d'entreprises se succèdent. Pour la seule année 1975, 69 entreprises ont fermé leurs portes (en 15 ans, on compte 768 entreprises disparues). Dans la branche, la chaussure et les tanneries sont les plus durement frappées. Et ce n'est pas fini... Le VIIe Plan prévoit la suppression de 6 000 à 16 000 emplois d'ici à 1980 !

UNE BANQUE DE RENSEIGNEMENTS

Les 33 000 salariés de la Société générale aimeraient bien savoir s'ils travaillent dans une banque ou dans une agence de renseignements. En 1975, en effet, la direction de la Société générale a décidé de constituer un nouveau fichier : le numéro de Sécurité sociale du client doit y figurer. Les syndicats se sont immédiatement élevés contre cette mesure : on imagine les connexions possibles permises par le numéro de Sécurité sociale. Mais la direction refuse toujours de cesser cette collecte de renseignements et de détruire le fichier existant. Une banque nationale donnant le mauvais exemple en matière de respect des libertés... mauvais exemple !

LES ENTRETIENS DU JEUDI

Le Bureau national d'adhésions a lancé en novembre 1975 les Entretiens du jeudi. Le succès a été immédiat. Interrompu pendant la période des vacances, les Entretiens du jeudi reprendront à partir de jeudi prochain 30 septembre. Comme précédemment, ils auront lieu de 19 à 21 heures au siège du Parti socialiste (7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris). Voici la liste des premiers animateurs de ces entretiens :
30 septembre : Pierre Mauroy et Christian Goux ; 7 octobre : Gilles Martinet et Charles Hernu ; 14 octobre : Louis Mermaz et Pierre Bérégovoy ; 21 octobre : Jean Poperen et Jean-Paul Bachy.

RHONE-POULENC : TOUJOURS L'INQUIETUDE

Une visite pour Christian Beullac : celle des travailleurs de Rhône-Poulenc Textile qui, la semaine dernière, sont venus chanter sous les fenêtres du nouveau ministre du Travail : « Barre, y en a marre, faut t'barrer ou négocier ».



Cette visite n'a guère fixé les salariés du groupe textile sur leur sort. Ils ont pourtant de réels motifs d'inquiétude : en 5 ans, Rhône-Poulenc Textile a supprimé 5 000 postes. A Péage-du-Roussillon, où la direction a arrêté toute fabrication depuis six mois, près de 500 travailleurs sont toujours dans l'expectative, et poursuivent leur mouvement. Un succès à leur actif : la direction départementale de la main-d'œuvre de l'Isère n'a pas autorisé de licenciement sans reclassement.

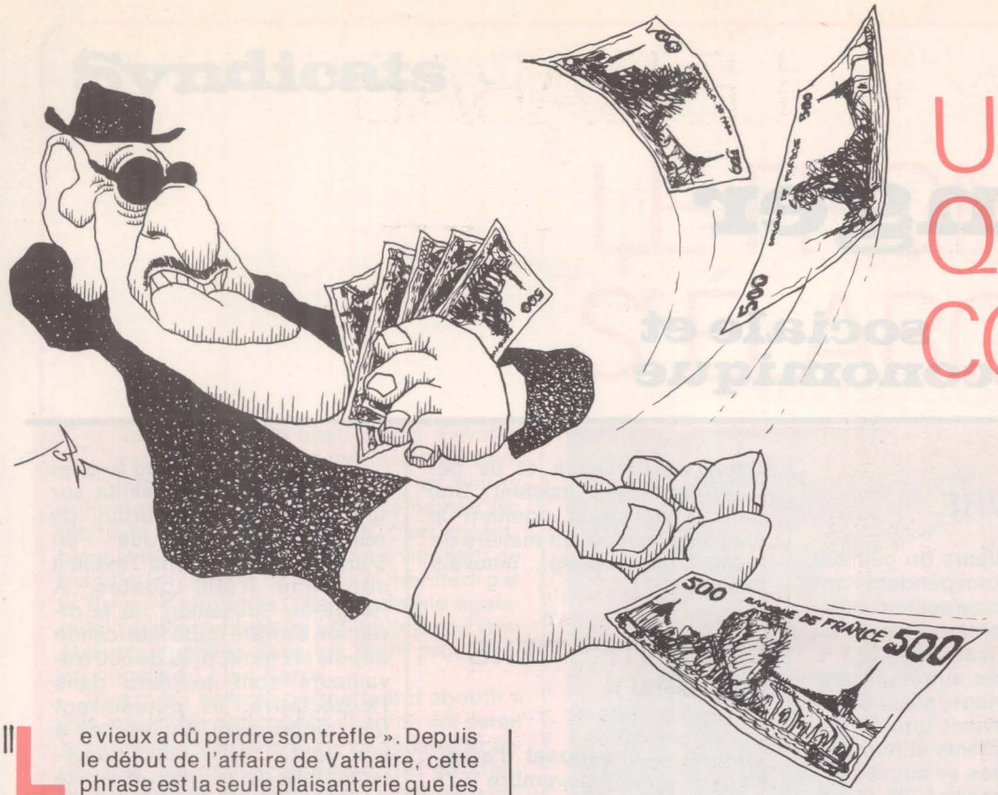
Une décision « intempestive » qui a fort embarrassé le représentant du ministre chargé de recevoir la délégation des travailleurs montés à Paris. Seule réponse du ministère aux délégués : le dossier suivra son cours.

QUI RENSEIGNE HASSAN II ?

Il ne fait pas bon être à la fois marocain et militant syndical en France : pas moins de 83 membres de la C.g.t. ont été incarcérés dans les prisons de Hassan II durant cet été. Pour certains l'action des syndicats en France a été efficace : Mohamed Chahbounia, délégué syndical chez Simca-Chrysler, a été libéré. Mais les autres? Qu'attend le gouvernement français pour mettre un terme aux ingérences des autorités marocaines dans les affaires syndicales françaises ?

Il y a plus grave. L'histoire de cet ouvrier agricole marocain, syndiqué à la C.f.d.t., qui montre que la police de Poniatowski est complice. Ce militant, en avril dernier, participe à une grève dans l'Hérault. En juillet, il reçoit un télégramme du Maroc lui annonçant la mort de son père. Il rentre dans son pays : son père se porte très bien, mais la police marocaine l'arrête. Tortures. Interrogatoires par des policiers fort bien renseignés. Ils possèdent des dossiers complets sur les grèves de 1976 dans l'Hérault, des dossiers qui comportent entre autres des photos ainsi que des noms de syndicalistes français et immigrés...

UN HOMME QUI Dassault COUTE CHER



« Le vieux a dû perdre son trèfle ». Depuis le début de l'affaire de Vathaire, cette phrase est la seule plaisanterie que les presque proches de Marcel Dassault se permettent à son égard. Ce trèfle — pour une fois il ne s'agit pas d'argent — a une histoire : dans « Le talisman », livre autobiographique qu'il fit publier en 1972, Dassault expliquait simplement que sa fortune était due à une succession de chances. Ces « chances » provenant d'un trèfle à quatre feuilles qu'il conservait précieusement dans son portefeuille. Mercredi matin, lorsque « le Canard enchaîné » a publié le montant des fraudes fiscales évalué par de Vathaire — 550 millions — Dassault a dû effectivement vérifier si son trèfle était toujours là.

En attendant les résultats de l'enquête — rapide et efficace, soyons-en sûrs — qui viendront confirmer ou infirmer les accusations de De Vathaire, il n'est pas inutile de rappeler quelques-unes des pratiques du groupe Dassault. Elles jettent sur les accusations d'étranges lueurs. Car, dans les milieux aéronautiques, de bien étranges histoires circulent. Sur les fraudes, bien sûr, celles qui sont devenues légales — par exemple les 2 % du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger et pouvant sans aucun contrôle être déclaré comme « commission occulte ». Pour les quatre dernières années, le montant de ces commissions avoisinerait les 100 millions... Mais cela n'est plus de la fraude, l'Etat ayant accepté, « pour faire face à la concurrence internationale », de laisser les entreprises comme Dassault disposer à leur gré de ces 2 %. De les transférer à l'étranger sans avoir à prouver qu'ils ont effectivement été utilisés, ni faire savoir comment. Cela explique peut-être que Dassault ait pu monter aux Etats-Unis, il y a quelques années, une société au capital de 1 million de dollars pour jouer à la Bourse de New York !

Remboursement (très) étalé

Puis il y a les « arrangements » avec la puissance publique, domaine où Dassault est passé maître. Par exemple en 1971, lorsque l'Etat « souhaitait » que Breguet soit absorbé par Dassault, l'affaire se fit en échange, dit-on, d'une commande de 100 Mirage F 1. Ceux-ci coûtant 34 millions de francs chacun !

Sans parler des avances consenties par l'Etat et pas toujours remboursées. La Cour des comptes s'est intéressée plusieurs années de suite aux subventions touchées par l'avionneur. Pour constater que les remboursements n'avaient pas toujours lieu. Parfois, comme pour le Mystère 20, à la suite d'un oubli. Ou le plus légalement du monde, dans le cas du Mercure. Pour dessiner et fabriquer cet avion, Dassault avait reçu de l'Etat la coquette somme de 550 millions de francs, dont une bonne partie remboursable. En 1969, lorsque l'accord avait été signé, il avait été admis que ce remboursement serait étalé du 1er au 450e appareil. En 1972, Dassault, réalisant qu'il y avait peu de chances que le Mercure soit un succès, proposa à l'Etat un avenant précisant que la redevance ne serait exigible qu'à partir du 46e appareil. Or, Dassault ne réussit à vendre que 10 Mercure à Air Inter. Il n'a donc rien remboursé. De plus si à la suite de pressions non déguisées du gouvernement, les dirigeants d'Air Inter acceptèrent ce marché ce fut à la condition de recevoir une subvention d'exploitation estimée à 150 ou 200 millions. L'Etat avait donc déjà perdu 700 ou 750 millions. Mais Dassault ayant comptabilisé à son compte une perte équivalente, ses bénéfices se trouvèrent réduits d'autant. Et ses impôts, de 350 millions de francs. Résultat : l'opération Mercure a coûté à l'Etat près d'un milliard... Pour un appareil que personne ne veut acheter.

Les « mésaventures » du Mercure reflètent ce qui fut une pratique constante de Dassault **(voir « l'Unité », n° 217).** Car c'est lui qui a toujours proposé à l'Etat des matériels et non le contraire. Et c'est à partir de matériels conçus par Dassault que l'état-major et le gouvernement ont défini leur politique. L'avion de combat Multirole (M.r.c.a.) en est un exemple. Il y a quelques années, les pays européens avaient décidé de créer un pool pour construire en commun un avion de combat. Dans ce pool, Dassault « était » la France. Allergique aux opérations communes, « le vieux » décida de « claquer la porte ». Il le fit et proposa à l'état-major de construire l'A.c.f.. Ce qui a déjà coûté 920 millions sans que l'on sache si un jour cet avion sera opérationnel. L'histoire du Balzac aurait pourtant dû faire réfléchir l'état-major. Cet avion à décollage vertical avait été un échec technique, deux équipages y avaient laissé la vie et le tout revint à plus de 800 millions à l'Etat. Mais l'état-major avait dû oublier.

Débauchage

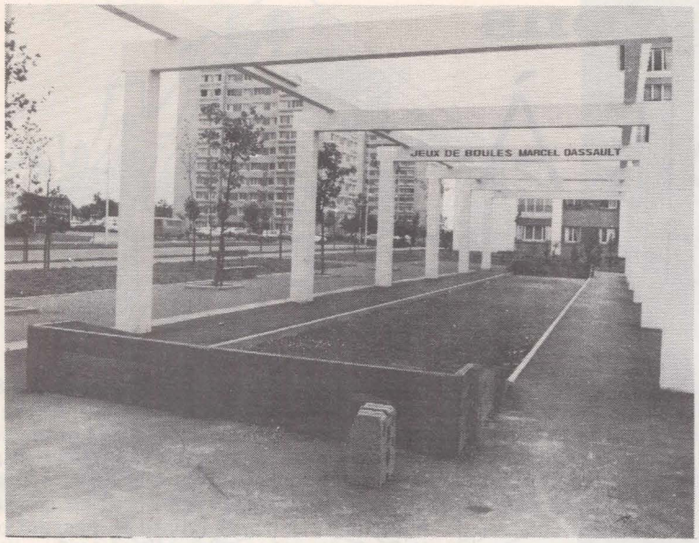
C'est que Dassault a toujours su « charmer » ses interlocuteurs. Non pas grâce à un magnétisme particulier, mais plutôt par la qualité de ses collaborateurs. Car, il faut le reconnaître, son « staff » passe pour être un des meilleurs de France. La raison en est simple : depuis des années, Dassault a débauché systématiquement presque tous les fonctionnaires de qualité qui pouvaient le servir. Il l'a fait dans l'armée, dans les ministères, partout où les contacts tissés pouvaient le servir. Il a su ainsi, année après année, regrouper autour de lui des généraux, des ingénieurs et des hauts fonctionnaires qui tous avaient eu a décider, pour le compte de l'Etat, de marchés passés avec la firme qui aujourd'hui les emploie. Une radiographie des équipes dirigeantes des différentes sociétés Dassault serait à cet égard révélatrice.

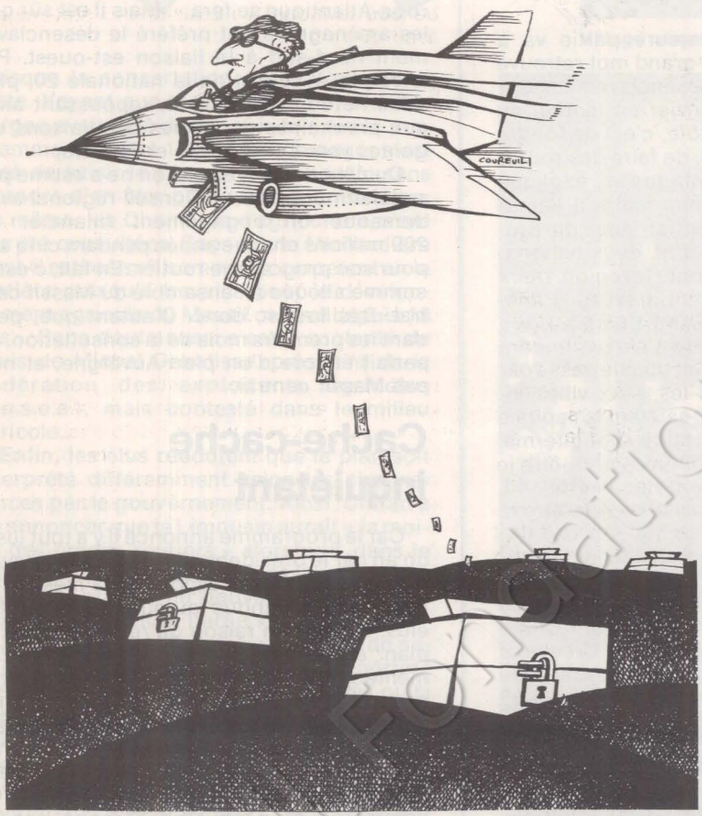
Pourtant, dans ses rapports avec l'Etat, il est arrivé à Dassault d'échouer : lorsqu'il voulut devenir ministre.Il souhaitait s'occuper de logement et de construction. C'est dit-on sa passion, sa détente. Ayant essuyé un refus il a dû se contenter de demeurer seulement député de l'Oise **(voir page ci-contre).** Pourtant, bon nombre de ceux qui ont eu la curiosité de lire le code électoral s'interrogent. Comment peut-il conserver son mandat alors qu'il est stipulé que « sont incompatibles avec le mandat parlementaire les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans (...) les sociétés ou entreprises dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de l'Etat, (...) ou d'un Etat étranger » ?

A croire que Dassault n'est rien de cela ou ne vend rien à l'Etat pas plus qu'à l'étranger. Car il est toujours député. Mais cela n'a rien à voir avec la fraude, avec les appuis politiques, les marchés passés, bref avec ce sur quoi on aimerait tout de même avoir quelques précisions.

GUY PERRIMOND

LE NABAB DE L'OISE (suite)







Marcel Dassault a une curieuse conception du rôle de député. Il ne met presque jamais les pieds à l'Assemblée nationale et se rend rarement dans la circonscription de Beauvais-nord-est dont il est député U.d.r. et où un secrétariat de 7 personnes envoie, en son nom, condoléances et félicitations aux électeurs, selon les circonstances.

Même en période électorale, la présence de Dassault reste mesurée. Jamais il ne tient de réunion ni ne participe à un meeting. L'objectivité impose toutefois de souligner qu'il a tenu une réunion électorale. Cet exploit, unique, eut lieu... en 1958.

S'il n'est pas physiquement présent sur le terrain, Dassault a une manière bien à lui de rappeler son existence. Il inonde gratuitement tous ses électeurs de propagande, avec un hebdomadaire du dimanche, « l'Oise libérée », et d'« idéologie » avec « Jours de France ». Les sommes ainsi dépensées ne représentent pourtant pas grand-chose en regard de ce que dilapide le vieil industriel pour s'assurer la fidélité des électeurs.

Les exemples abondent, dans sa circonscription, des étonnantes largesses de Dassault. Il sait à point nommé, c'est-à-dire avant les élections, rassembler les élus d'un canton pour « s'informer » de leurs difficultés. Bien rares sont les maires qui, à l'issue d'une telle réunion, ne repartent pas avec un chèque en poche. Selon leur commune et leurs besoins, son montant peut aller de 5 000 F à 10 000 F et même beaucoup plus. Telle commune reçoit un mini car pour le ramassage scolaire. Telle autre, 50 000 F pour équiper l'école d'une cour de récréation. Avant les législatives de 1973, chaque canton fut doté, par ses soins, de deux courts de tennis avec club-house. La Zup Argentine, au nord de Beauvais, dispose de deux boulodromes Marcel-Dassault. Toujours grâce au généreux député, elle disposera bientôt d'une piscine à moins de 500 mètres du parc Marcel-Dassault, lui-même déjà pourvu, entre autres équipements, d'un bassin olympique. La Zup, qui approche les 16 000 habitants, a voté à gauche aux dernières élections. Il convient donc de la « soigner »...

Nullement mis en difficulté par la péripétie de Vathaire qui a « allégé » son compte en banque de 8 millions de francs, Dassault vient d'annoncer à grand fracas, le 12 septembre, qu'il donnait 500 000 F pour l'achèvement du stade de Breteuil.

Les « largesses », à des maires et des curés, pour plaider sa cause, et à des gardes champêtres, pour coller ses affiches et au besoin décoller celles de ses adversaires, n'épuisent pas la capacité de Dassault. Toujours prêt à aider une association, habiller une troupe de majorettes et autres gâteries, le député de l'Oise ne dédaigne pas organiser de petites gâteries. Comme celle de mai 1975, dont on parle encore là-bas. A l'occasion de la décoration de son suppléant, il avait loué un chapiteau et invité le maximum de monde à un buffet où champagne et whisky ont coulé à flot. Cette fiesta fut l'occasion d'une loterie dont les lots principaux étaient des Renault 5 — au nombre de 33 !

Si Dassault, tel Larousse, sème à tous vents, il est permis de s'interroger sur la provenance d'un argent qui paraît lui brûler les doigts. « En fait, dit-on dans l'Oise, la plupart des chèques qu'il distribue ne sont pas à son nom. Ils sont libellés au nom de sociétés, comme la Société d'études Marcel Dassault. Il doit avoir une combine pour faire passer ça pour des dons et c'est autant de gagné sur le fisc ».

Ces interrogations et ces critiques, les électeurs de l'Oise sont de plus en plus nombreux à les formuler. Et si Dassault dépense plusieurs millions nouveaux pour se faire élire là où la campagne d'un député normal coûte entre 100 000 et 150 000 francs, l'efficacité de sa « méthode » paraît s'atténuer. Mis en ballottage aux dernières élections législatives, Dassault a en outre vu ses deux candidats — dont son suppléant, Jean-Pierre Jordan — battus par des socialistes aux récentes cantonales. La dynamique de la gauche joue à plein dans l'Oise et Beauvais a de sérieuses chances de rejoindre le camp de l'opposition aux prochaines municipales. Dassault a jusqu'ici réussi à « acheter » son siège. Mais il y a de moins en moins d'électeurs disposés à se laisser prendre.

J.-L. R.

Régions

UN MASSIF À DÉCENTRALISER

De notre envoyée spéciale

Depuis leur tendre enfance, les Français voient le Massif central, tache orange — ou rose — sur les manuels scolaires, comme une île reliée à la France par les minces tracés bleus des fleuves et des rivières... Erreur profonde. Plus qu'une île, le Massif central est un archipel : de Paris à Limoges, le train met 3 heures et 4 heures de Paris à Clermont-Ferrand. Mais pour relier les deux capitales jalouses du Limousin et de l'Auvergne, il faut compter plus de 3 heures et demie. Quant aux autres villes, mieux vaudrait ne pas en parler : Limoges - Millau ? 6 heures 20. Clermont-Ferrand - Mazamet ? 9 heures 20 !

Sur le plan administratif, l'unité du Massif central est tout aussi illusoire : 17 départements répartis en 5 régions... Soit une mosaïque de cultures, de traditions, de rivalités aussi. Et pourtant, il s'agit d'une zone qui partage la même détresse : ici est en train de s'étendre le désert français. Avec 40 habitants au km² en moyenne, le Massif central voit à certains endroits sa densité de population descendre en dessous de 10 ou même de 8. Hémorragie confirmée par le dernier recensement.

Malgré cette évolution, malgré les nombreux élus que ces terres ont donnés à la nation, le Massif central est resté à l'écart des grands courants, en particulier de la manne des subventions. Et ses habitants se lamentaient : « Si nous avions autant d'argent que la Bretagne... »

Désormais, le Massif central est une nouvelle grande zone d'aménagement du territoire. C'est Valéry Giscard d'Estaing en personne qui avait lancé le programme exceptionnel pour le Massif central, le 29 septembre dernier : quarante mesures, soit 665 millions de francs dès 1976, sans compter les aides, primes et incitations diverses dont le coût n'est pas encore chiffrable.

A chauffer l'hiver

De cet argent, la majeure partie va à l'équipement routier, au grand mot retrouvé sur toutes les lèvres : le désenclavement. Car ici la route n'a rien à envier en lenteur au chemin de fer... « Mon rôle, c'est de fondre l'unité du Massif central, de faire des routes qui traversent la montagne », explique Claude Michardière, commissaire à l'aménagement du Massif central, âme du programme spécifique. En effet, deux nationales, la 9 et la 20, vont sillonner la région. Deux autoroutes sont également prévues : Paris-Clermont et Clermont-Saint-Etienne-Lyon. Mais le tracé de la première n'est pas encore établi. Le bon sens voudrait qu'elle passe par Montluçon, reliant ainsi les deux villes industrielles de la région et sauvant la capitale de l'Allier d'une mort certaine à long terme. Mais le sens politique préférera peut-être le tracé via Moulins, la ville d'Hector Rolland, ce député U.d.r. qui ne cesse de remettre le poujadisme à l'ordre du jour...

S'il ne viendrait à personne l'idée de critiquer le bien-fondé de la politique de désenclavement, le choix opéré par le programme soulève quelques remarques. André Chandernagor, député socialiste de la Creuse et président du Conseil régional, regrette d'abord qu'on ait préféré insister sur la 89 plutôt que sur la route Centre Europe-Atlantique.

Cette dernière, passant au nord du Massif central, permettrait de relier l'Allemagne et la Suisse au « grand delta atlantique », c'est-à-dire à Nantes et à Bordeaux. La 89, elle, de Clermont à Périgueux, traverse la montagne. Il faudra la chauffer l'hiver ; son coût est donc beaucoup plus élevé. Mais sans doute satisfait-elle mieux les intérêts électoraux de ces messieurs, de Giscard d'Estaing à Jacques Chirac en passant par Yves Guéna. A cette critique, Michardière répond que « de toute façon, la Centre Europe-Atlantique se fera ». Mais il est sûr que les aménageurs ont préféré le désenclavement nord-sud à la liaison est-ouest. Par exemple, à l'ouest de la nationale 20, plus aucun crédit n'est prévu, repoussant ainsi aux prochaines décennies des liaisons urgentes vers La Rochelle et Poitiers.

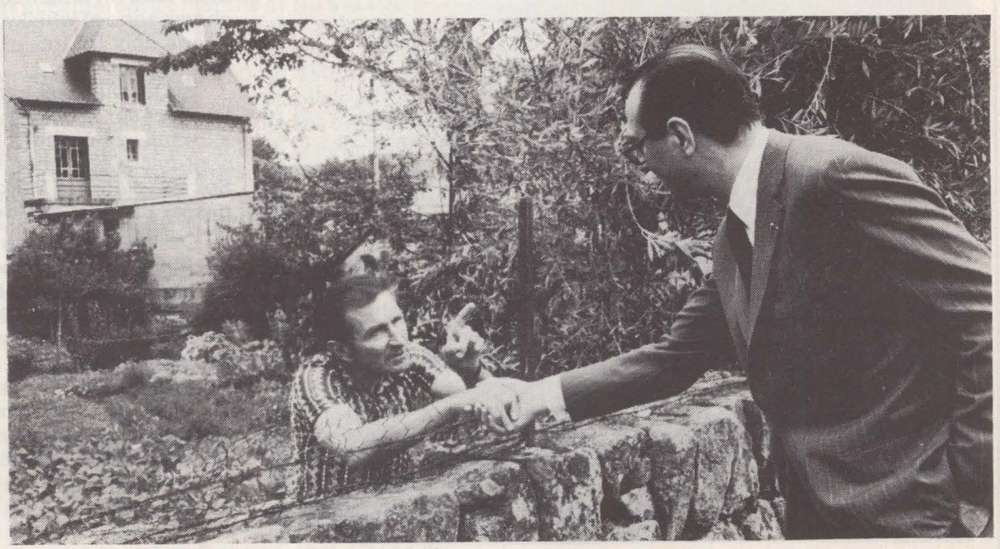
Du côté de l'Auvergne, on ne s'estime pas satisfait non plus. Le Conseil régional avait demandé un engagement financier de 200 millions chaque année pendant cinq ans pour son programme routier. En fait, c'est la somme allouée à l'ensemble du Massif central. Désillusion, donc. D'autant que, pendant les premiers mois de la consultation, on parlait encore d'un plan Auvergne, et non pas Massif central.

Cache-cache inquiétant

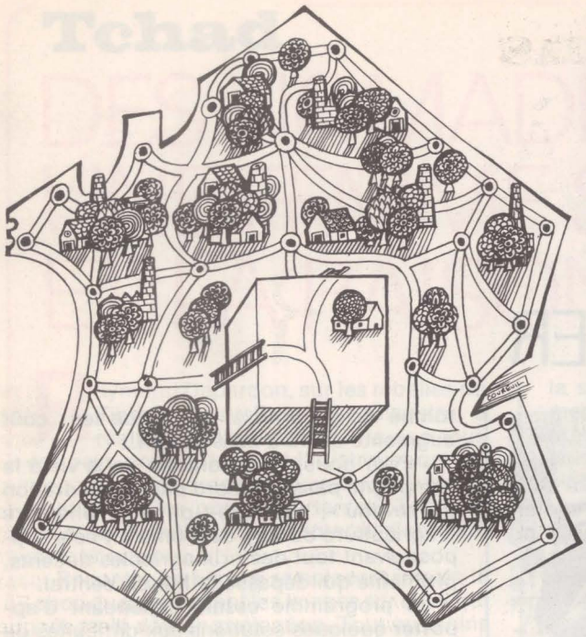
Car le programme annoncé il y a tout juste un an par le président de la République avait fait naître quelques espoirs. A la mesure de la grogne répandue aujourd'hui chez les élus. Grogne en raison du retard pris par le plan : en janvier, rien n'avait encore été fait même si, aujourd'hui, la plupart des mesures annoncées ont trouvé un financement ou une application réglementaire. Grogne aussi parce que le programme reste très en retrait par rapport aux propositions des Conseils régionaux et des Chambres de métiers, de commerce et d'industrie. Grogne encore



Valéry Giscard d'Estaing à Chamalières (Puy-de-Dôme).



Jacques Chirac en Corrèze.





Village abandonné.

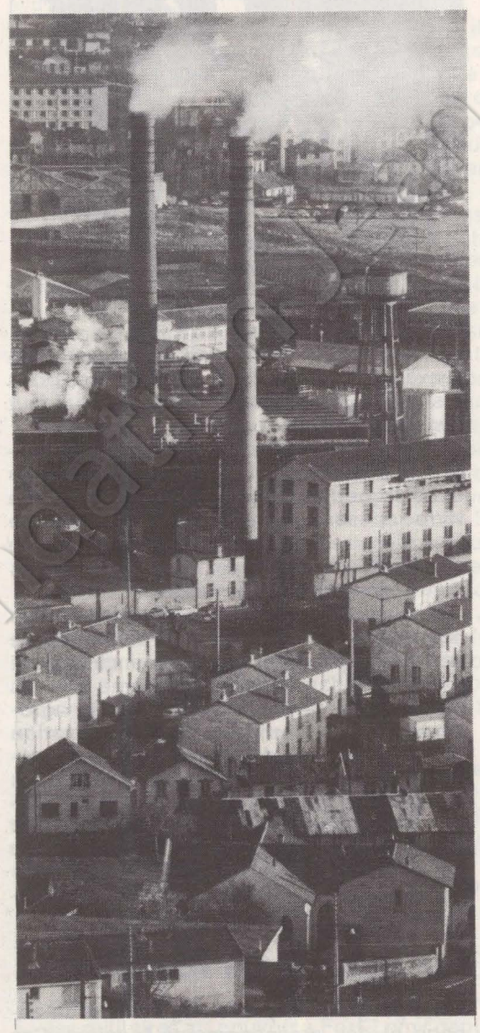
puisque la concertation a été très incomplète. Voyant que le Conseil régional d'Auvergne avait déjà donné son avis sur le programme en juillet 1975, Chandernagor s'est hâté de saisir le Conseil du Limousin sans attendre d'en être prié par l'administration. De même, les Chambres d'agriculture n'ont pas été consultées. Sans doute Michardière s'est-il estimé suffisamment compétent en la matière puisqu'il travaille pour le développement agricole du Massif central depuis 18 ans... Sans doute aussi s'est-il contenté de l'avis de Michel Debatisse, président de la Fédération des exploitants agricoles (F.n.s.e.a.), mais contesté dans le milieu agricole...

Enfin, les élus redoutent que le plan soit interprété différemment selon les circonstances par le gouvernement. Ainsi, Chirac a pu annoncer que le Limousin aurait « la moitié des crédits routiers » alors que, dans le même temps, un conseiller général du Puy-de-Dôme proche du gouvernement en octroyait « la majeure partie » à l'Auvergne...

La grande question est également de savoir si le programme spécifique apportera réellement des fonds supplémentaires ou si ces mesures viendront seulement « à la place » d'autres dispositions auxquelles le Massif central aurait pu prétendre. Par exemple, le VIIe Plan tiendra-t-il compte du programme Massif central ? Chandernagor s'est déjà entendu répondre, à propos de chemins ruraux en Creuse: « Peut-être aurez-vous des subventions dans le programme »... « C'est un jeu de cache-cache inquiétant, remarque le député socialiste. Le volume de crédits normaux risque de baisser ».

Par exemple, sur les 205 millions dégagés pour les crédits routiers, 105 l'ont été au titre d'anticipation sur le VIIe Plan. « Cela justifie nos craintes. A la sortie, nous risquons seulement d'avoir un peu plus ». Maurice Pourchon, conseiller régional d'Auvergne et adjoint au maire de Clermont-Ferrand, constate avec amertume: « Si la planification avait été respectée, nous serions aujourd'hui en meilleure position ». Ainsi, dans le Puy-de-Dôme, le VIe Plan n'a été réalisé qu'à 80%. Le programme Massif central risque bien de ne rattraper qu'une partie du retard accumulé.

Les socialistes fustigent également une politique de petits plans octroyés à chaque région. On prévoit ainsi d'employer la même méthode en Lorraine. « Si bien qu'il n'y aura



Clermont-Ferrand.

plus de plan d'ensemble ! » Moyen d'éviter le contrôle par les élus sur une planification rigoureuse. Moyen de parfaire une politique où ce qu'on annonce est plus important que ce qu'on réalise effectivement...

« Le plan Massif central ? Du vent », disent certains. Cette déception se comprend à travers l'exemple des primes spéciales de développement hôtelier. Après consultation, il a été décidé d'abaisser le seuil nécessaire à l'octroi de cette prime de 20 à 10 chambres, pour un investissement de 350 000 F. Mais, ô surprise ! l'arrêté prenant acte de cette décision stipule la nécessité de créer 5 emplois dont 2 permanents pour 10 chambres ! Se moque-t-on ?

Au-delà de ces questions, il est permis de s'interroger sur les effets qu'aura le programme. Sera-t-il capable de renverser la tendance ? Surtout dans une conjoncture défavorable où la tendance serait plutôt au capitalisme sauvage...

Il y a d'abord le problème de l'industrialisation, fondamental pour que l'exode cesse, pour que les jeunes puissent rester sur place. On a parlé de décentralisation, d'industrie à la campagne... Mais la réalité est autre. Toutes les régions de France tentent désespérément d'attirer l'industriel en mal de verdure. Dans cette course à la prospection, c'est la foire d'empoigne. Et, là, les régions les plus riches partent avec un avantage indéniable. A l'occasion du programme Massif central, le taux des primes d'installation dans l'industrie et le tertiaire a été remanié. Autrefois défavorisé, le Massif central est maintenant en avance, à égalité avec quelques régions de Bretagne, de Corse, des Pyrénées et de Lorraine.

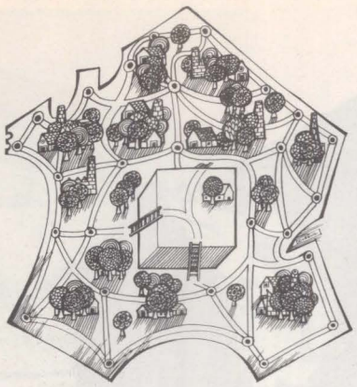
Des jeunes prêts

Roger Quilliot, maire socialiste de Clermont, a pourtant regretté que ces avantages ne soient pas assortis de pénalisations lorsqu'il y a refus de suivre certaines directives. Et ce pour faire échec aux « chasseurs de primes » qui lèvent le pied peu de temps après s'être installés.

Il apparaît aujourd'hui à tous qu'espérer la création d'entreprises dans le Massif central relève de l'utopie alors que se pose cruellement le problème des fermetures d'entreprises et des licenciements. Le Conseil régional d'Auvergne avait proposé de prendre des participations dans les entreprises en difficulté... Refus catégorique du gouvernement. Michardière, quant à lui, fonde quelques espoirs sur ce qu'il appelle « l'industrialisation induite » : « Nous voulons être des agents de développement. Nous avons les moyens d'aider à se développer les entreprises familiales qui le voudraient ».

En cela, il utilise le schéma du développement en agriculture. Mais peut-on traiter de la même façon un artisan et un exploitant agricole ? Créer des emplois, n'est-ce pas

→



UN MASSIF À DÉCENTRALISER

autre chose que changer de tracteur ou pratiquer la sélection du bétail ? Enfin, pourra-t-on convaincre l'artisan qui a du mal à survivre qu'un chef d'entreprise sommeille en lui ?

Le problème est là : retrouver l'esprit d'entreprise. Tous ceux qui voulaient créer, sortir de la misère, se sont expatriés. Depuis des siècles, le Limousin fait figure de réservoir de main-d'œuvre. Les Creusois n'ont-ils pas une tradition de maçons ? Parmi les grandes entreprises de travaux publics, une majorité a été fondée par des Creusois. Bien sûr, ils ont des maisons de campagne dans la Creuse, mais ils refusent catégoriquement de venir industrialiser leurs lieux de villégiature...

En matière artisanale, le programme prévoit quelques mesures très positives : primes d'installation, primes de développement, crédits pour l'information et la formation. « La décentralisation industrielle ne s'est pas faite ici ; nous ne pouvons espérer de développement que par les petites entreprises », explique Jean Paquet, président de la Chambre des métiers du Puy-de-Dôme.

Mais, à son avis, ces dispositions ne sont pas suffisantes. « Il va falloir faire preuve d'imagination, mettre en place des dérogations qui tiennent compte des handicaps subis par les artisans en montagne ». Par exemple, 1 000 habitants peuvent avoir besoin d'un artisan dont les normes de rentabilité se situeraient autour de 2 000 clients. En coûterait-il beaucoup à l'Etat de baisser le prix des patentes en compensant le manque à gagner par des versements directs aux communes ? On peut aussi concevoir une diminution de la T.v.a. ou de toute autre



Un marché en Lozère.

charge. Paquet croit qu'il est possible de renverser la vapeur : « Il y a des jeunes prêts à s'installer dans la campagne. Mais il faut les soutenir ».

C'est en matière agricole que le programme pèche le plus. Choix grave si l'on estime que le milieu rural et sa capacité à vivre reposent sur les agriculteurs puisque les artisans et les petites entreprises n'ont de chance de se développer que si leurs clients sont suffisamment nombreux...

Sur les 665 millions du programme, les agriculteurs ne bénéficient directement que de 10% environ. Bien sûr, le désenclavement profitera à l'agriculture, de même que les mesures en faveur d'une industrie agro-alimentaire, surtout pour la transformation de la viande. Mais, dans ce secteur, la coopération va avoir du mal à tenir sa place. Dans la conjoncture actuelle de concurrence, seules de grandes entreprises peuvent être compétitives. Et le gouvernement risque de favoriser les entreprises privées, dans un marché tenu par « les gens du métier », c'est-à-dire les chevillards.

Le Texas ou le désert

Le programme prévoit également un zonage et des aménagements fonciers. Ces deux points sont essentiels pour que la forêt et l'herbe soient à leur place, que l'une n'empêche pas l'exploitation de l'autre. D'autre part, le remembrement est ici une nécessité vitale, comme en Haute-Loire où 2% seulement de la surface agricole utile ont été remembrés. Pour rattraper son retard, le Massif central aurait besoin d'un effort financier considérable, au moment où, au niveau national, les crédits consacrés au remembrement sont en baisse. En même temps, le taux de subvention des travaux connexes (voiries, assainissement, etc.) est tombé de 65 à 40%, alors que leur coût augmente de 15 à 20% par an...

« Pour nous, l'amélioration de la vie à la campagne passe d'abord par l'amélioration du revenu », explique-t-on à la Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme. Et cela suppose avant tout des prix agricoles décents, problème qui dépasse le Massif central.

Le programme essaie cependant d'apporter quelques solutions aux difficultés de vie rencontrées en milieu rural. Du positif, il y en a surtout pour le téléphone et le logement.

Sur l'initiative de Jean-Pierre Papin, président du Centre régional des jeunes agriculteurs, une société H.l.m. a vu le jour, chargée de construire 10 000 logements pour des agriculteurs en cinq ans. Le but est de leur permettre d'améliorer leur habitat et leurs conditions de vie sans toucher aux investissements d'exploitation et de production. Quant aux constructions, elles se feront en collaboration avec les entreprises artisanales locales. Mais, sur la question de l'amélioration des services publics, le programme reste bien maigre. Ici, on parle encore d'« expériences » et de « formules nouvelles à l'étude »...

C'est à travers ce chapitre touchant à l'agriculture que se comprend la politique poursuivie par les aménageurs. Michardière l'explique d'ailleurs clairement : « Le regrettable ce n'est pas que la campagne se vide, c'est qu'elle soit en désordre ; trop peuplée, elle n'est pas plus acceptable que vide ». Une campagne « en ordre », cela veut dire une campagne sans friche, avec une forêt « cohérente », une campagne où tout le sol produit.

Mais cet aménagement du sol implique « que chaque exploitant règne sur une superficie la plus grande possible ». L'idée est donc, pour Michardière, d'ordonner le territoire en installant seulement des garrots au niveau des petites villes pour stopper l'hémorragie de population. « Aménager le territoire, c'est répartir harmonieusement la population en fonction des possibilités de chaque région ».

De cette vision technocratique, il ressort l'image d'un Massif central transformé en Texas, quelques éleveurs se partageant le territoire. Encore faudrait-il que tout se passe comme prévu. Mais peut-on empêcher un déménagement ? L'expérience prouve au contraire que, dans les zones défavorisées, ce sont les plus entreprenants qui partent. Finissent par rester seulement les vieux, dans des villages désertés, sans enfants, sans vie.

Beaucoup de pays du Massif central en sont déjà là, presque au point de non-retour. Quel couple de jeunes agriculteurs accepterait de s'installer au cœur d'une région morte, avec l'école à plusieurs kilomètres, les courses à la ville, les conditions d'exploitation difficiles... et pas de voisin avec qui boire un verre ?

FREDERIQUE DE GRAVELAINE



Tchad

DES NOMADES, UNE FEMME SEULE ET LA RAISON D'ETAT

Raymond Depardon, sur les rebelles du Tibesti et sur Françoise Claustre, a réalisé un film en couleurs que tous les pays occidentaux (et l'Australie) ont pu voir, sinon en totalité, du moins dans ses séquences les plus importantes. Tous les pays sauf le nôtre, où il est interdit d'antenne à la télévision.

Raconter ce film ne remplacera jamais le choc que produisent les images sur ceux qui ont pu le voir en projection. Tout au moins cela permet-il, une fois de plus de réfléchir sur le contrôle exercé sur les moyens audio-visuels au seul service du gouvernement.

Le Tchad dont il n'est pas possible de parler à la télévision est, un peu plus encore que d'autres pays d'Afrique, une mosaïque de peuples obligés de vivre ensemble à cause du découpage de leur continent par les puissances coloniales. Ici, les musulmans du Nord sont obligés de s'entendre avec les chrétiens et animistes du Sud. Le mélange est tellement explosif que les autorités françaises n'ont quitté le pays que quatre ans après l'indépendance. Elles y sont revenues militairement en 1969 pour mater les début de rébellion menaçant le régime de Tombalbaye. Les militaires ont fait un si propre, si efficace, si sanglant travail que leur rappel était possible dès 1971. Mais la pénétration française n'a jamais été très profonde dans le nord du Tchad. Hormis quelques forts militaires, les colonisateurs ne se signalaient pas par leur volonté de développer la région. La première école a été ouverte en 1960, au moment même de l'accession formelle à l'indépendance. Mais l'un des chefs rebelles, Goukouni, a des souvenirs cuisants de la présence française qui lui a tué quatre frères. Pourtant, le remplacement de nos soldats par des Tchadiens n'a apporté aucun soulagement. Au contraire, les hommes venus du Sud se sont conduits comme en territoire conquis avec encore plus de brutalité, en méprisant encore plus les traditions des nomades. Des femmes ont été rasées, des hommes ont été promenés nus devant leur clan. Dès 1964, les premiers incidents avaient lieu. C'est en 1967 que commence la rébellion.

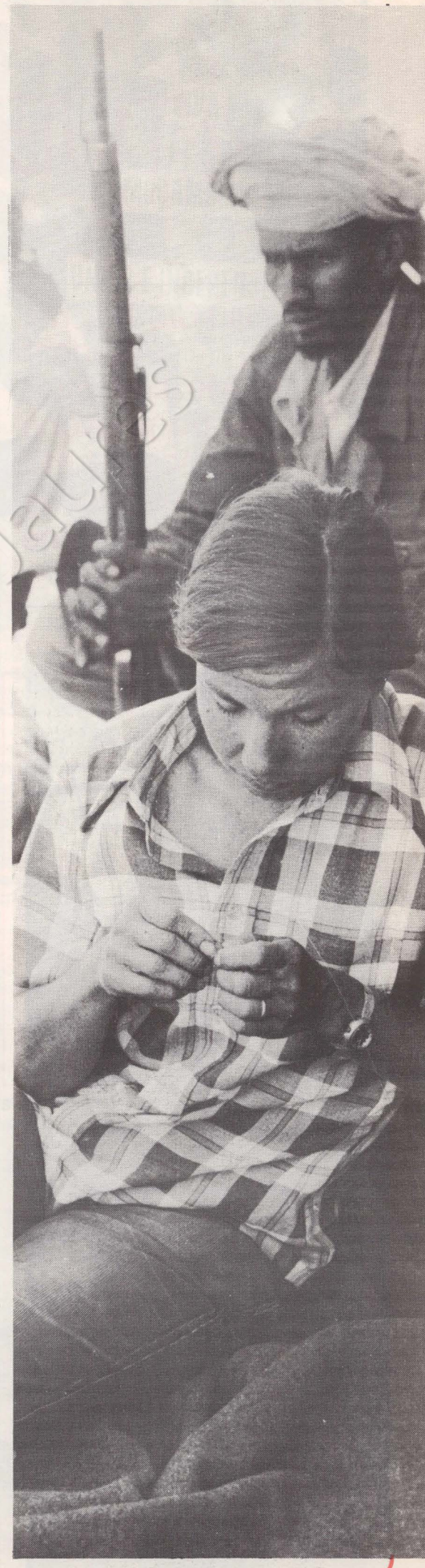
La presse parle des rebelles toubous. Il s'agit d'une appellation étrangère donnée par les Français ou les gens du Sud. Nous sommes en fait en présence de deux ethnies nomades ou semi-nomades, les Tedas et les Dozas. Les premiers habitent les hauts plateaux du Tibesti et sont les ennemis traditionnels des Touaregs, contre lesquels ils rivalisent à coups de rezzous (razzias). Leur influence, leur présence s'étend bien au-delà du Tchad, sur tous les pays voisins. Les Dozas vivent un peu plus au sud, à la jonction des plateaux et de la plaine. Ils sont plus habitués à l'agriculture et au commerce.

Aujourd'hui, les rebelles sont isolés du Sud par l'armée tchadienne et de tous les autres pays (Niger, Libye, Egypte, Soudan) sur lesquels leur ethnie s'étend, en raison de la solidarité qui existe entre les gouvernements africains en place. Obligés de vivre en presque totale autarcie avec comme seuls contacts difficiles la Libye, les zones libérées s'organisent peu à peu. C'est ce que nous voyons dans le film de Depardon. Un peu de la vie civile, celle du désert marquée par des siècles d'une tradition très stricte contre laquelle la morale révolutionnaire commence à peine à mordre. Le marché où se troquent des dattes et quelques produits qui transitent par les Tedas de Libye (étoffe, thé, sucre).

« Je ne fais pas de politique et n'en ai jamais fait... mais le bon sens me fait dire que cette révolution en est vraiment une. Elle a une idéologie et elle ne s'arrêtera pas parce que les gens n'auront plus à manger. Ce sont des révolutionnaires qui luttent depuis longtemps et il faudra reconnaître qu'il faut traiter avec eux d'égal à égal. Sans cela, la réconciliation nationale ne sera pas possible. On ne s'entend pas d'un jour à un autre quand on a des raisons de ne pas s'entendre. Mais pour nous, les otages du Tibesti, on ne peut pas attendre pour être libérés que la réconciliation se fasse. Ce sont deux choses très différentes. » C'est Françoise Claustre qui parle. Pendant 20 minutes nous la voyons seule sur l'écran en très gros plan. Seule avec ses silences, son émotion, ses hésitations, presque ses larmes. Seule avec sa folie qui guette et sa très grande dignité. Elle dit sa vie quotidienne, dure, faite de longues marches et de changements de camp. Sa vie de nomade. Pas dure par plaisir, mais simplement parce que la vie des Toubous est particulièrement difficile. Elle dit aussi son émotion le jour où elle a cru être fusillée. « Je peux dire que je sais ce que c'est avoir les jambes molles... » Elle dit sa grande préoccupation pour son mari qu'elle croit prisonnier par sa faute et dont elle ne savait pas au moment de l'interview qu'il était vivant.

Il n'est pas possible de rester insensible à ce film. Quelques nomades qui luttent pour leur survie, une femme au bord de la folie. Et, planant par-dessus tout cela, la raison d'Etat, superbe, orgueilleuse, glacée. Le gouvernement français estime qu'il n'a pas intérêt à tenir ses engagements, à finir de payer les « dommages-intérêts » qu'il s'était engagé à verser au Conseil de commandement des forces armées du nord du Frolinat pour ne pas mettre en péril ses relations avec les militaires au pouvoir à Fort-Lamy depuis le 13 avril 1975. Mais, nous, Français, pourrions ne pas être d'accord. Peut-être suffirait-il que nous soyons mieux informés. Si plusieurs millions d'entre nous voyaient ce film, le gouvernement ne pourrait peut-être plus avoir la même politique sur cette affaire. La moitié des Français a élu Valéry Giscard d'Estaing pour 7 ans. Jusqu'aux prochaines élections, les autres n'ont qu'à se taire. Voilà ce que ça veut dire, une télévision au service exclusif du pouvoir.

FRANCIS PISANI



« TUER L'ALLIGATOR »

Samora Machel, président du Mozambique : « Nous ne pouvons pas nous sentir libres avec le colonialisme à nos frontières ».



L'Afrique australe, c'est-à-dire le sud de l'Afrique, est en mouvement. Le départ du Portugal d'Angola et du Mozambique a ouvert la voie au changement dans la dernière partie du continent africain ou des pouvoirs « blancs » s'étaient maintenus au-delà des vagues successives de la décolonisation. En première ligne maintenant, la Rhodésie de Ian Smith et la République sud-africaine de John Vorster.

Henry Kissinger a engagé peut-être la dernière grande mission de sa carrière de diplomate en rencontrant sur place les principaux intéressés, notamment le président Nyerere, chef de l'Etat tanzanien et porte-parole des gouvernements des cinq nations en contact direct avec les deux pays à domination blanche, c'est-à-dire, outre la Tanzanie, la Zambie, le Botswana, l'Angola et le Mozambique. Deux questions à l'ordre du jour : l'indépendance de la Namibie, que « gère » la République sud-africaine depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, et la disparition du pouvoir blanc ultra minoritaire de Rhodésie.

Pour le moment, le voyage du secrétaire d'Etat américain n'a pas été suivi d'effets visibles. Les Etats-Unis veulent tenir compte à la fois de la condamnation qu'ils ont portée contre l'apartheid et la politique de Ian Smith et d'une inquiétude devant une éventuelle pénétration soviétique après l'Angola. Ne serait-ce pas alors tenter de résoudre la quadrature du cercle ? Tant que les gouvernements contestés par les majorités noires ne modifieront pas fondamentalement leur attitude, il n'y aura sans doute d'autre issue que la violence.

Comment voit-on la situation du côté du Mozambique ? Notre ami Wilfred Burchett vient d'y séjourner et a rencontré le président de ce jeune Etat indépendant, Samora Machel.

Pour être, à 43 ans, à la tête d'un pays ayant à affronter autant de problèmes que le Mozambique, Samora Machel est un homme remarquablement confiant et optimiste et dont les réflexions sont fondées sur un solide bon sens.

Les problèmes sont évidents : une longue frontière commune avec deux pays hostiles : la Rhodésie et l'Afrique du Sud ; un réseau ferré et des routes qui vont dans la mauvaise direction — précisément pour servir les deux pays en question ; une économie fondée essentiellement sur ce qu'était la conception portugaise du Mozambique, c'est-à-dire une voie de passage vers la Rhodésie et l'Afrique du Sud, économie qui a été en outre gravement perturbée par le départ massif de Portugais, aussi bien des propriétaires et des cadres des plantations et des usines que des médecins et des commerçants dans les villages.

Appliquer les sanctions décidées par l'Onu contre la Rhodésie signifie une lourde perte de revenus pour le Mozambique qui se trouve donc face au problème classique de l'héritage d'un système colonial aggravé par les complications particulières qu'entraîne un état de guerre virtuel avec la Rhodésie.

La veille de mon long entretien avec le président Samora Machel, j'avais assisté — seul convive étranger — à un dîner qui était offert en son honneur par les employés d'un hôtel de la capitale pour célébrer les premiers décrets de nationalisation de la santé publique, de l'éducation, des établissements urbains tels que l'hôtel où nous nous trouvions. L'une de mes premières questions au Président, le lendemain, fut donc celle de savoir si ces décrets, promulgués quelques semaines seulement après l'indépendance du 15 juin 1975, étaient la conséquence du départ du personnel portugais.

« Cela n'a rien à voir, me répondit-il. Il s'agit seulement de l'extension des pouvoirs du Frelimo (1) et de ses organisations sur tout le pays. Les décrets de nationalisation constituaient le moyen d'établir le pouvoir populaire et de consolider la victoire de la révolution. Certains disent que cela a été fait trop vite mais c'était inclus dans notre programme. Nous ne pouvons pas construire une nouvelle société avec les structures de l'ancienne, qui permettaient l'exploitation et la discrimination à tous les niveaux. »

Samora Machel insiste alors sur le fait que la direction du Frelimo a dit clairement dès le début que la lutte pour la libération nationale n'avait pas pour but de remplacer les exploiteurs portugais par des exploiteurs nationaux mais bien de mettre fin à l'exploitation. « Un alligator, me dit-il, devient très fort quand il a grandi dans son élément, au milieu de la rivière où l'homme n'est pas à son avantage. Mieux vaut le tuer quand il est jeune et sur la rive où l'homme est plus à son aise. Notre peuple est encore très proche de la Révolution et nous avons besoin, pour maintenir sa dynamique, d'accélérer les transformations de notre société. De toute façon, nous sommes incapables d'être des gérants du capitalisme. Même si nous tentions de l'être, nous échouerions dans ce rôle.

— Comment les succès remportés par le Frelimo après 10 ans de lutte contre le colonialisme portugais pourraient-ils se répéter dans un pays comme la Rhodésie où les « colons de l'intérieur » disent qu'ils n'ont pas de « mère patrie » comme le Portugal pour s'y retirer ? »

Samora Michel sourit à cette question : « Il y a des différences mais pas fondamentales. La Rhodésie est une colonie dans laquelle les colons ont pris le pouvoir illégalement. Exactement comme les Portugais ont essayé de le faire ici. Le problème n'est pas de savoir où iront les colons mais si la Rhodésie est ou non une colonie. En fait, elle l'est. La question est de savoir où va le colonialisme lui-même. L'argument d'être né dans le pays ne pèse pas lourd ainsi que l'a prouvé notre propre expérience. C'était, en effet, le cas de nombreux colons portugais. Ils n'avaient jamais quitté ce pays. Maintenant ils partent tous pour le Portugal. Non

pas à cause des difficultés venues de l'extérieur mais parce qu'ils ne peuvent pas supporter les nouvelles lois. Ils ne peuvent pas supporter l'égalité. Cela est plus fort que leur « attachement » au pays où ils sont nés. De même la plupart des Rhodésiens blancs se sentiraient plus à l'aise dans un pays où on n'aurait jamais entendu parler de lutte pour l'indépendance. Ils seraient très heureux de conserver leur statut et leur vie privilégiée fondée sur la couleur de leur peau plutôt que d'affronter l'égalité dans le pays où ils sont nés. »

Mines d'or et libération

La question que je veux poser ensuite nécessite une explication préalable. L'Afrique du Sud produit environ 70 % de l'or extrait dans le monde non communiste. Cela ne représente pas la proportion d'or qui existe effectivement dans le sous-sol du monde capitaliste mais vient de ce que la main-d'œuvre à bon marché en Afrique du Sud rend l'extraction de l'or extrêmement profitable, avec des conditions de salaires et de sécurité inacceptables dans des pays également producteurs d'or comme les Etats-Unis, le Canada et l'Australie. Or, une grande proportion des mineurs d'Afrique du Sud vient du Mozambique. Jusqu'à ces dernières années, les Portugais vendaient littéralement jusqu'à 100 000 travailleurs du Mozambique à l'Afrique du Sud chaque année, encaissant ainsi des devises fortes alors qu'il ne restait à ces travailleurs que des salaires dérisoires pour eux et leurs familles. Les travailleurs du Mozambique continuent aujourd'hui à aller en Afrique du Sud mais seulement s'ils sont volontaires et en touchant la totalité des salaires qu'ils gagnent. Avec un haut niveau de chômage, dû notamment à la fermeture de nombreuses plantations après le départ des techniciens portugais, avec des dizaines de milliers de Mozambicains rentrant de leur exil en Tanzanie, Zambie, Malawie, Rhodésie ou ailleurs ; avec les dockers et les cheminots sans emploi du fait de la fermeture de la frontière avec la Rhodésie (à quoi s'ajoute une perte estimée à 500 millions de dollars par an du fait de l'application des sanctions), une réduction du nombre des travailleurs envoyés dans les mines d'or d'Afrique du Sud signifierait une nouvelle charge très lourde pour la République populaire. On peut dire, certes, que les travailleurs mozambicains contribuent à la prospérité du régime sud-africain mais aussi que la présence d'environ 100 000 de ces travailleurs, dont beaucoup sont aussi des militants du Frelimo, constitue un puissant soutien à la classe ouvrière sud-africaine. D'où ma question sur le rôle exact que peuvent jouer en Afrique du Sud les Mozambicains qui vont y travailler.

« La lutte des travailleurs du monte entier est notre lutte. Les travailleurs étrangers ne sont pas absents, parce qu'ils sont étrangers, des grandes luttes qui se déroulent dans le pays où ils travaillent, où ils gagnent leur vie, où ils habitent. Mais les travailleurs mozambicains ne seront pas le facteur décisif de la libération politique et sociale de l'Afrique du Sud. C'est l'affaire des travailleurs sud-africains eux-mêmes ».

A partir de cette réponse, je demande encore à Samora Machel quelle est la position du Frelimo vis-à-vis des luttes qui se déroulent en Namibie, en Rhodésie et en Afrique du Sud.

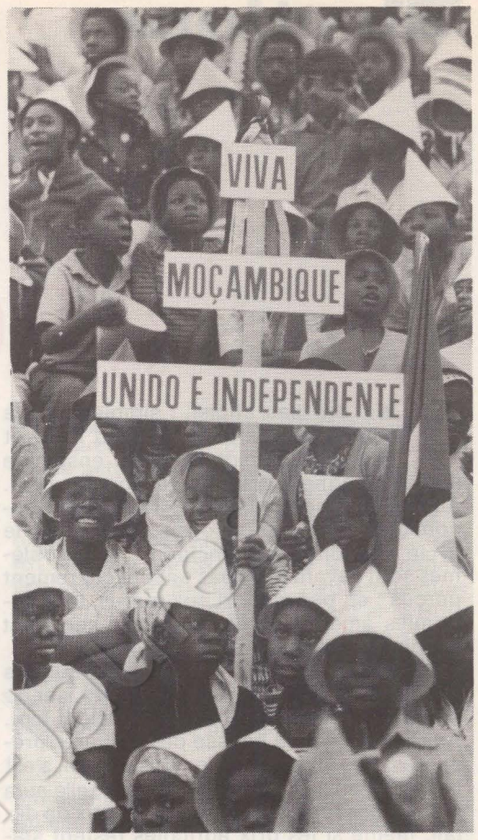
« Il faut considérer les trois situations séparément. La Namibie (ancienne Afrique du Sud-Ouest) est une colonie de l'Afrique du Sud. Il est vain de dispenser ses énergies en manœuvrant à l'Onu. Les forces doivent être concentrées dans une lutte anticolonialiste clairement définie. La Rhodésie-Zimbabwe est une colonie britannique où les colons ont pris le pouvoir. Il s'y déroule également une lutte anticolonialiste claire. Quant à l'Afrique du Sud, est-elle un pays indépendant ? Le principal problème y est-il le racisme ou l'exploitation ? En dépit de caractéristiques différentes, c'est essentiellement la même lutte. Le racisme est seulement une forme et un instrument de l'action. Aussi odieux qu'il soit, l'apartheid n'est pas le problème principal et on court le risque en concentrant les efforts contre l'apartheid de détourner l'attention de ce problème principal.

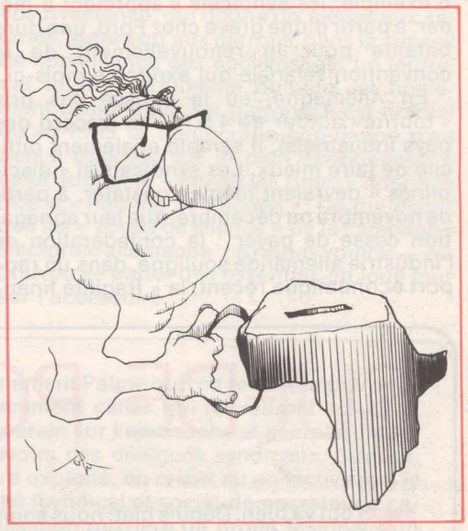
« Notre position de fond est que nous ne pouvons pas nous sentir libres avec le colonialisme à nos frontières. La Namibie devient une base pour des attaques quotidiennes contre l'Angola. Il en est de même de la Rhodésie vis-à-vis du Mozambique. Pourquoi ces attaques ? Parce que nous sommes indépendants et que nous avons gagné notre liberté. Ils craignent que notre exemple soit contagieux pour le peuple de Rhodésie. Ils savent que nous soutenons les luttes pour l'indépendance partout dans le monde et particulièrement celles qui se déroulent dans le sud du continent africain ».

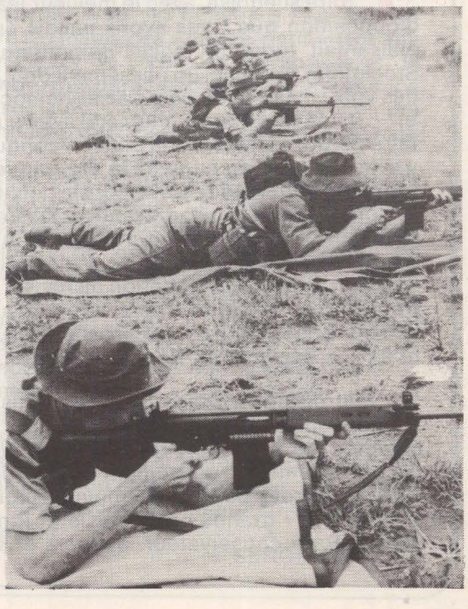
J'ai rencontré plus tard le ministre de la Défense, Alberto Joaquim Chipanda, un vétéran de la guérilla, qui a été encore plus explicite vis-à-vis du régime de Ian Smith : « Les actions rhodésiennes contre nos frontières ne sont pas nouvelles. Smith a soutenu les Portugais tout au long de notre lutte d'indépendance. Ses partisans tentent de justifier ces attaques par le fait que nous soutenons ceux qui combattent pour la libération de la Rhodésie, et que nous leur avons ouvert nos frontières. Mais Smith, allié des Portugais, était notre ennemi bien avant. Nos forces étaient directement engagées contre ses troupes. En nous attaquant aujourd'hui, il essaie de surmonter les contradictions internes de son régime, il cherche à détourner l'attention de ce qui se passe à l'intérieur de la Rhodésie ».

WILFRED BURCHETT

(1) Front pour la libération du Mozambique, dont Samora Machel est aussi le président.







Soldats rhodésiens à l'entraînement.

L'EXAMEN DES « BONS ÉLÈVES »

PAR JEAN MATOUK

Ils n'ont pas choisi : simplement, la chance leur a souri. Gerald Ford et Helmut Schmidt ouvrent ensemble leur campagne électorale au bon moment. Au meilleur moment même, sur le plan économique. Pour eux, le cycle électoral et le cycle économique coïncident : les problèmes sont devant mais pas encore clairement perçus ; et, par rapport aux autres, les économies américaine et allemande semblent les plus prospères.

Dans les deux pays, l'inflation est au plus bas ; elle ne peut guère plus reculer, car de nombreux facteurs de hausse s'accumulent. Aux Etats-Unis, la hausse des matières premières, très vive depuis le mois de mai, s'est transmise en juillet aux prix de gros ; elle aura bientôt des répercussions sur les prix de détail, même si les prix agricoles restent stables. Dans le secteur automobile, qui sert d'exemple, les syndicats s'apprêtent à mener, à partir d'une grève chez Ford, une dure bataille pour le renouvellement de la convention salariale qui expire ce mois-ci.

En Allemagne, où la hausse des prix « tourne» autour de 4,5 % l'an (record des pays industriels), il semble également difficile de faire mieux. Les syndicats si « disciplinés » devraient même constater, à partir de novembre ou décembre, que leur abnégation cesse de payer : la confédération de l'industrie allemande souligne, dans un rapport économique récent, la « fragilité financière» des firmes industrielles, la « perte de substance » des sociétés anonymes, qu'elle attribue d'ailleurs à la gestion social-démocrate. Déclaration évidemment électorale, mais qui laisse présager aussi le mécanisme classique de « reconstitution des fonds propres » — traduisez : élévation des profits — par une hausse plus rapide des prix. De plus, les prix alimentaires allemands vont se ressentir eux aussi de la sécheresse en Europe. Mais sur le plan de l'inflation, les deux gouvernements peuvent encore se targuer de leur « succès » : l'électeur-consommateur moyen ignore encore qu'il a mangé son pain blanc.

Dans les deux pays aussi, comme ailleurs en Europe, la reprise marque une pause. Cette pause est inquiétante ; elle n'est pas accidentelle ; elle tient à la nature même de la reprise, à son rythme maintenu volontairement lent par tous les gouvernements, sous prétexte de ne pas relancer l'inflation. Par sa lenteur même, cette reprise n'a pu jusqu'ici susciter chez les chefs d'entreprise un enthousiasme suffisant pour les inciter à investir — acheter de nouvelles machines, construire de nouvelles usines — ni, à plus forte raison, à embaucher de nouveaux travailleurs. Partout donc, en Allemagne et aux Etats-Unis comme ailleurs, on ne fabrique et on ne livre guère plus de biens d'équipement que l'an dernier, année pourtant particulièrement « médiocre» sur ce plan. Partout, le chômage reste à un niveau élevé : il frappait encore 940 000 personnes en août en Allemagne et 6 500 000 aux Etats-Unis. Mais les experts officiels peuvent encore valablement expliquer que si le « second souffle » tarde à venir, c'est parce que la crise a été la plus forte depuis la guerre, qu'il a fallu vaincre une inflation « record », et que l'ampleur du recul de la production explique qu'il faut plus de temps qu'à l'habitude pour que la machine économique retrouve un régime normal. Ils peuvent même justifier qu'on la modère volontairement pour éviter qu'elle ne s'emballe. Leurs arguments ne sont d'ailleurs pas totalement dénués de fondements ; leur scénario, sans être le plus probable, est encore plausible, et un nombre important d'électeurs, même s'ils sont chômeurs, peuvent encore y croire.

Bref, les élèves Ford et Schmidt se présentent à l'examen de passage électoral avec des dossiers économiques qui, selon les canons de l'orthodoxie libérale, font encore bonne figure surtout par rapport à ceux de certains « cancres» européens.

Mais les deux campagnes électorales vont pourtant être profondément — sont déjà — différentes ; en particulier, l'économie devrait jouer un grand rôle dans l'affrontement qui oppose Jimmy Carter à Gerald Ford, mais est plutôt reléguée au second rang dans le combat d'Helmut Schmidt et Helmut Kohl.

SUÈDE: POUR 1,3%...

Tout va bien. Depuis hier, nous sommes le plus fort parti d'opposition de l'Histoire suédoise, avec le meilleur leader d'opposition que nous ayons jamais eu », plaisantait lundi un social-démocrate de Stockholm. La veille, un glissement de 1,3 % des voix (— 0,7 % du côté social-démocrate et — 0,6 % du côté communiste) avait suffi à faire perdre à la gauche le pouvoir conquis il y a 44 ans **(voir en page 32 la chronique de François Mitterrand).** Cette courte défaite et la violence de la campagne antisocialiste « à la Strauss » qu'ils ont eu à affronter n'ont pas démoralisé les camarades d'Olof Palme. « Nous n'avons pas l'intention de réviser notre politique... Et je suis persuadé que nous reviendrons au pouvoir aux prochaines élections », a déclaré l'ex-Premier ministre.

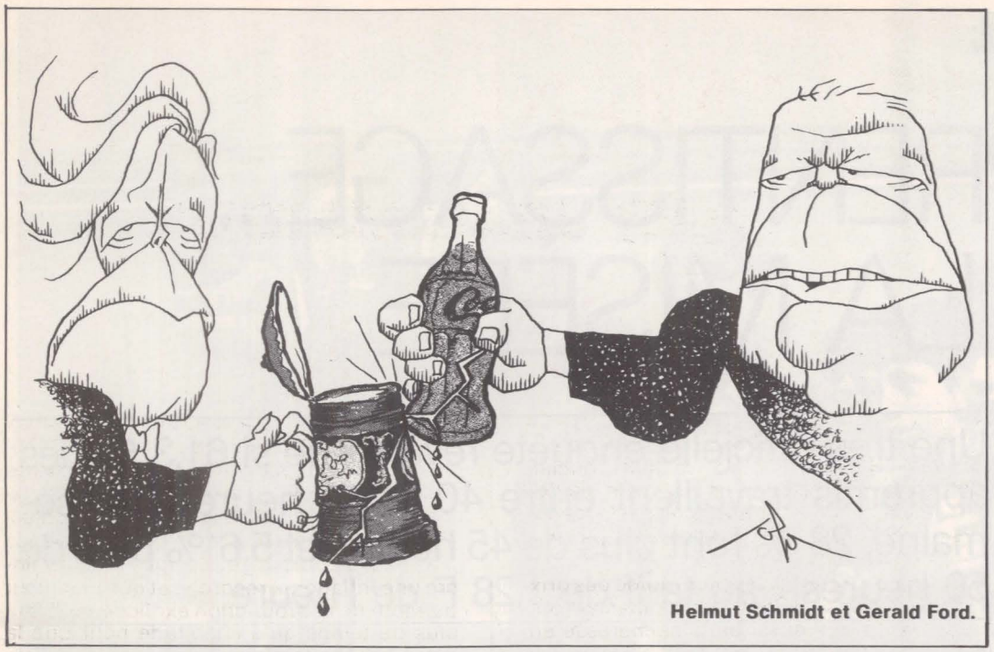
Il faut dire qu'en face les trois partis du « bloc bourgeois » semblent presque encombrés de leur victoire. Comment vont pouvoir s'entendre, autrement qu'hier dans l'anathème, des partis à clientèle électorale si différente : grande bourgeoisie et P.m.e. pour le Parti conservateur, ouvriers et surtout agriculteurs pour le Parti centriste, professions libérales et employés pour le Parti libéral ?

Cette coalition n'a jamais, jusqu'alors, réussi à construire quoi que ce soit : les négociations secrètes menées en 1973 par le dirigeant centriste Thorbjörn Fälldin pour une fusion avec les libéraux furent vite désavouées par son propre parti. Plus grave : les trois formations réactionnaires n'ont même pas pu se mettre d'accord sur la moindre plate-forme commune pendant la campagne. Par exemple, les libéraux ont prêché pour le travail féminin et l'égalité des sexes cependant que les conservateurs prônaient les vertus familiales et la femme au foyer. Ces mêmes conservateurs refusent la majoration des taxes patronales, seule possibilité de réaliser cette décompression fiscale qu'exigent leurs partenaires. Conservateurs et libéraux, enfin, ont soutenu la politique énergétique — incluant des centrales nucléaires — du gouvernement, alors que la critique de cette politique a été le cheval de bataille des centristes !

Une telle complémentarité (négative) a permis de mordre sur les mécontents de divers électorats. Pour gouverner ensemble, ce sera autre chose...

« Cette constatation ne nous dispense pas d'une analyse lucide des raisons du résultat du scrutin », remarque-t-on au Parti ouvrier social-démocrate suédois. Tout un faisceau de causes semble, de fait, avoir joué même si ce n'est pas dans les proportions avancées par certains commentateurs trop intéressés.

En premier lieu, à en croire Palme lui-même, il a souffert de l'offensive centriste sur le programme nucléaire, pourtant prudemment limité à 13 centrales d'ici à 1985, avec « arrêt de contrôle » et nouvelle décision dans deux ans. Le poujadiste distingué Fälldin a créé une « panique à la sécurité » qui ne lui a guère rapporté directement — il perd même 1 % de voix — et qui va bien l'embarrasser comme futur Premier ministre : le dirigeant centriste n'a proposé en solution énergétique de remplacement que des économies spartiates que sa clientèle n'acceptera pas ; mais il a brouillé les cartes



Helmut Schmidt et Gerald Ford.

Si la situation économique américaine est, toujours dans l'orthodoxie libérale, « moins mauvaise» que celle de la plupart des autres pays industriels, les électeurs en sont moins conscients que leurs homologues allemands : ils ignorent presque toujours, sauf les élites des grandes villes, ce qui se passe dans les autres pays ; et ils perçoivent en valeur absolue les difficultés économiques.D'autre part, Jimmy Carter sait que de nombreux électeurs envisagent de s'abstenir : on prévoit un taux d'abstention proche de 50 % et, selon un sondage récent, 55 % des Américains estiment que, « quel que soit le Président, rien ne marche bien ». Le candidat démocrate semble donc avoir choisi de mobiliser cet électorat sceptique et désabusé par un programme économique audacieux. Résultat : jamais, depuis l'élection de Franklin Roosevelt, les options économiques n'ont été aussi tranchées. Jimmy Carter propose le salaire minimal pour les travailleurs et un revenu minimal pour les inactifs les plus déshérités : l'assurance-maladie obligatoire ; une modification profonde du système fiscal ; un contrôle éventuel des prix et des salaires ; et la réduction du taux de chômage à 3 % en quatre ans, ce qui implique un minimum de création d'emplois publics. Et Laurence Klein, son principal conseiller économique, tirant les conséquences de ce programme, déclare : « Un taux d'inflation de 7 % en 1977 ne devrait pas nous déranger ». A quoi les Républicains répondent par les mots d'ordre traditionnels : équilibre budgétaire, allégement fiscal, intégrité de la monnaie, tous objectifs qu'ils se sont d'ailleurs bien gardés d'atteindre en huit ans. On voit le contraste. La bataille des présidentielles américaines sera, en tout cas, éminemment économique.

Au contraire, Helmut Schmidt, qui comptait uniquement faire valoir ses succès économiques et annoncer leur continuation, est traîné actuellement par ses adversaires sur le terrain de la plus basse démagogie politique. Equation type : sociaux-démocrates = rouges = « cosaques ». Le ton est lancé, et il est douteux qu'on revienne à des débats économiques. Bien sûr, il y aura quelques échanges entre le gouvernement et la Bundesbank, plutôt rigoriste et proche sur ce point de la Démocratie chrétienne ; le patronat va faire entendre quelques lamentations de circonstance. Mais tout cela n'ira pas bien loin. Et c'est normal.

Si la social-démocratie allemande a « réussi » dans l'optique libérale, c'est parce qu'elle ne s'est pas écartée de cette optique. En sept ans, le S.p.d. n'a procédé à aucune véritable réforme de structure. La loi sur la cosurveillance, qui donne dix sièges aux salariés, autant qu'aux patrons, dans le conseil de surveillance des sociétés, est un leurre, car le vingt-et-unième homme est finalement désigné par les patrons. Il est normal qu'au fond la Démocratie chrétienne n'ait rien à opposer sur le plan économique à celui auquel le « Financial Times» donne le titre d'« homme de l'année ». Ce qui explique les « zones de silence » de la campagne électorale allemande : à ne pas vouloir — ou pouvoir — parler de l'essentiel, on joue tout sur l'accessoire.

un peu partout et sans doute jusque dans l'électorat de gauche.

Le classique phénomène d'usure du pouvoir a probablement beaucoup joué aussi. Il est sensible, au vrai, depuis longtemps : la courbe électorale des sociaux-démocrates n'a (sauf cas particulier en 1968) cessé de décroître lentement. Malgré tous les efforts de rénovation entrepris — notamment par Palme — dans les thèmes et les méthodes, ces 44 années ont fait et du gouvernement et de ce qu'on appelle à Stockholm « le Mouvement » (le Parti, la grande centrale syndicale L.o., les coopératives et diverses associations) une sorte d'« establishment ».

De même, la bureaucratisation constitue un piège difficilement évitable dans un pays qui prend tellement en charge ses citoyens (emploi, santé, éducation, vieillesse, etc.). Il est permis de croire que, dramatisant certains excès ou abus de pouvoirs, comme la répression fiscale contre le cinéaste Ingmar Bergman, la propagande de la droite a fait mouche sur ce point.

Le fiscal est d'ailleurs, dans la psychologie des Suédois, un point névralgique. La lourdeur de l'imposition — progressive et la plus « juste » possible — frappant « à la source » nombre d'entre eux constitue le (dur) prix à payer pour une redistribution des revenus grâce à laquelle l'une des sociétés les plus égalitaires et les plus solidaires du monde a pu naître. N'empêche... Et peut-être dimanche, au « ras-le-bol fiscal » grandissant des classes moyennes suédoises, s'est-il ajouté le vote mécontent d'une partie de la classe ouvrière qui a « basculé » ces dernières années dans les tranches les plus durement frappées par l'impôt ?

« L'équation personnelle » du Premier ministre et président du Parti social-démocrate, n'a peut-être pas toujours joué positivement. Sa jeunesse et son caractère lui avaient déjà nui auprès d'une partie de son organisation ; il est très possible que certains électeurs aient été de plus en plus désorientés tout à la fois par son goût pour le brassage d'idées neuves, ses habitudes culturelles, son obsession du tiers monde. Ou ses emportements anti-impérialistes — qui risquent d'être rarissimes chez ses successeurs...

Sixième et dernière d'une série de raisons qui toutes ont joué faiblement (puisque après tout il ne s'agissait dimanche que d'une perte de 0,7 %) : la droite a agité à fond le spectre de la « socialisation » menaçante auprès de tous ceux que cela pouvait effrayer. C'est-à-dire sa clientèle traditionnelle, mais aussi les classes moyennes qui ne se sentent pas engagées au-delà de l'horizon politique du strict égalitarisme. Elle n'a eu qu'à puiser dans les récentes lois du gouvernement Palme qui ont révolté le patronat, notamment celles qui lui retirent son droit souverain sur l'embauche et accroissent les pouvoirs des délégués syndicaux. Surtout, elle a exploité, en criant au collectivisme, le projet (syndical et social-démocrate) de capitalisation ouvrière dit projet Meidner : un fonds d'investissement — financé par retenue de 20 % sur les bénéfices — serait mis entre les mains des salariés, permettant aux travailleurs de créer des entreprises et de prendre des participations croissantes dans les sociétés. « Au bout d'un certain nombre d'années, plus besoin alors de nationaliser... »

C'est cela surtout qu'a voulu bloquer le « bloc bourgeois ». Le chef conservateur Gösta Bohman l'a reconnu dans un débat de France-Inter, lundi, sur une question de Claude Estier. En ajoutant : « Mais quant aux progrès d'ordre social, pas question de les mettre en cause ! »... comment d'ailleurs le pourrait-il ? A la force du Parti social-démocrate — et de son syndicat-frère — demeurée intacte sinon raffermie par le coup de fouet, des projets comme celui qui porte le nom de Meidner peuvent apporter plus encore qu'un outil de relance électorale pour 1979 : un projet de société que la droite est bien incapable, même au pouvoir, de proposer.

SERGE RICHARD

L'APPRENTISSAGE... DE LA MISÈRE

Une très officielle enquête révèle que si 61,3 % des apprentis travaillent entre 40 et 45 heures par semaine, 28 % font plus de 45 heures et 5,6 % plus de 50 heures... au tarif de 1,28 F de l'heure.

« Je commence le matin à 9 heures. Je pars en coupure à 14 h 30 et je reviens à 17 heures, jusqu'à 21 heures ou 21 h 15. Mais il y a des jours où je finis, avant la coupure, à 15 heures ou 15 h 15 ; et, le soir, je m'en vais des fois à 22 heures. Je n'ai qu'un jour de repos par semaine. Une fois, j'ai travaillé neuf jours sans repos. Je fais à peu près 250 ou 260 heures par mois. Mais le patron me marque de 170 à 195 heures sur la feuille de paie, ce qui fait qu'il ne me paie jamais les heures supplémentaires. Pendant un mois, le chef m'a fait faire la plonge tous les lundis parce qu'il ne voulait pas faire venir de plongeur en extra ».

C'est Jean-Luc, 16 ans, apprenti-cuisinier à Paris, qui parle. Son témoignage ne sort pas d'un des romans misérabilistes de la fin du XIXe siècle. Il avait été apporté en juin dernier, avec des centaines d'autres, à la rencontre nationale de la Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc). Encore se situait-il dans la moyenne. On avait, durant ces deux jours, entendu bien pis : commis de restaurant invités à se nourrir des débris laissés par les clients, apprenties vendeuses tenues de sortir le toutou de Madame, apprentis électriciens confinés à pratiquer à longueur de journées des saignées dans les murs de béton, le tout pendant un horaire excédant largement les normes légales et pour des salaires de misère (15 % du Smic pendant le premier semestre d'apprentissage, soit 1,28 F de l'heure depuis le 1er juillet). Tel est le sort des apprentis — du moins de beaucoup d'entre eux — dans la France giscardienne.

S'agit-il là de cas marginaux ? Une enquête publiée en mai dernier par le très officiel Comité central (paritaire) de coordination de l'apprentissage (C.c.c.a.) révèle que si 61,3 % des apprentis travaillent entre 40 et 45 heures par semaine — y compris les cours en centre de formation — 28 % font plus de 45 heures, dont 5,6 % plus de 50 heures. Or le bâtiment n'est sans doute pas le secteur le plus « représentatif ». On y trouve un certain nombre d'entreprises suffisamment importantes pour qu'un syndicat vigilant y soit implanté. Mais l'apprentissage domine, comme le révèle un récent rapport du ministère de l'Education, dans l'artisanat et les régions les moins développées, où ce contrôle syndical est généralement plus rare...

Déclin

Faut-il s'étonner, dès lors, de la médiocrité des résultats obtenus par les apprentis — ceux, du moins, qui n'ont pas renoncé à s'y présenter — au certificat d'aptitude professionnelle (C.a.p.) ? Dans la quasi-totalité des branches, ils sont reçus en moins grande proportion (10 % de différence environ) que les élèves des collèges d'enseignement technique (publics ou privés). Il n'y a qu'aux épreuves pratiques qu'ils parviennent à égaler, parfois à dépasser, ceux de l'enseignement à plein temps. Mais en connaissances théoriques, c'est la catastrophe. « C'est que nos apprentis, explique-t-on à l'Assemblée permanente des Chambres de métiers, ont peu de facilités scolaires. Or la partie théorique du C.a.p. est très scolaire. » Sans doute. Mais essayez donc de préparer la partie théorique d'un examen en ayant la vie de Jean-Luc...

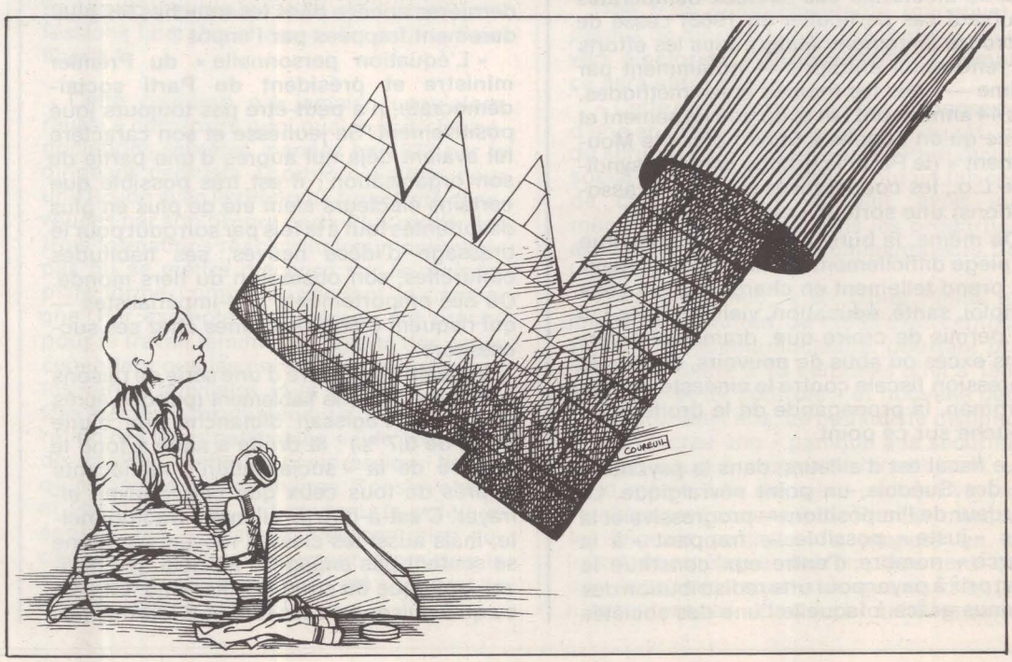
Le 9 juin dernier avait été annoncé un train de mesures « en faveur » de l'apprentissage — sinon des apprentis. L'ex-gouvernement Chirac affirmait vouloir « simplifier » les procédures d'agrément permettant aux patrons d'embaucher des apprentis, et l'Etat prenait en charge les assurances sociales de ces derniers, toujours pour « inciter » les employeurs. C'est qu'il s'agissait, comme le déclarait alors Jean-Pierre Soisson, chargé de la formation professionnelle dans le précédent gouvernement, de recruter 100 000 apprentis de plus — ils sont actuellement près de 200 000, semble-t-il, car on ne sait rien de bien précis (et c'est un scandale de plus).

Voilà pour les faits. Reste à chercher les raisons de l'intérêt — pas si nouveau qu'il y paraît — de la Ve République pour l'apprentissage. Au cours de ces vingt dernières années, ce dernier n'a cessé de décliner. Il avait été organisé en 1919 par la loi Astier pour le secteur industriel et commercial et, en 1937, par la loi Walter-Paulin pour le secteur artisanal. Ces lois prévoyaient que les apprentis devraient suivre au moins 100 heures par an de cours professionnel, en sus de l'apprentissage sur le tas (plus tard, 150 heures). Dans le secteur artisanal, il y avait un diplôme particulier, le diplôme de fin d'apprentissage artisanal (E.f.a.a.) qui existe encore, et, en Alsace et en Moselle, un diplôme de compagnon.

Mais après 1967, du fait de la prolongation à seize ans de la scolarité obligatoire et malgré les multiples entorses qui y furent faites, le recrutement d'apprentis à 14 ans devint difficile. Aussi assiste-t-on à partir de ce moment à une chute brutale des effectifs : 320 000 apprentis en 1966-67 ; 280 000 l'année suivante ; 266 000 en 1970-71 ; 210 000 en 1972-73. Dans les faits, les C.e.t. tendaient bien à remplacer l'apprentissage dans la formation des ouvriers qualifiés.

Nouvelle religion

Mais, en même temps, le capitalisme français évoluait vite et, à grands taux de croissance, entrait dans l'« ère industrielle » chantée jadis par Georges Pompidou. Or cette entrée avait des conséquences directes sur la formation des jeunes. La division





de plus en plus grande du travail, le développement du travail à la chaîne allaient changer la structure des emplois ouvriers. D'une classe ouvrière où dominaient les ouvriers qualifiés, on allait passer à une classe où domineraient les ouvriers dits spécialisés.

Il fallait donc à la fois modifier la formation des ouvriers qualifiés dans le sens d'une plus grande polyvalence — ce à quoi a pourvu la création des brevets d'enseignement professionnel, préparés en deux ans après la classe de troisième — arrêter la croissance des effectifs d'ouvriers qualifiés en formation en C.e.t., enfin développer une formation sur le tas, essentiellement pratique, et en partie illusoire, propre à produire les O.s. nécessaires à l'industrie. D'où une conversion relativement rapide du C.n.p.f. à la nouvelle religion. « Jusqu'à ces dernières années, explique Jacques Fournier, secrétaire général du syndicat Fen des collèges d'enseignement technique, le Snetaa, lorsque nous défendions les C.e.t., nous ne rencontrions pas d'opposition de la part du patronat. Mais depuis qu'il a compris que les C.e.t. formaient des ouvriers qualifiés et instruits de leurs droits, alors qu'il a besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée que l'immigration, vu le chômage, ne peut plus fournir, il a changé d'avis ».

Les accords de 1970, puis la loi du 16 juillet 1971 sur l'apprentissage sont nés de cette conjoncture et des revendications ouvrières. Les apprentis voyaient en effet leur condition s'améliorer, puisqu'ils devenaient des salariés d'un type particulier, qui ne devaient pas travailler plus de 40 heures par semaine, cours théoriques compris. Ces derniers, d'une durée annuelle minimale de 360 heures, seraient assurés dans un Centre de formation d'apprentis (C.f.a.). Sauf exception, l'apprentissage durerait deux ans et, sauf exception aussi, ne débuterait pas avant 16 ans. Quant aux C.f.a., leur création, y compris par transformation de structures antérieures, était laissée à l'initiative de n'importe qui (C.e.t. publics ou privés, municipalités, entreprises, associations diverses, Chambres de métier, Chambres de commerce et d'industrie et même un individu) sous réserve de la signature d'une convention avec l'Etat. Les frais de fonctionnement devaient être couverts en partie par la taxe d'apprentissage, en partie par des subventions de l'Etat et en partie par les organismes gestionnaires — c'est-à-dire par les associations professionnelles qui gèrent actuellement 185 des 247 C.f.a. existants et 89 des 288 cours professionnels en voie de transformation en C.f.a.

Des sous-C.e.t

Dans les faits, en un temps où une austérité croissante s'abattait sur le reste de l'Education nationale, une véritable priorité fut accordée à l'apprentissage. En 1971, les autorisations de programme pour construction et équipement des C.f.a. atteignaient 16,71 % des ressources du fonds de la formation professionnelle (soit 9 900 000 F). En 1975, elles ont atteint 74,68 % de ces ressources et la somme de 82 150 000 F. Le tout pour un effectif d'apprentis en notable diminution. Une telle politique, faut-il le dire, ne doit rien au hasard, bien qu'elle n'ait pas encore produit tous ses effets...

▶ Effets sur le système éducatif, d'abord. En réduisant à deux ans la durée de l'apprentissage, la loi de 1971 a rendu nécessaire la création de classes « préparatoires à l'apprentissage » (C.p.a.) soit dans les C.e.s., soit dans les C.e.t., soit dans les C.f.a. Comme l'a très bien montré Lucie Tanguy (1), ces C.p.a., dont l'inflation en quelques années a été stupéfiante, servent de point de chute aux élèves entrés dans les structures de « relégation scolaire » que sont les classes de transition, et quelle que soit désormais la dénomination administrative de celles-ci. La masse des élèves de ces classes se retrouvent en effet en C.p.a. ou en troisième pratique, et plus de 45 % des apprentis viennent de ces classes.

▶ Effets sur l'organisation de la formation professionnelle en France, ensuite. Bien que le secteur des métiers — qui est en régression — emploie une part croissante (pour l'instant, 60 % environ) des apprentis, le bénéficiaire de l'opération est le grand patronat. « Il nous manque, dit Yves Corpet, du C.n.p.f., l'aménagement systématique d'une période entre l'état scolaire et l'état salarié, à tous les niveaux. C'est pourquoi le C.n.p.f. propose la création de formules d'insertion professionnelle ». Dans les conditions pratiques où il est réalisé, l'apprentissage n'est-il pas, pour une part croissante des apprentis, une « formule » de ce type ? Certes, la moitié environ des apprentis travaillent, cinq ans après la fin de leur apprentissage, dans l'entreprise où ils ont été « arpètes ». Il reste que l'autre moitié, à peu de frais, a été formée à la discipline industrielle et aux contraintes spéciales du travail non-qualifié. On est censé apprendre un métier en apprentissage . Il suffirait, pour que cela devienne une réalité, que René Haby crée un nombre suffisant de postes d'inspecteurs de l'apprentissage titulaires, de façon à éviter les abus. Or ces inspecteurs, contractuels, ne sont qu'une centaine, débordés de tâches ; alors qu'ils étaient 130, il y a dix ans, pour le seul secteur de l'artisanat. De plus, que peut bien signifier exactement l'apprentissage

→

dans des métiers — la vente, notamment — auxquels la forme actuelle des circuits économiques a ôté toute qualification véritable ?

▶ La troisième conséquence de l'évolution actuelle est la privatisation. Quoique fonctionnant presque exclusivement avec des fonds publics et une taxe parafiscale, les C.f.a. sont à gestion privée.

« La privatisation est à ce point le dessein essentiel du C.n.p.f., explique Maurice Rémy, du Sgen-C.f.d.t., que monsieur Corpet affirmait récemment que, pour améliorer la qualité de la formation, le système de l'enseignement à temps plein pourrait être développé dans les C.p.a. (qui pratiquent actuellement l'alternance école-entreprise) et, dans certaines branches, pendant la première des deux années d'apprentissage. C'est dire qu'il envisage tout simplement de créer des sous-C.e.t. à gestion patronale, puisque le grand principe de l'alternance, qui était paraît-il, la trouvaille géniale de l'apprentissage et des C.p.a., est ainsi remis en cause... mais non les conséquences qu'il a eues ». Et c'est bien en effet ce qui risque de se passer.

Les 5 propositions du P.s.

Quant aux apprentis, dans tout cela, qui s'en soucie dans les allées du Pouvoir ? Destinés à l'exploitation, ils n'ont qu'à s'y faire. Or la situation est à ce point scandaleuse que, autour de la Joc, l'ensemble des organisations ouvrières s'en sont préoccupées. « Nous ne sommes pas favorables à ce que l'apprentissage soit un mode ordinaire d'éducation professionnelle, explique Guy Caburol, de la C.g.t., mais il est indispensable de prendre des mesures en faveur des apprentis et d'éviter la privatisation ». Ces revendications sont largement communes, malgré des nuances, à la Joc, à la C.f.d.t. et à la C.g.t. Le Parti socialiste, pour sa part, en propose cinq : la prolongation effective de la scolarité jusqu'à seize ans (sans filières au rabais de type C.p.a.), le développement de l'enseignement technique public, un contrôle effectif des pratiques patronales sur les apprentis, la nationalisation des C.f.a. et un certain nombre de mesures en faveur des apprentis (diminution des horaires de travail, hausse des rémunérations et gratuité effective de l'apprentissage...).

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Dans une étude de 1974 : « Extension de la scolarisation obligatoire et extension de l'apprentissage en France », en collaboration avec Annick Kieffer. Cette étude a été publiée en 1975 dans la revue « Orientations ».

Pollution



LE POISON VENU DU CIEL

Ce qui est mauvais pour les plantes est-il inoffensif pour les hommes ? La dioxine est à nouveau sur la sellette — mais en France, cette fois. Une femme est morte le 26 août et certains accusent le poison de Seveso.

Car la dioxine est utilisée en France, à très faible dose, dans un défoliant, le 2-4-5-T (ou acide trichlorophénoxiacétique), employé pour débroussailler les plantations de résineux.

Le 1er septembre 1975, un épandage de 2-4-5-T a été réalisé par un hélicoptère sur la forêt de Blismes, dans la Nièvre. Une fausse manœuvre et l'hélicoptère arrose le village, en particulier la ferme des Phélon et le jardin des Besegher.

Chez les premiers, quelques malaises dissipés dans les jours suivants et une partie de la production de betteraves détruite. Malaises également pour les Besegher et leur ami franciscain avec qui ils bavardaient dans le jardin au moment de l'épandage. La santé de Mme Besegher se détériore ensuite rapidement. Elle meurt le 26 août dans le service hématologique du professeur Dreyfus à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil.

Mais ne concluons pas trop vite à la responsabilité totale du 2-4-5-T. Des enquêtes sont en cours, car la relation entre la maladie et l'épandage de défoliant n'est pas du tout certaine. Il semble que Mme Besegher ait été, avant le 1er septembre, atteinte de leucémie. Cependant, les malaises divers ressentis par la population de Blismes peuvent être raisonnablement imputés au 2-4-5-T.

L'inquiétude reste donc permise. D'autant que certaines irrégularités soulèvent la méfiance. Phélon avait porté plainte pour la destruction de ses cultures. Les gendarmes, le lendemain, sont revenus pour lui demander de retirer sa plainte. Contrairement aux exigences de la loi, le maire de Blismes n'a pas été prévenu des dates d'épandage. Il est vrai que la préfecture compte sur l'effet de surprise depuis que les habitants de divers villages se sont mis en tête d'intercepter des hélicoptères avant leur décollage. Ainsi dans le Morvan, mais aussi en Limousin.

Depuis le drame de Seveso, près de Milan, la pression de l'opinion s'est renforcée. Si bien que le préfet de la Haute-Vienne a préféré interdire les épandages prévus dans le département. Quant au 2-4-5-T, le ministère de la Santé a ouvert une enquête. En attendant les résultats, le produit a été interdit.

Au-delà du 2-4-5-T, c'est la question de l'usage des défoliants qui est posée et surtout celle de leur épandage par avion ou par hélicoptère. Le traitement aérien des forêts et des champs, contrairement à ce qu'on peut supposer, offre une sécurité plus grande que le traitement au sol par tracteur. Il est plus régulier, plus précis... à condition que le pilote soit formé à cette technique. Les forêts sont traités à 2 ou 3 mètres au-dessus de la cime des arbres ; la vigne ou les céréales, à une vingtaine de centimètres seulement. Ce qui, on s'en doute, exige une grande dextérité.

Ce pilote, capable d'éviter plans d'eau et rivières, capable d'effectuer des épandages à un mètre près, il faudrait sans doute le payer son prix. Mais le salaire d'un pilote agricole excède rarement 5 000 F par mois, ce qui est peu dans la profession. Et certaines entreprises préfèrent même employer des saisonniers, les payer moins cher et les « lâcher dans la nature » sans leur donner une formation spéciale.

La sécurité de la technique repose donc uniquement sur le sérieux de l'entreprise de traitement ; elle pourra forcer les doses ou choisir d'utiliser un produit plus toxique ou plus volatile, mais moins cher. Certains apiculteurs en savent quelque chose, qui ont vu leurs essaims décimés après des traitements de colza.

Les hommes non plus ne sont pas à l'abri ; sans doute ne saura-t-on jamais si Mme Besegher est morte de la dioxine ou si le poison a accéléré l'évolution de sa maladie. Il reste qu'une enquête globale mériterait d'être menée sur les pesticides, défoliants et produits de traitement divers dont l'agriculture moderne, dans sa course au rendement, use généreusement.

F. de G.



changer la vie quotidienne

MATERNELLE « SAUVAGE »

A Othis (Seine-et-Marne), la rentrée scolaire a été chaude. Il est vrai que dans la Zac « Chalandon » de Beaupré, la situation était particulièrement scandaleuse : 140 enfants attendaient d'être scolarisés en maternelle. Le promoteur avait bien construit les équipements imposés, mais ces derniers avaient été calculés trop juste... La municipalité ne pouvait guère que proposer le transport des enfants à distance.

Les parents, organisés au sein de l'A.p.e. Cornec et soutenus par la gauche, ne l'ont pas entendu de cette oreille. Dès le mardi 14 au soir, ils élaboraient un cahier de revendications comprenant, dans l'immédiat, la construction, à Beaupré même, de 4 préfabriqués pour accueillir les 140 enfants à raison de 35 par classe. Après une entrevue infructueuse à l'inspection académique, ils créaient, dès le 16 au matin, une « maternelle sauvage » dans la mairie d'Othis, occupée pour la circonstance. Et le samedi suivant, il y avait à Othis une importante manifestation. Prélude à une action plus large...

PAUVRE DEAUVILLE

A croire que la Côte fleurie n'en avait pas assez vu. Une enquête publique est ouverte à Deauville jusqu'au 28 septembre, en vue de récupérer une nouvelle concession entre Port-Deauville et la jetée ouest de Deauville. « Les plantations envisagées dissimuleraient pour partie les constructions de Port-Deauville et rendraient plus agréables leur esthétique vu de Trouville », annonce sans rire le rapport vantant le projet.

Ainsi, sous le prétexte d'« arranger ça », une nouvelle spéculation se dessine... D'autre part, les documents sont suffisamment vagues pour ne pas donner une idée assez précise des aménagements envisagés. Il faut donc se dépêcher pour notifier son indignation à Alfred Rousseau, commissaire-enquêteur, hôtel de ville, 14800 Deauville.

ECOLE : LA LUTTE BRETONNE CONTINUE

A Plogonnec, commune finistérienne de 2 700 habitants, située entre Douarnenez et Quimper, la question scolaire a retrouvé une toute brûlante actualité, car il y a trois écoles primaires sur le territoire communal : une, publique, au hameau de Saint-Albin, à six kilomètres du bourg ; et deux, privées, au chef-lieu communal. Mais depuis peu, la population de Plogonnec s'est accrue et des familles refusaient le « choix » qui leur était laissé : ramassage scolaire vers Saint-Albin et Quimper ou école privée. Elles réclamaient l'ouverture d'une école publique au bourg.

Le conseil municipal « apolitique, indépendant, centriste » a voté contre une telle création : sa clientèle électorale se recrutant parmi les tenants de l'école privée catholique, il n'est pas question de la hérisser aux approches des municipales. Il a trouvé un allié de poids en la personne du député U.d.r. de la circonscription, Guy Guermeur, par ailleurs secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, le puissant lobby de l'école catholique. Le préfet ne tient pas à aller à l'encontre d'un aussi puissant personnage et a refusé de prendre les dispositions qui s'imposent pour que soit respectée la loi ; celle-ci fait, en effet, obligation aux communes d'ouvrir une école publique à partir de 16 enfants d'au moins 2 familles différentes. Or, à Plogonnec, ils dépassent largement ce nombre.

Face à cette coalition, les parents s'organisent alors, mobilisent l'opinion, obtiennent l'appui des syndicats et partis de gauche, de la Fédération Cornec. Au point que l'inspection académique nomme une institutrice et se déclare disposée à créer un deuxième poste.

A la rentrée, c'est l'épreuve de force. Le préfet finit par entendre raison et donne le feu vert ; le conseil municipal démissionne. Les inscriptions se font dans les vestiaires du stade municipal. Les premières classes ont lieu sous un chapiteau de bal, hâtivement installé sur la pelouse. Finalement, des classes mobiles, un préau et un bloc sanitaire seront construits sur un parking municipal. En attendant, la classe se fait dans la salle municipale de ping-pong.

La loi a donc eu le dernier mot. Mais cette affaire a clairement mis en relief le jeu idéologique de l'école libre qui, en la circonstance, a fait très bon ménage avec la municipalité de droite et le député U.d.r. Plus que jamais la question de l'école privée se pose en termes politiques.

POUR VOLCANIQUES

Pour les amoureux fous de nature, « de glace et de feu »... Se précipiter à l'exposition de photos d'Haroun Tazieff (37, rue Lafayette 75009 Paris) et découvrir la poésie violente des volcans.

STERILISATION REVERSIBLE

Bientôt, semble-t-il, les femmes pourront choisir une nouvelle méthode de contraception : la stérilisation réversible. Cette méthode, mise au point à l'université de Louvain par le Pr Brosens et les Dr Boeckx et Winston, a été expérimentée depuis un an sur près de 250 femmes. Auparavant une longue expérimentation animale avait montré une réversibilité de cette stérilité provoquée chez 100 % des animaux.

L'opération, sous simple anesthésie locale, qui consiste à poser 2 anneaux de silicone, d'une largeur de 4 millimètres environ sur la partie isthmique des trompes utérines, dure 15 minutes et est d'ores et déjà remboursée par la Sécurité sociale belge.

VERDURE SANS BARRAGE

Vacances au bord du lac de Serre-Ponçon, formé par le barrage du même nom. La caisse d'Allocations familiales de la Moselle vient d'ouvrir un village de vacances de 280 lits dans un grand parc de verdure. Il accueille stages, enfants, familles, handicapés et retraités. En particulier, une session 3e âge est organisée du 1er au 15 octobre. Pour les retraités le prix est de 40 F par jour, animation et soins paramédicaux compris. Pour un adulte dont le quotient familial varie entre 700 et 800 F, le prix est de 51 F par jour. Village Le Pigneroux. 05160 Savines-le-Lac. Tél. (92) 43.91.11 et demander le 9 ou le 20 à Saint-Apollinaire.

LE T.G.V. SUR LES RAILS

L'enquête est ouverte à propos du T.g.v. (train à grande vitesse destiné à relier Paris et Lyon). Les plans parcellaires sont déposés dans les mairies de Grièges et Savigneux (jusqu'au 6 octobre), Dye, Etiney, Serrigny, Tissey, Tonnerre et Vezannes (jusqu'au 10 octobre). Il est vivement conseillé d'aller donner son avis ou de l'envoyer au maire ou aux préfets de l'Ain et de l'Yonne, même si l'enquête d'utilité publique ne pèse pas lourd dans la décision du gouvernement...

LE VIOL NE PAIE PLUS

Dans la nuit du 14 au 15 septembre dernier, une jeune Allemande de 20 ans se fait violer par deux routiers. Elle était montée dans leur camion porte de la Chapelle, où elle faisait du stop avec un ami.

Dans la nuit même, elle se rend à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne pour porter plainte. Aussitôt, les gardiens de la paix effectuent des recherches porte de la Chapelle. Très rapidement, deux camionneurs, âgés de 39 et 29 ans, sont interpellés et mis à la disposition de la 2e Brigade territoriale. Une efficacité exemplaire ? Purement diplomatique ? Ou bien les temps changeraient-ils et le viol ne serait-il plus considéré comme le risque « normal » pour une auto-stoppeuse ?

changer la vie culturelle

Variétés
MAXIME AU CIRQUE

C'est la surprise : Maxime Le Forestier abandonne les salles traditionnelles de music-hall... pour s'installer dans un cirque. Il s'est entouré d'un mime-trapéziste, d'une jongleuse et d'une dizaine de musiciens. Sur l'affiche de son nouveau spectacle, un Pierrot chevauche la lune. Comme un enfant réalisant son rêve, il va se promener sur la piste en rond. Le tapis est en place. Les éclairages sont réglés. Voici Le Forestier-le-magicien qui sort une dizaine de nouvelles chansons d'un chapeau imaginaire : « Le fil », « Mentir », « Le fantôme du pierrot », « Amis », « Mourir d'enfance », « Chanson du jongleur », « Nous serons vieux », etc. De beaux textes de derrière sa guitare que les Parisiens vont découvrir du 27 septembre au 25 octobre au Cirque d'hiver (mais oui ! chez Bouglione). Et que les provinciaux pourront écouter sur son nouveau disque qui sort ces jours chez Polydor. « L'Unité » publiera prochainement un long entretien avec Maxime Le Forestier.

Théâtre
RENDEZ-VOUS AVEC L'ACADIE

« C'est une histoire vraie que je vous raconte. L'histoire de la Sagouine, femme de la mer, qui est née avec le siècle, quasiment les pieds dans l'eau. L'eau fut toute sa fortune : fille de pêcheurs de morue, fille à matelots, puis femme de pêcheur d'huîtres et d'éperlans. Femme de ménage, aussi, qui achève sa vie à genoux devant son seau, les mains dans l'eau : c'est là que je l'ai surprise... Elle ne parle ni oval, ni chiac, ni français international. Elle parle la langue populaire de ses pères descendus à cru du XVIe siècle... »

C'est ainsi qu'Antonine Maillet, écrivain acadien, présente la femme, Acadienne authentique, qui lui inspira un roman et une pièce de théâtre. Cette pièce, un monologue pathétique intitulé « La Sagouine », est jouée par Viola Léger et présentée par le Théâtre du Rideau de Montréal depuis le 21 septembre et jusqu'au 3 octobre, au Théâtre d'Orsay, chez Jean-Louis Barrault. Ne manquez pas ce premier rendez-vous parisien avec l'Acadie.

J.-P.L.

Chanson
QUAND BEART DEVIENT CLASSIQUE...

Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault viennent d'enregistrer un double album où ils disent 32 textes de Guy Béart (Temporel TE 001 et 002). Jusqu'à maintenant ils n'avaient fait cet honneur qu'à La Fontaine et Apollinaire. Béart serait-il déjà un classique ? C'est ce que pensent les éditions Nathan qui publient ses « Poèmes-chansons classiques » dans quelques jours. C'est aussi l'avis de Pierre Seghers chez qui sort « Couleurs et colères du temps », une intégrale des poèmes et chansons de Guy Béart présentée par Yvan Audouard, Jean-Louis Barrault, Hervé Bazin, Robert Beauvais et... Pierre Seghers. A paraître également, chez Temporel, une série de quatre albums de ses chansons les plus populaires ; et, à la fin de l'année, un coffret de 12 disques 33 tours. Sans oublier que viennent d'être mises en vente les dernières compositions de Béart : « Chansons de notre temps et d'espérance » (Temporel GB 00018). Elles composent l'essentiel du nouveau spectacle que donne Béart à Paris, à la Comédie des Champs-Elysées, depuis le 20 septembre. Il chantera ainsi 40 soirs dans la capitale puis partira en province. On le verra également beaucoup à la télévision: « Midi première » le 30 septembre et le 1er octobre, et « Aujourd'hui madame » le 12 octobre. De leur côté, Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault diront Guy Béart, le 16 octobre à « Numéro Un » et le 25 octobre à « Restez donc avec nous le lundi ». Quelle organisation !

Café-théâtre
POLITIQUE A PIGALLE

Sensation du côté de Pigalle : le Théâtre de Dix-Heures abandonne ses traditions « chansonnières et montmartroises », quitte ses oripeaux poujadistes pour devenir un « théâtre-journal de satire » ; de gauche, s'entend. A partir du mois d'octobre, il proposera même une « carte blanche » aux partis politiques et aux syndicats : la C.f.d.t., le P.s.u. et le P.s. sont sur les listes de prévision... En attendant, et dès ce vendredi 24, le Théâtre de Dix-Heures programme « La démocratie est avancée » de et avec Patrick Font et Philippe Val (à 20 h 30) ; et « Tu crois que c'est mieux ailleurs ? » de et avec Patrick Font, Philippe Val, Marianne Sergent, Alain Scoff, Jacques Canselier et Popaul Castanier (à 22 h 15). La politique en scène entre Pigalle et Blanche, qui l'aurait cru ?



Musique
DOUCEMENT LES BASSES

C'était l'Arlésienne du jazz : le trompettiste-pianiste Bill Dixon n'est jamais beaucoup apparu en public, alors même qu'il jouait un rôle considérable comme théoricien du « free jazz ». Aussi, c'est une vraie surprise de voir Dixon débarquer en Europe pour une série de concerts à Galliera (du 28 septembre au 2 octobre) qui seront l'un des clous du Festival d'automne 1976.

La co-vedette de ces concerts, ce sera Alan Silva, qui œuvra avec Dixon à la petite révolution musicale des années 60. Ce bassiste-violoniste vient d'ailleurs de donner en disque — « Solos et duels », avec Bobby Few et Frank Wright, sur Sun Records 102 — un avant-goût de son suspense rebondissant. Il est vrai que la contrebasse est à l'honneur actuellement. Avec la partie très colorée que Malachi Favors vient d'enregistrer (Black Saint, Soul Posters 0003) en compagnie du pianiste Muhal R. Abrams ; avec aussi le rôle qu'elle joue dans deux des meilleures productions pop de ces derniers mois, le Hot Tuna R.c.a. LSP 4550 et (sur Grunt BFL1-1557) Jefferson Starship.

Les autres points d'orgue du Festival d'automne : la création européenne du « Sirius » de Stockhausen, 4 concerts Steve Reich, le « Zwei-mann Orchester » de Kagel et l'opéra de Robert Wilson-Pilip Glass« Einstein on the beach » qui nous arrive d'Avignon.

BOURGES EN FETE

Depuis un an maintenant, la Maison de la Culture de Bourges a un nouveau directeur. Et ce qu'on n'attendait plus se produit : une vie culturelle



renaît peu à peu au cœur du Berry. On voit même la Maison de la Culture sortir de ses murs et organiser « La Halle en fête » les 28, 29 et 30 septembre. Où il est programmé des musiques et des chants de ce temps ! Bourges se réveille d'une longue léthargie. Et annonce : le groupe Mahjun et François Béranger le 28 septembre, le « H. Music » sur Jimi Hendrix le 29, les Brésiliens Teca et Ricardo et les Chiliens Quilapayun le 30. Le tout à la Halle aux Blés. Miracle à Bourges ?

DANSE A PARIS

De 1963 à 1974, le Festival international de la danse a accueilli 58 troupes de 23 pays. En 1975, sa formule a été transformée pour en faire un « forum » ouvert à une vingtaine de compagnies. Pour sa quatorzième édition, retour à l'ancienne recette : le Festival accueille deux prestigieux ballets américains, le New York City Ballet et la Martha Graham Dance Company. Depuis le 22 septembre, et jusqu'au 10 octobre, le New York City Ballet présente, au Théâtre des Champs-Elysées, cinq programmes dont la chorégraphie est due à Georges Balanchine, qui travailla plus de 30 ans avec Igor Stravinsky. La Martha Graham Dance Company fête ses 50 ans cette année. Elle sera au Théâtre des Champs-Elysées du 19 au 31 octobre.

Poésie
AVEC « L'UNITE » A MONTMARTRE

A l'occasion du centenaire de la naissance de Max Jacob ce sera, ce week-end, la Foire aux poètes à Montmartre. Ces 25 et 26 septembre, les poètes, leurs éditeurs, leurs stands de livres et de disques s'installeront dans le square Suzanne-Buisson, à l'angle de l'avenue Junot et de la rue Girardon, près du Château des Brouillards, à deux pas du Bateau-lavoir. Au stand des Amis de « l'Unité », des poètes de la section des écrivains du P.s. signeront leurs recueils : Henri Heineman, Serge Brindeau, Gérard Legrand, Edouard Waldmann, etc. A ce stand une grande place sera aussi faite à tous les poètes édités par Pierre-Jean Oswald, aux hommes de la « poésie du tiers monde national et étranger ». C'est-à-dire aux Occitans Benedetto et Rouquette, aux Bretons Keineg et Le Menn, à l'Alsacien Weckman, en même temps qu'aux poètes du Chili, de Tchécoslovaquie, du Maghreb et de Scandinavie. Montmartre propose, en somme, un voyage sans frontières à travers la poésie.

Théâtre
NAISSANCE A BOBIGNY

Il y a vingt ans Bobigny n'était qu'une bourgade de quelques milliers d'habitants, sans industrie, couverte d'immenses terrains maraîchers. En 1976 Bobigny est la préfecture de la Seine-Saint-Denis : 40 000 habitants, des « transplantés » pour l'essentiel. La Maison de la Culture 93 y est implantée, mais ses murs n'existent pas encore. Le centre culturel communal et le service culturel municipal s'activent, mais ils sont bien seuls et démunis. La M.c. a une vocation départementale : elle ne peut se consacrer aux besoins culturels de la seule ville de Bobigny. Bref, la ville avait une nécessité urgente: voir sa vie animée par des créateurs.

Ils viennent d'arriver. Ils ont nom Jean-Paul Wenzel et Claudine Fiévet. Ils dirigent le Théâtre Quotidien. Et ils ont un beau projet : partir à la découverte de la cité et écrire un spectacle avec les informations recueillies. Le spectacle (mi-théâtre musical, mi-opérette) rendra compte des désirs et des réactions des Balbyniens, de leur vie et de leurs rêves. Le Théâtre Quotidien entend faire à sa manière, ce qu'Armand Gatti avait si bien réussi à Montbéliard, dans l'empire Peugeot. Jean-Paul Wenzel et Claudine Fiévet parlent d'une « opérette moderne ». De quoi s'agit-il ? « Ce qui nous intéresse, répondent-ils, c'est de reprendre la forme traditionnelle de l'opérette, avec ses scènes chantées et ses scènes parlées, parce que cela nous semble une forme de spectacle éminemment populaire et qu'il serait dommage de la laisser se détériorer par le contenu insipide et bêtifiant de la plupart des réalisations connues. Donc, nous allons reprendre la forme mais pour la transformer ».

Avant le spectacle final, les enquêtes initiales serviront à des « îlots d'animation » : expositions, bandes dessinées, chansons, improvisations, etc. C'est là une certaine manière de rendre la création vivante. La durée de l'expérience sera d'une saison, d'octobre 1976 à octobre 1977. Un calendrier précis a déjà été fixé. De janvier à mars 1977 : enquêtes et contacts dans Bobigny. D'avril à août 1977 : animations dans la ville, écriture et réalisation du spectacle. Septembre, octobre et novembre 1977 : présentation et exploitation de « l'opérette moderne».

L'aventure sera passionnante à suivre. Mais ira-t-elle jusqu'au bout ? Nous voulons dire: la municipalité de Bobigny, affrontée à toutes les difficultés de gestion des villes à l'heure actuelle, pourra-t-elle seule assumer la logistique financière de l'opération ? Si Françoise Giroud, nouveau secrétaire d'Etat à la Culture, refuse son aide, que se passera-t-il ? A l'heure actuelle, elle n'a évidemment fait aucune promesse.

Un enfant est né à Bobigny. Pourra-t-il grandir ?

J.-P. L.

Télévision
MARIANNE DANS UN MOUCHOIR

Il était une fois une pauvre orpheline que sa condition destinait au couvent. Mais allez donc servir Dieu avec une gorge pigeonnante et des yeux d'anthracite ! A l'approche de la belle, les barbons tirent la langue, les jeunes abbés papillonnent et les douairières rappellent leurs héritiers. Il faut à notre héroïne une rude vertu pour rester dans le droit chemin, celui qui, longeant les précipices, conduit à la fortune et à l'amour. Oui, dans cet ordre, le cœur passe après les rentes et les princes charmants n'épousent que des bergères cousues d'or. Ainsi résumée, « La vie de Marianne » de Marivaux (sur T.f.1, chaque jeudi à 20 h 30) risque de surprendre par son cynisme.

C'est compter sans la ruse de Pierre Cardinal, l'excellent adaptateur de Stendhal et de Mauriac. Chaussé d'escarpins vernis, il s'aventure d'un pas alerte dans les bourbiers du grand monde. Sa lucidité lui permet de lire sous les masques au lieu de les arracher. Patience, d'autres s'en chargeront, la Révolution se prépare en coulisse et les privilégiés, sentant leur fin venir, mettent les bouchées doubles. Tandis qu'ils noyent leur angoisse dans le libertinage, Marianne pleure, s'évanouit, perd ses illusions, mais pas la tête, jamais la tête, ce qui lui vaut « d'arriver dans un mouchoir » (comme on dit au P.m.u.), après en avoir trempé beaucoup. Cette victoire, que le roman inachevé de Marivaux n'avait pas prévue, frappe par sa logique. Tous les téléspectateurs en conviendront : il y a de l'alternance dans l'air.

GABRIELLE ROLIN

MAREK HALTER: UN «FOU» DE LA PAIX

Boy-scout, agent secret, fou, utopiste, Marek Halter a connu tous ces reproches et toutes ces accusations pendant les neuf années où il s'est efforcé, avec sa femme Clara et un petit groupe d'amis, d'être un pélerin de la paix entre Israël et les Arabes.

Peintre apprécié, il montre qu'il est aussi un écrivain de qualité en publiant aujourd'hui « Le fou et les rois » (Albin Michel) un livre en forme de « Mémoires » qui fait déjà grand bruit, car il constitue un témoignage authentique sur un sujet toujours brûlant. Marek Halter répond ici aux questions de Claude Estier.

« L'UNITE » : Marek Halter, nous nous connaissons depuis de longues années, nous avons défendu les mêmes idées, partagé les mêmes combats pour la paix au Proche-Orient. Pourtant, c'est seulement en lisant ton livre que j'ai compris combien ton enfance avait été décisive dans l'acharnement que tu as mis plus tard pour contribuer à réconcilier les Juifs et les Arabes.

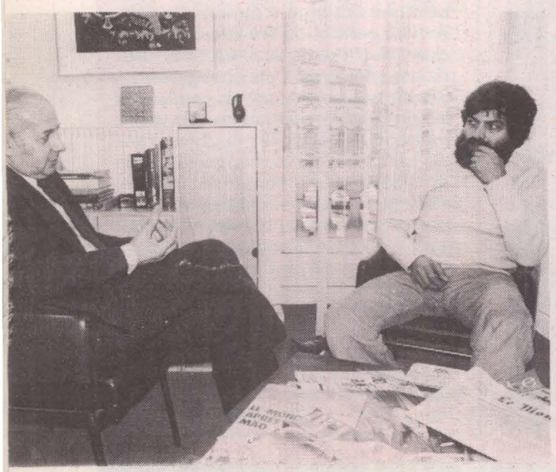
MAREK HALTER : C'est vrai. Je n'en ai jamais parlé au moment où nous avons essayé de créer ce dialogue entre les Palestiniens et les Israéliens, entre la gauche arabe et les Israéliens, car il fallait, bon gré mal gré, que je fasse de la tactique. A partir du moment où on se découvre, où on raconte son enfance, on devient suspect du point de vue politique. Cela pousse chacun de nous à se censurer pour paraître comme les autres voudraient qu'on soit. Alors, cette fois j'ai décidé de m'expliquer, de raconter pourquoi j'ai fait ce que j'ai fait, sans être, comme on m'en a accusé tour à tour, un agent d'Israël, ou de la C.i.a. ou du N.k.v.d. ou même de Yasser Arafat. Je suis donc reparti de mon enfance pour tenter de faire comprendre ce qui m'a poussé à courir du Caire à Jérusalem, de Jérusalem à Beyrouth. Et c'est vrai que cette enfance m'a marqué. Je suis né juif, peu de temps avant la guerre, en Pologne, c'est-à-dire au moment culminant de la barbarie moderne qui a influencé largement l'Histoire contemporaine. Car, qu'on le veuille ou non, certains événements sanglants qui se sont produits ces dernières années en Afrique, en Asie ou en Amérique latine n'auraient peut-être pas eu lieu si le nazisme n'avait, en fait, habitué les peuples à l'idée des massacres collectifs. Enfant, dans le ghetto de Varsovie, je me suis trouvé propulsé dans cette Histoire violente et j'ai dû dès ce moment prendre des décisions graves. C'est pourquoi je raconte dans mon livre la fuite du ghetto, à travers les lignes entre les armées russes et allemandes, puis comment je me suis retrouvé à Moscou et enfin en Ouzbekistan, à la frontière afghane. Ce sentiment d'être un gosse impuissant face à une histoire sanguinaire m'a profondément marqué. Et je me disais : quand je serai plus grand, quand j'aurai les moyens d'agir, je ferai ce que je pourrai pour lutter contre le fascisme, la discrimination, l'injustice entre les peuples. Cela a déterminé à la fois mes options politiques et artistiques et l'ensemble des choix de ma vie.

J'ai publié mon premier article aussitôt après la guerre dans un journal de jeunes en Ouzbekistan, puisque j'étais un des dirigeants des pionniers de cette République et qu'à ce titre, par exemple, j'avais remis des fleurs à Staline, le jour de la victoire en 1945. Dans cet article, je disais qu'il fallait aider les Juifs à avoir un Etat en Palestine. Et puisqu'il y avait — là-bas — un autre peuple, il fallait que cet Etat soit bi-national et socialiste. Je pensais que cet idéal du socialisme pour lequel beaucoup de Juifs avaient lutté, pénétrerait ainsi dans le monde arabe. En fait, j'ai été aussitôt exclu de l'organisation des pionniers, anéanti politiquement. Je me suis retrouvé avec les voyous dans les rues de Kokand, près de Tachkent. Deux ans plus tard, je suis rentré en Pologne. On a oublié qu'à cette époque les pays du bloc soviétique aidaient les Juifs qui luttaient en Palestine contre l'impérialisme anglais.On m'envoie donc à 14 ans dans un camp d'entraînement à la guérilla urbaine. J'arrive en France en 1949 où je participe à la manifestation de la jeunesse communiste le 1er mai. Notre groupe crie « vive la Palestine juive et socialiste », ce qui nous vaut les félicitations de Maurice Thorez et de Marcel Cachin.

Quelques années plus tard, toutes les données politiques sont modifiées mais moi je continue dans la même ligne : une patrie pour les Juifs, une patrie pour les Palestiniens et la lutte pour le socialisme partout dans le monde. Mais comme l'Histoire a changé, je deviens soudain suspect auprès de ceux qui me soutenaient auparavant. Je suis peintre, je cherche à l'exprimer par ma peinture, par les couleurs, les formes. Et sur le plan humain, j'essaie d'être présent partout où on lutte pour la justice, toujours motivé par mon enfance.

Je dois ajouter un autre point : quand je suis venu en France, quand je suis allé plus tard à New York, à Buenos-Aires, j'ai rencontré des gens pour qui j'avais beaucoup d'estime et de respect et qui me racontaient qu'en 1942, 1943, ils allaient au cinéma. Cela m'a beaucoup frappé : au moment où les nazis gazaient les Juifs, occupaient quasiment toute l'Europe, massacraient des millions d'êtres humains, des gens pouvaient aller tranquillement au cinéma. Bien sûr, je ne dis pas qu'ils devaient s'arrêter de vivre mais comment était-il possible que ces massacres n'aient pas davantage mobilisé tous ces gens et ne les aient pas empêchés de jouir de la vie quotidienne ?

C'est à partir de là que j'ai essayé — et on m'a accusé alors de « boyscoutisme » — de mobiliser tous ceux qui ont quelque chose à dire, qui disposent de moyens d'expression, pour tenter de trouver une solution à ce conflit israélo-arabe qui est peut-être le plus complexe, qui représente la tragédie au sens



hégelien dans la mesure où il oppose deux justices au sens absolu. Il est facile de s'engager quand il y a un méchant contre un gentil. Tandis que là, tous les deux sont gentils, tous les deux sont méchants et tous les deux ont le droit de vivre. Beaucoup de gens ont répondu favorablement et c'est ainsi qu'est né en 1967 le Comité international de la gauche pour la paix au Proche-Orient qui a lancé l'idée d'un dialogue à partir d'une prise de conscience des intérêts communs des Juifs et des Arabes. Nous étions les premiers à dire qu'il n'était pas contradictoire de vouloir préserver l'existence de l'Etat d'Israël et de soutenir la lutte des Palestiniens pour leur indépendance nationale.

En 1969, alors que je venais de vendre quelques tableaux à un collectionneur américain, j'ai utilisé cet argent pour convoquer une conférence internationale à Paris. C'était un peu naïf mais nous avons pu faire naître ainsi un Comité international avec des gens aussi différents que Gunther Grass, Marcuse, Noam Chomsky, plus tard Salvador Allende, des représentants des partis politiques de gauche qui ont accepté de soutenir notre action. J'avais carte blanche de la part d'une centaine de personnalités du monde entier. Et c'est ainsi qu'a commencé cette aventure du Comité et de la revue « Eléments ».

— C'est alors que, suivant ton expression, tu te mets à courir partout, en Israël, dans les pays arabes. Tu rencontres un grand nombre de dirigeants. Parmi ceux-ci Golda Meier pour laquelle tu sembles avoir un faible.

— Effectivement mais il faut expliquer cela. D'abord, lorsque commence une action comme la nôtre, elle est tout à fait différente des actions bien déterminées, élaborées par des Etats, des gouvernements et qui vont dans le sens de telle ou telle tactique politique. Nous nous présentions comme des individus et nous avons établi des rapports d'amitié avec des gens. Cela ne veut pas dire que nous étions d'accord avec eux. Par exemple, je me souviens que ma femme Clara et moi nous avons pleuré en apprenant la mort de Galafany, dirigeant du Front populaire palestinien. Il représentait pourtant la tendance la plus intransigeante de la résistance palestinienne et nous n'étions pas d'accord avec lui puisque nous voulions sauvegarder l'existence d'Israël.

J'ai donc établi des relations d'amitié avec plusieurs dirigeants arabes et, du côté israélien, avec des gens aussi différents que des représentants de l'opposition de gauche ou certains membres du gouvernement comme Golda Meier.

Pour Golda Meier, il y a aussi un élément tout à fait spécifique et personnel. Pour moi, elle représentait un peu ces Juifs que j'ai connus dans ma famille, préoccupés à la fois par le destin juif et par certaines idées d'un socialisme très populiste qui leur vient de tout le mouvement populiste russe. Nous avions aussi en commun la langue, ma langue natale, le yiddish que très peu de gens, en tout cas très peu de jeunes, parlent aujourd'hui et dans laquelle j'ai été éduqué. Mes discussions avec Golda Meier étaient souvent très orageuses car nous n'étions pas d'accord sur grand-chose sauf peut-être sur une confiance réciproque. C'était un peu le rapport d'une grand-mère avec son petit fils rebelle. Et c'est peut-être ce qui m'a permis d'obtenir d'elle un feu vert pour aller rencontrer des Egyptiens. Elle savait que sur le problème fondamental de l'existence d'Israël, elle pouvait avoir confiance en moi. Elle savait que j'avais des amis palestiniens. Elle mettait en doute leur volonté de vivre en paix avec Israël mais elle ne mettait pas en doute ma parole quand je lui disais que certains d'entre eux voulaient parvenir à ce but.



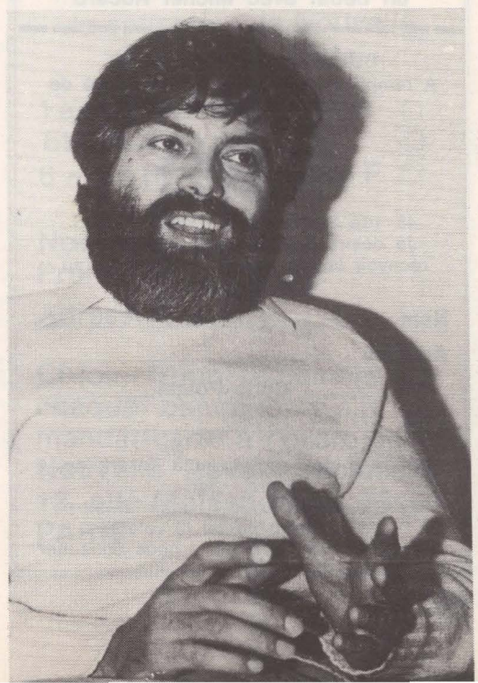


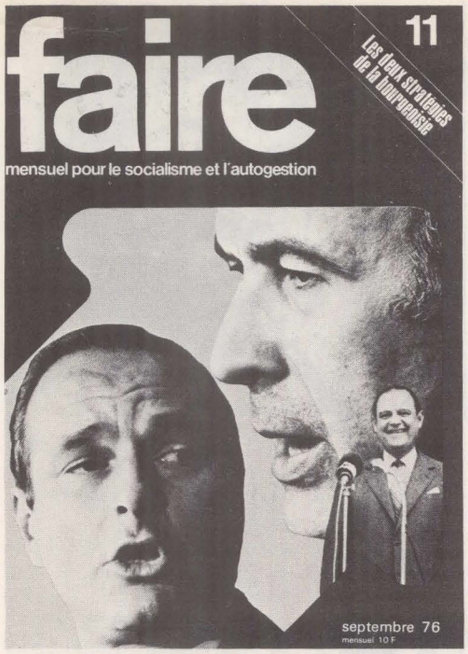
Marek Halter avec Golda Meier.

— En 1964 et en 1965, lors d'un long séjour en Egypte et de deux rencontres avec Nasser j'avais eu le sentiment que celui-ci, qui était alors au faîte de sa puissance dans le monde arabe, était désireux, sans jamais le formuler ouvertement, de trouver les conditions d'un dialogue avec Israël. Ne crois-tu pas qu'une occasion a alors été perdue qui aurait pu faire tourner l'Histoire autrement ?

— Il est très difficile de savoir ce qu'aurait pu être l'Histoire qui n'a pas été. Mais c'est vrai que des occasions ont été perdues et cela a été pendant longtemps une de mes critiques à l'égard du gouvernement israélien. Il y avait certainement de la part de Nasser une volonté d'aboutir à une sorte de consensus avec Israël. Je pense que du côté israélien, avant la guerre des Six jours, des gens comme Moshé Sharett ou Ygal Allon avaient le même désir. Mais si, en fin de compte, les « faucons» ont pu l'emporter sur les « colombes », c'est, je crois, par manque de confiance. Nous avons essayé pour notre part de dissiper cette méfiance. Mais Golda

→





faire

mensuel pour le socialisme et l'autogestion

Il y a une question que des millions de Français se posent et que vous vous posez vous-mêmes: que se passera-t-il en France si la gauche vient au pouvoir ? Pour avoir une idée précise des véritables problèmes à résoudre, il faut lire « Faire » qui commence, dans son numéro de septembre, la publication d'une série de dossiers et d'études sur les différents scénarios auxquels la gauche doit se préparer.

Premier dossier :
La gauche et l'administration
Première étude :
Que ferons-nous des Empires de Presse ?
Dans le même numéro :
un débat avec Michel Rocard

BULLETIN D'ABONNEMENT
A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne - 75002 PARIS
Je désire m'abonner à « Faire » et recevoir les 12 prochains numéros au prix de 100 F

Nom _____

Adresse _____

_____ **Code Postal** _____

Ville _____

Ci-joint mon règlement à l'ordre de « Faire » par :
☐ chèque bancaire ☐ mandat-lettre
☐ virement postal (3 volets)
Abonnement à l'étranger : nous consulter

Livres

D'ABORD L'INDIVIDU

De quelques livres parus récemment sur le socialisme, ce qui les unit, c'est d'abord que leurs auteurs sont des socialistes français, militants engagés dans les luttes politiques poursuivies depuis la Deuxième Guerre mondiale et partiellement dégagés de ces luttes par les circonstances. Non pas qu'ils soient devenus des spectateurs : ils ont moins de responsabilités directes qu'ils n'en eurent, rien de plus, rien de moins. Et là encore, le temps ainsi libéré est propice à la réflexion. Le renouveau de la réflexion, après quelques dizaines d'années de sécheresse dans ce domaine, correspond bien au renouveau général du socialisme. Il convient de le noter, d'autant plus que le choix apparaîtra alors moins arbitraire, les sujets traités et retenus se plaçant de façon cohérente, même lorsqu'on en discute les réponses, au centre des préoccupations socialistes.

Robert Verdier a tenté de présenter un tableau des relations entre communistes et socialistes en France depuis 1920 (1). « Ni un travail de recherche ni un exposé doctrinal », précise l'avant-propos. Une information en somme, c'est-à-dire un genre que le journaliste — et l'historien — scrupuleux, formé à l'école de Blum, qu'est l'ancien directeur politique du « Populaire », connaît et pratique bien. Il fallait être maître de sa plume pour dominer une longue déchirure, qui constitue une des pièces maîtresses de la politique française depuis cinquante ans. Il fallait surtout être capable de ne se montrer que le partisan des faits et non pas de l'interprétation que peuvent encore en donner les partis et les hommes concernés. Il fallait enfin, tout en refusant le manuel d'Histoire, posséder la rigueur historique suffisante pour se refuser à l'erreur par omission, qui, dans le récit d'événements aussi passionnels, est le plus sûr moyen de pratiquer la fausse objectivité.

Livre utile, donc, parce que réussi, dans le cadre de l'objectif qui était celui de son auteur. A partir de cette réussite, l'utilité originelle, celle du sujet, reprend alors toute sa valeur : les relations entre les socialistes et les communistes français sont un des sujets les plus intéressants non seulement pour le mouvement ouvrier de notre pays, mais également pour le socialisme international. Le dire — et cette précaution s'expliquera plus loin — n'est pas faire preuve de prétention à l'égard de tout ce qui vient de France ou d'Europe occidentale. C'est simplement constater un fait : la France est le seul pays dans lequel ont pu cœxister de façon continue et non clandestine — à l'exception des quatre ans d'occupation étrangère — un Parti socialiste et un Parti communiste suffisamment puissants pour que chacun des deux partis ne puisse jamais considérer l'autre comme une force avec laquelle il ne fallait pas compter.

Cette situation originale a sans doute appris à vivre ensemble. Elle a aussi obligé à un effort de réflexion qui a dépassé le niveau de la pratique, puisqu'il fallait non seulement cohabiter dans le combat contre l'adversaire commun et dans la conquête des forces populaires, mais encore se demander comment on pourrait gouverner ensemble, sur quels objectifs immédiats et avec quelle finalité.

Verdier a donc présenté la photographie de cinquante années laborieuses. Il ne pouvait donc y avoir de conclusion à un tel projet. Au mieux, des interrogations et une espérance, liées au constat de ce qui a changé en France et dans le reste du monde. Car la nécessité n'est pas uniquement la conséquence d'obligations apparentes : elle dépend aussi de faits plus subtils et tout autant contraignants qui sont ceux d'une évolution ne relevant pas, au niveau de la courte Histoire des hommes, du hasard. La nouvelle étape d'un possible pouvoir commun n'a été rendue possible que par la rencontre de ces obligations et de ces faits, du présent et du passé, de la volonté de la gauche nationale et de celle qui lui vient de l'évolution du monde. A tous les points de vue, le mélange est explosif et n'a pas fini de l'être.

Pour quoi faire ? Toujours à partir de l'expérience, Daniel Mayer tente à son tour d'apporter une réponse (2). L'ancien secrétaire général de la S.f.i.o. clandestine et l'ancien président de la Ligue des droits de l'Homme se rencontrent alors avec un des militants les plus attachés à la pensée de Léon Blum. Il n'est pas jusqu'au titre

ENTRETIEN AVEC MAREK HALTER

→

Meier me disait toujours : « Si nous signons quelque chose, quelles sont les garanties ? Et qui garantira les garanties ?» Et ainsi de suite. Il fallait faire une brèche dans ce mur de méfiance qui séparait ces deux nations. Je raconte dans mon livre les rencontres que nous avons essayé d'organiser à des niveaux élevés. Mais une série d'événements nous a empêché d'aboutir, puis la mort subite de Nasser a mis fin à ces tentatives de dialogue.

— Venons-en à la période actuelle. Certains commentateurs ont déjà présenté ton livre comme s'il s'agissait de « Mémoires» ou du bilan d'une action terminée. Je ne crois pas que cela soit le cas. Mais, une fois de plus, toutes les données ont changé au Proche-Orient. Les tragiques événements du Liban ont établi de nouveaux rapports de forces dans le monde arabe. Comment vois-tu aujourd'hui l'avenir de la résistance palestinienne et l'établissement d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël dont nous voulons tous préserver l'existence et la survie ?

— C'est une double question. Pour ce qui est de notre action, je n'ai pas renoncé mais il me fallait un moment de réflexion pour faire un bilan de 9 ans d'activité au profit de la paix au Proche-Orient et pour savoir si cette forme d'action est toujours valable après tous les changements qui se sont produits. Ecrire ce livre était donc pour moi la meilleure façon de réfléchir sur moi-même et peut-être de trouver un moyen plus approprié d'être utile.

Quant à ce qui se passe aujourd'hui au Liban, c'est effectivement terrible. On peut dire que la résistance palestinienne n'a pas tenu compte de l'autocritique qu'elle avait faite après « Septembre noir » et qu'elle a continué à commettre les mêmes erreurs. Mais, disant cela, on ne résout pas le problème. Pourtant, au risque de scandaliser certains amis, je pense qu'on est plus près



Robert Verdier, Léon Blum et Daniel Mayer.

de l'ouvrage pour le dire. « Socialisme : le droit de l'homme au bonheur ». On voit bien la critique possible alors que la mode est souvent à un réalisme qui, pour ne pas être dupe des générosités, ne se prive pas du cynisme. Ces critiques-là sont sans intérêt, car ce sont les idées et les utopies qui ont fait marcher le monde, y compris lorsqu'elles furent broyées par la force. Et j'imagine que Daniel Mayer, parmis les « quelques références » données en fin de son livre, a attaché un peu plus d'importance à deux phrases. L'une est de Marx : « Mais un but qui a besoin de moyens injustes n'est pas un but juste ». Ensuite, à propos de la liberté de la presse et de la censure, elle garde toute sa valeur sur le sujet et, en outre, a acquis une valeur générale. L'autre est de Jaurès : « Le progrès humain se mesure à la condescendance des sages pour les rêveries des fous et l'humanité aura accompli son destin lorsque toute sa folie aura pris la figure de la sagesse ».

Serait-ce l'idéalisme, ce pelé, ce galeux ? L'illusion « social-démocrate » qui ne peut sombrer que dans l'opportunisme en mêlant à un discours généreux une pratique opportuniste ? Le fait de connaître les périls du verbe, de les dénoncer et de les combattre conduit aussi aux pratiques opportunistes. Les cinquante années rappelées par Verdier sont là pour le dire. Certes, que le résultat soit le même ne justifie pas la première attitude. Mais elle donne à réfléchir sur l'autre et laisse penser qu'il conviendrait d'être modeste sur les solutions de remplacement. Il a été possible de se gausser sur les droits de la personne humaine affirmés alors que la politique quotidienne « social-démocrate » conduisait à une complicité à l'égard de ceux qui remettraient en cause ces droits. Malheureusement, ceux qui se gaussaient oubliaient de balayer devant leur porte.

Car le débat de fond que reprend Daniel Mayer n'est pas celui de la définition d'un nouveau droit de l'homme, le droit au bonheur, mais celui de la place de l'individu dans la société. Qui prime, l'individu ou la société ? De ce débat-là, personne n'est encore sorti. La réponse du socialisme à la française tel que Jaurès et Blum l'ont donnée, est clair : d'abord l'individu. Réponse contestée et, par conséquent, contestable. D'abord, parce que c'est bien au nom des droits de l'individu que la société capitaliste a justifié tous ses excès. Ensuite, parce que « l'épanouissement » de l'individu suppose la mise en marche de mécanismes de société qui diffèrent selon le degré de développement de chaque collectivité humaine. Il ne s'agit pas de prêter à Daniel Mayer une réflexion aussi schématique que celle que je viens de présenter et qui est inévitable dans le cadre d'un article inévitablement court. Disons seulement que son livre exprime une démarche profondément consciente du rôle oppressif des structures sociales et répondant à ce constat par l'affirmation éclatante des droits de l'individu.

GEORGES FRAMERIES

---

1) Robert Verdier : « P.s.-P.c. : une lutte pour l'entente » (Seghers).
2) Daniel Mayer : « Socialisme : le droit de l'homme au bonheur » (Flammarion), collection La Rose au poing.

d'une solution qu'on ne l'a jamais été. Malgré les massacres au Liban, malgré les milliers de morts. Car ce qui se passe aujourd'hui devrait enfin obliger les dirigeants de la résistance palestinienne à changer leur tactique, leurs options et les buts de leur lutte. Il me semble qu'il existe à l'heure actuelle un plan, accepté par les deux grandes puissances, pour une Fédération des Etats arabes au nord d'Israël, qui réunirait quatre Etats, la Syrie, le Liban, avec peut-être l'autonomie interne pour chacune des deux communautés, la Jordanie et l'Etat palestinien. Les responsables de cette fédération pourraient discuter des accords de paix avec Israël et, dans l'avenir, cette Fédération pourrait s'agrandir et prendre la forme d'une sorte de Marché commun auquel Israël pourrait participer. Aux yeux de beaucoup, cette solution paraît utopique ou boiteuse. Je pense, au contraire, que si elle prenait corps, si naissait ainsi une entité palestinienne, si les Israéliens pouvaient être convaincus qu'ils peuvent vivre en paix avec cet Etat palestinien, un grand pas serait franchi et tout deviendrait possible. On aurait enfin dépassé cette guerre fratricide dans laquelle ce ne sont pas les bourgeois qui meurent mais des ouvriers et des paysans.

— Pour cette idée-là, es-tu prêt à reprendre ton bâton de pélerin ?

— Je me suis arrêté pour écrire ce livre, mais je reste impatient. Je suis peintre. Le peintre commence un tableau et le finit. Il voit naître le tableau sous sa main. C'est très différent des hommes politiques ou des militants qui luttent pour des idées qui se réalisent un siècle après. Je voudrais que mes idées se réalisent vite. Et je sais que si un jour je reçois de mes amis israéliens et palestiniens de nouveaux encouragements à tenter de nouer un dialogue, je reprendrai aussitôt la route.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CLAUDE ESTIER

la nouvelle revue
socialiste

Directeur politique : François Mitterrand
Directeur pol. adjoint : Lionel Jospin
Rédacteur en chef : Maurice Benassayag

N° 21

Dossier travail

(Prix 12 F)

avec des articles de Jean-Paul Bachy, François Séguier, Daniel Nebenhaus, Lucien Chavreau (C.g.t.), Robert Bono (C.f.d.t.), Antoine Laval (F.o.).

Après le colloque « L'Union de la gauche 1958-1976 » L'Iser a organisé « Les socialistes et le débat idéologique » La N.R.S. édite ces deux colloques en deux numéros hors série. Abonnez-vous dès aujourd'hui pour les recevoir. Prix du numéro : 15 F.

ABONNEMENT

Je souscris à la Nouvelle Revue Socialiste

1 an (10 numéros) **100 F** ☐
Etudiant **85 F** ☐
6 mois (5 numéros) **50 F** ☐

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire, c.c.p. ou mandat-carte à l'ordre de **la Nouvelle Revue Socialiste, 12, cité Malesherbes, 75009 PARIS.**

Nos lecteurs ont la parole

LES NON-VOYANTS

« Je viens vous dire ma satisfaction de trouver dans « l'Unité » une place accordée aux immigrés, aux plus défavorisés, aux handicapés. J'ai notamment été heureux de lire dans le dernier numéro du journal un petit article concernant l'information politique et culturelle des non-voyants.

En espérant que « l'Unité » continuera sur sa lancée pour ne pas négliger les problèmes des plus démunis... »

(Joseph COJAN, 77360 Vaires-sur-Marne).

L'ASTUCE GISCARDIENNE

« De votre article intitulé « Une pluie de promesses » (n° 215) je retiens trois réponses aux questions que je me posais :

1) les conséquences de la sécheresse sont réelles ;

2) le Parti socialiste et la gauche en général désapprouvent la solidarité nationale proposée ;

3) l'auteur de l'article, en dénonçant les aberrations gouvernementales, s'attendait-il à autre chose et espérait-il que la droite giscardienne, renonçant à son support « le libéralisme commercial », s'engagerait vers le socialisme ?

Deux catégories de salariés risquent de voir leurs rapports se « brouiller » : ceux qui paieront (peut-être) un impôt supplémentaire et ceux qui ne le paieront pas (sûrement), ces derniers étant dans une certaine mesure satisfaits que de plus « riches » qu'eux paient la « sécheresse ». L'astuce giscardienne (au nom de l'égalité et de la justice) étant alors « de récupérer » par cette non-imposition une partie de ceux qui paient moins de 3 000 F d'impôts (ils sont si nombreux). Sinon, pourquoi cette générosité inhabituelle ? »

(C.T., 78340 Clayes-sous-Bois).

TUEURS A GAGES

« J'adresse cette lettre à la rédaction de « l'Unité » et en particulier à Jean-Paul Liégeois qui a recueilli l'interview de René-Victor Pilhes. Je n'ai lu ni « L'imprécateur » ni « La bête », mais je partage absolument les craintes de Pilhes. J'y ai été conduit par la lecture de deux livres, « Les barbouzes » et « Le caïd ». Ces deux ouvrages nous renseignent sur le parfait équipement militaire (armes, transmissions, logistique) et le parfait entraînement, à toutes les sortes de combat, d'équipes d'hommes de main sans scrupules, véritables tueurs à gages exécutant dans l'ombre les basses besognes du Pouvoir, dans une collusion avec certains membres de la police et la certitude de l'impunité.

Je voudrais donc joindre mes exhortations à celles de Pilhes pour qu'en cas de victoire de la gauche en 1978 les militants et hommes de gouvernement songent à se protéger de la liquidation physique et à protéger d'un coup de main des forces réactionnaires tous les services nationaux ou administratifs (Parlement, télévision et radio, grands ministères, préfecture de police, banques, etc.).

Je ne vous demande évidemment pas de révéler vos projets et vos moyens, mais je vous adjure de défendre votre peau et celle du socialisme, en pensant que la vulgarité de cette expression soulignera mieux l'existence du péril. »

(Camille BORDEAU - 37210 Vouvray)

L'APPEL AUX GAULLISTES

L'appel lancé il y a quelques semaines par Jean-Pierre Chevènement en direction des gaullistes a suscité diverses prises de position dans votre parti. Votre revue s'en est faite l'écho. C'est à l'opinion de Lionel Jospin que je viens ici répondre...

Lionel Jospin a accusé Jean-Pierre Chevènement de « tomber à droite » en critiquant son appel aux gaullistes, par l'intermédiaire de la revue « L'Appel ». En fait, Chevènement exprime un souci qu'il a en commun avec le Pc.f. : celui de préserver à notre peuple sa souveraineté face à un environnement international hostile à l'union de la gauche.

Or, il se trouve que pour des raisons diverses une certaine « bourgeoisie nationale » qui se reconnaît dans le gaullisme — et dont l'électorat est populaire — rejoint cette préoccupation en tentant de préserver ses intérêts contre les ingérences des impérialismes américain et ouest-allemand.

Il y a là une « alliance objective » qu'il importe de prendre en compte.

A partir d'une réflexion scientifique sur ce que représente le « nouveau gaullisme » aujourd'hui, le vrai débat doit porter sur la nécessité, soit d'une « alliance objective conflictuelle » du gaullisme et de la gauche, soit sur la nécessité d'une large union, quelle que soit sa dénomination.

L.-A. GIRAULT de COURSAC
président de l'Institut de politique étrangère.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

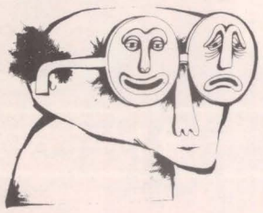
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Au risque de vous plaire



Spectacles

POUR PRENDRE DATE

Retenez dès maintenant ces dates : elles constitueront sans doute les meilleurs moments de la saison de variétés et de chansons qui s'ouvre.

OU ALLER ?

* Les Blancs Manteaux : Depuis le 15 septembre, le jeune chanteur Patrick Abrial. A partir du 16 octobre, le mime Jean Bois.

* La Cour des miracles : Pierre et Marc Jolivet jusqu'à jeudi prochain ; Catherine Sauvage du 8 au 30 octobre ; Henri Tachan du 2 au 20 novembre ; Roger Siffer du 22 novembre au 12 décembre ; un nouveau spectacle d'Avron et Evrard, « La flemme », du 15 novembre au 15 janvier.

* Au Stadium (68 avenue d'Ivry, Paris 13e) : Claude Nougaro inaugure la salle les 30 septembre, 1er et 2 octobre. Ensuite : Eddy Mitchell le 12 octobre, Herbert Pagani le 19 octobre, Alan Stivell le 2 novembre, Dick Annegarn et Anne Sylvestre le 9 novembre, Félix Leclerc, Pauline Julien et Raymond Levesque le 16 novembre, Joan-Pau Verdier et Catherine Ribeiro le 23 novembre, Una Ramos et Malicorne le 30 novembre, Serge Reggiani le 14 décembre, Memphis Slim et Stars of Faith of Nativity le 21 décembre.

* A la Vieille Grille (rue du Puits-de-l'Hermite, 5e) : le groupe Kolinda du 4 au 10 octobre.

OU SONT-ILS ?
QUE FONT-ILS ?

* Guy Bedos : son nouveau spectacle démarre, avec 7 nouveaux sketches, le 16 novembre au Théâtre de la Renaissance.

* Bernard Haller : au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis du 7 au 19 décembre, au Théâtre de Boulogne-Billancourt du 21 au 29 janvier.

* Pauline Julien : elle chantera avec Félix Leclerc au Stadium de Paris le 16 novembre et à Bordeaux le 12 novembre. Elle chantera seule également : à Malakoff le 22 octobre, à Bruxelles le 27, à Montbéliard le 29, à Marseille du 3 au 6 novembre, à Yerres le 13, en Belgique du 17 au 21, à Villepreux le 26 et Fontenay-le-Fleury le 27.

* Julos Beaucarne : A Soignies le 1er octobre, Saint-Mard le 29 et Welkenrdedt le 30 ; à Niort le 10 novembre et Rixensardt le 26 ; à Courcelles le 3 décembre, Arlon le 4, Tournai les 6 et 7, Wavre le 8, Mousceron le 9, Soumagne le 10, Seraing le 11, Pontacelle le 12, Mulhouse le 16, Sedan le 17 et Jamioulx le 19.

* Bernard Lavilliers : son passage au Théâtre de la Ville sera précédé par la sortie d'un nouveau disque chez Barclay, « Les Barbares ».

* Félix Leclerc : Outre son passage à Paris le 16 novembre (voir Stadium), il chantera le 5 novembre à Roubaix, le 6 à Elbeuf, le 7 à Choisy-le-Roi, le 8 à Tours, le 9 à Saint-Ouen, le 10 au Vésinet, le 12 à Bordeaux, le 13 à Coulommiers, le 15 à Quimper, le 17 à Noyon, le 18 et 19 en Belgique, le 20 à Longwy, le 22 à Dijon, le 23 à Montbéliard, le 24 au Creusot, le 25 à Tournon, le 26 à Villefranche-sur-Saône, le 27 à Aix-les-Bains, le 28 à Luchon et le 30 à Clayes-sous-Bois.

* Kolinda : ce groupe bulgare de folk « progressif » risque d'être un choc — agréable — pour le public français. Il sera à la Maison de la Radio (entrée libre) le 3 octobre, à Bagnolet le 12, Tours le 14, Orléans le 15, Lyon le 20, Audincourt le 22, Mulhouse le 27, Bar-le-Duc le 29 ; à Metz les 5, 6 et 7 novembre, à Houilles le 13 et au Havre le 17.

* Claire : Elle vient de sortir un beau 33 tours, « Elle dit » (voir la critique dans notre dernier numéro). Elle part en tournée : elle chante à Rodez ce 23 septembre et à Albi le 24. Elle sera à Paris, à « La Tanière » (46, rue de la Glacière, 13e), les 7, 8 et 9 octobre. Elle chantera à Lyon, à la M.j.c. des Etats-Unis, les 26, 27, 28, 29 et 30 octobre.

* Anne Sylvestre : A Palaiseau le 2 novembre, Orsay le 5, Colombes le 8 et au Stadium le 9. Ensuite elle enregistre un nouveau 33 tours pour enfants : « Les nouvelles fabulettes ».



Télévision

VENDREDI 24 SEPTEMBRE

Au magazine Vendredi : la médecine générale, quelle qualité ? (20 h 30, F.r.3) et, parallèlement, les auteurs de livres sur la médecine à Apostrophes (21 h 30, A2).

« Scènes de chasse en Bavière » : voir ci-dessous (22 h 45, A2).

EBAUCHE POUR UN PORTRAIT

Ce sera l'émission politique vedette de la télévision cette semaine : jeudi prochain 30 septembre à 21 h 20 (T.f. 1), « Esquisse d'une ébauche ». C'est-à-dire un portrait d'une heure de François Mitterrand pour lequel Jean-Claude Héberlé a suivi le Premier secrétaire chez lui à Paris, à Latche, à Chateau-Chinon, au siège du P.S., mais aussi à la fête de la Bastille, au congrès de Dijon, en Hongrie, à Florence...

SAMEDI 25

De la variété non conformiste : Bernard Haller chez Michel Lancelot (C'est pour rire, 17 h 10, A2), Patrick Font, Philippe Val et Wolinski chez Audouin et Sangla (Drôle de baraque, 22 h 45, A2).

« Cavalliera rusticana » de Mascagni mis en scène par Strehler et dirigé par Karajan avec l'orchestre de la Scala de Milan (20 h 30, F.r.3).

DIMANCHE 26

Un peu académique, mais merveilleusement interprétée (Merle Oberon, Laurence Olivier, David Niven), l'adaptation par William Wyler des « Hauts de Hurlevent » (20 h 30, T.f.1).

« Réfugié provenant d'Allemagne, apatride d'origine polonaise » : le jeu entre passé et présent - réalisé par Robert Bober (22 h 30, T.f.1).

Annie Girardot et le cruel humour noir de Marco Ferrari : « Le mari de la femme à barbe » (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 27

Débat attendu : « Peut-on prévoir les tremblements de terre ? », après un film-catastrophe, « La submersion du Japon » (20 h 30, A2).

Comédie à la française, « Le viager » de Pierre Tchernia (20 h 30, F.r.3).

« L'école normale », une série d'entretiens de Bernard Pingaud avec Brice Parain (23 h 35, France-Culture).

MARDI 28

Tribune libre : le Grand Orient de France (19 h 40, F.r.3).

Alain Delon en super-commissaire dans « Un flic » de Jean-Pierre Melville, puis un débat sur la police (20 h 30, A2).

« La modernité », début d'une nouvelle série de Jacques Laurent et Jean Aurel, Le sens de l'Histoire (22 h 30, T.f.1).

MERCREDI 29

Tribune libre : la C.g.t. (19 h 40, F.r.3).

« Klute », un « policier » américain d'Alan Pakula bourré d'intentions politiques (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 30

La harpiste Lily Laskine au centre du Grand Echiquier (20 h 30, A2).

Le grand cinéaste américain Vincente Minnelli a adapté — de loin — « Madame Bovary »... incarnée par Jennifer Jones (20 h 30, F.r.3).

A NE PAS MANQUER « SCENES DE CHASSE EN BAVIERE » (VENDREDI 24, A2, 22 h 45)

Quel « droit à la différence » une société peut-elle accepter ? Et comment devient-on bourreau ? La réponse du cinéaste allemand Peter Fleischmann, c'est ce film terrifiant, à la limite du supportable. Histoire d'un retour au pays, celui d'un mécanicien, Abram — joué par l'auteur de la pièce originelle, Martin Sperr — dont on chuchote vite dans le village qu'il est homosexuel. Tout le drame va naître de là... L'homosexualité, on le comprend vite, ne représente ici qu'un exemple de non-intégration à la société et à ses normes. C'est de la réaction contre cette « étrangeté », contre cette atteinte à « l'ordre », que naît le racisme — ou le fascisme — quotidien. Il serait bien sûr naïf de notre part d'imaginer qu'il ne s'agit que de la Bavière... (A signaler l'excellent dossier de Bernard Eisenschitz sur le cinéma d'outre-Rhin dans le numéro de septembre de « Documents, revue des questions allemandes ».)



Livres

ESSAIS

*** Michel Butor : Tout le monde peint de Piet Mondrian (Flammarion).**

Mondrian a été, avec Kandisky et Malévitch, l'un des pères de l'art abstrait. Ce livre raconte et analyse une des aventures picturales les plus importantes de ce siècle.

*** Frédéric Vitoux : Céline et son chat Bébert (Grasset).**

Enfin une étude qui ne commence pas par des anathèmes ou des louanges. Enfin une étude sans lourdeur. Enfin un angle original pour regarder Céline : comment être le chat d'un écrivain d'extrême droite ? Bébert ou la mauvaise conscience de Céline.

*** La musique en projet (Gallimard, collection Cahiers Renaud-Barrault).**

Le premier essai collectif de l'équipe de Pierre Boulez. Pour répondre à cette seule question : que sera l'Ircam, département musical de Beaubourg ?

POLITIQUE

*** Paul M. Sweezy : Le capitalisme moderne (Le Seuil).**

Un des spécialistes du socialisme aux Etats-Unis. Il démontre, preuves à l'appui, que le capitalisme moderne est plutôt fragile : ici et là, depuis 1945, il a souvent été défait.

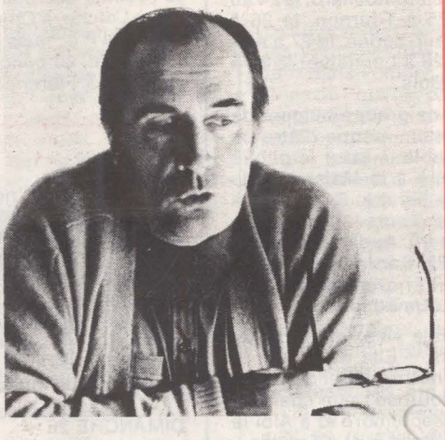
*** Dossier des travailleurs du « Parisien libéré » : Le putsch d'Amaury (Editions sociales).**

Un ensemble accablant sur la concentration de la presse et ses conséquences sociales et politiques.

*** Peter Collier et David Horowitz : Une dynastie américaine, les Rockefeller (Le Seuil).**

L'épopée d'une fortune colossale, les secrets d'un empire qui résume assez bien la réalité américaine ; quelques-uns profitent, tous les autres travaillent... ou chôment !

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

LUNDI 20 SEPTEMBRE

L'accident s'est déjà produit chez les deux voisins scandinaves de la Suède, le Danemark et la Norvège. En Norvège, c'est le référendum hostile à l'adhésion au Marché commun, adhésion que prônaient les sociaux-démocrates, qui a écarté ces derniers du pouvoir en 1973. L'éclipse n'a pas duré un an. Aux élections suivantes, ils obtenaient de nouveau la majorité et rentraient en force à la direction des affaires publiques. En 1973 également, le Danemark a cédé à une poussée de type poujadiste et le parti social-démocrate a été régulièrement battu. Mais dix-huit mois plus tard les partis de la coalition de droite, ayant démontré leur incapacité à s'entendre sur un projet politique sérieux, s'effondraient et les socialistes, avec à leur tête Anker Jurgensen, revenaient au gouvernement, où ils sont encore. L'échec subi par Olof Palme et la social-démocratie suédoise s'inscrit, je le pense, dans cette perspective. Les trois alliés bourgeois l'ont emporté de justesse (50,7 %), sans s'être au préalable entendus sur un programme d'action. Ils ne peuvent maintenant que tirer à hue et à dia. L'exemple le plus clair de leurs contradictions est fourni par la querelle sur les centrales nucléaires. Le Parti du centre, principale formation du camp vainqueur avec 24,1 % des suffrages (le Parti social-démocrate, à lui seul, en a réuni 42,9), a assuré le succès de la coalition — bien qu'il eût perdu lui-même du terrain — en dénonçant farouchement les usines atomiques. Mais il est, sur ce point, en opposition totale avec le Parti conservateur.

Ecrivant cela, je ne prétends pas amortir le choc provoqué dans le monde entier par la fin, serait-elle provisoire, d'une expérience exemplaire. Mais j'observe que le « modèle suédois » est resté fidèle à lui-même jusqu'au bout. Dans combien de pays croira-t-on le passage d'un système économique à l'autre imaginable sans que se créent d'extrêmes tensions ? Ni les régimes communistes, tels que nous les connaissons aujourd'hui, ni le pouvoir capitaliste, en dépit de ses pétitions de principe, n'accepteront d'être mis en question par le simple décret du suffrage universel. On les verra, avant et, s'il y a lieu, après, déclencher les mécanismes de l'oppression, de la répression ou de la sédition. La moindre des oppressions n'étant pas l'oppression culturelle et, au premier degré, en notre préhistoire des techniques audiovisuelles, le bourrage de crâne. J'admire qu'en Suède, au contraire, la social-démocratie n'ait cherché à convaincre que par l'effet de la raison. Et j'avoue préférer cette pédagogie aux schémas outranciers qui, un peu partout, prolifèrent. C'est bien ce que reprocheront aux sociaux-démocrates nos experts en révolution, jamais las d'exiger des autres les aptitudes qui leur manquent, et ils rappelleront que la lutte des classes est un art de la guerre, que la bourgeoisie en possède les règles et ne cesse d'y recourir — voir Franco et Pinochet —, que toute victoire suppose l'élimination catégorique de l'adversaire, bref que les socialistes, oublieux de ces évidences, ne sont que traîtres en puissance.

Cette thèse à laquelle le crime de Santiago du Chili donne le poids du sang répandu, je la rejette cependant. Fallait-il ou non qu'Allende sortît d'une légalité dont il se réclamait et qui traduisait sa philosophie politique, pour le seul motif que cette légalité avait été conçue par et pour la classe dirigeante engagée contre lui dans un duel sans merci ? Question difficile que l'Histoire n'a pas tranchée. Je ne suis pas sûr, quant à moi, que le socialisme eût gagné davantage à nier sa propre essence en instituant une dictature qui n'avait aucune chance d'échapper à l'atroce et monotone logique des dictatures, plutôt qu'en perpétuant dans la mémoire collective des peuples d'Amérique latine le message sensible du président chilien.

Quoi qu'il en soit et par comparaison, rien ne démontre mieux la relativité des conditions de lutte au gré du moment, des latitudes et de l'état d'évolution des sociétés humaines que cette absence de couleur de drame pour peindre l'événement suédois. Cela tient-il à la nature des habitants de ce pays ? A celle du socialisme tel qu'on le pratiquait à Stockholm ? J'en vois la raison principale dans la certitude partagée par tous, hormis quelques conservateurs de peu d'audience, que les transformations progressistes dues à la ténacité des sociaux-démocrates sont sans doute irréversibles. Qui désormais osera toucher à la politique contractuelle, aux garanties et sécurités de tous ordres et même à une redistribution des revenus qui n'a d'égale nulle part ailleurs, y compris en Union soviétique ? Les partis de droite et du centre s'attaqueront-ils à la fiscalité pour tenter d'alléger la charge des classes qu'ils représentent ? Ils constateront qu'en ébranlant l'édifice le risque sera pour eux qu'il leur tombe dessus. Qui osera faire rentrer la Suède dans le cycle des conflits sociaux dont elle s'était délivrée depuis 1931, si l'on excepte les grèves sauvages des années 70, flammèches annonciatrices de la fatigue du système ?

J'ai souvent exprimé à Olof Palme deux critiques. L'une pour m'étonner que la social-démocratie n'eût pas réalisé l'appropriation sociale des grands moyens de production, qui eût ôté aux monopoles et cartels privés le pouvoir d'enrayer son projet socialiste. L'autre pour m'inquiéter de la mobilité des hommes et des fonctions au sein d'une société naturellement tentée de se replier sur elle-même dès lors qu'un parti la gouverne longtemps et à tous les niveaux. Acquérir la maîtrise des pôles économiques, organiser la séparation des pouvoirs et contre-pouvoirs, n'est-ce pas le B.A.ba de la démocratie socialiste ? Olof Palme me répondait qu'il avançait sur cette voie, que la responsabilité directe des travailleurs s'étendait, que le Parti rajeunissait ses cadres et modernisait ses méthodes. J'ai vu sur place les socialistes suédois à l'œuvre. J'avais foi dans leur droiture et leur résolution. Je leur adresse mon amical salut. Le paradoxe sera que le gouvernement qui a le mieux contrôlé la crise du monde industriel en maintenant l'emploi sans emballer les prix a dû se retirer par la volonté de son peuple. Contre l'usure du temps, quel remède ? Il n'y en a jamais qu'en soi-même.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325